



**DELIBERATION N° 24/035 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE
APPROUVANT LE PROJET CASTOUR : METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE
CULTUREL MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL DE LA CHÂTAIGNE
PROGRAMME INTERREG ITALIE-FRANCE MARITIME 2021-2027**

**CHÌ APPROVA U PRUGETTU CASTOUR : VALURIZÀ U PATRIMONIU
CULTURALE MATERIALE È IMMATERIALE DI A CASTAGNA
PRUGRAMMA INTERREG ITALIA - FRANCIA MARITTIMA 2021-2027**

REUNION DU 24 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre avril, la Commission Permanente, convoquée le 16 avril 2024, s'est réunie sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Saveriu LUCIANI, Georges MELA, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Anne PIERI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean BIANCUCCI à Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS
Mme Valérie BOZZI à Mme Marie-Anne PIERI
Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS à M. Hyacinthe VANNI

LA COMMISSION PERMANENTE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie, et notamment les articles L. 4422-1 et suivants,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Titre VII,
- VU** la notification du décret de la Région Toscane n. 27481 du 12 décembre 2023 relatif à l'approbation du classement des candidatures pour le 1^{er} appel à projets du Programme Italie-France Maritime 2021-2027,
- VU** la délibération n° 21/124 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021

approuvant le renouvellement de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,

- VU** la délibération n° 21/195 AC de l'Assemblée de Corse du 18 novembre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 24/035 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2024 adoptant le Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2024,
- VU** la délibération n° 21/113 CP de la Commission Permanente du 19 mai 2021 approuvant le programme de coopération territoriale européenne INTERREG Italie-France Maritime 2021-2027 et autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les actes de candidatures relatifs aux projets,
- VU** la délibération n° 22/001 CP de la Commission Permanente du 26 janvier 2022 portant adoption du cadre général d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente, modifiée,
- VU** le tableau d'échéancier des crédits de paiement annexé au rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale et des Enjeux Sociétaux,

APRES EN AVOIR DELIBERE

A l'unanimité,

Ont voté POUR (15) : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Paul-Félix BENEDETTI, Jean BIANCUCCI, Valérie BOZZI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Georges MELA, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Anne PIERI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE le projet de convention inter-partenaire pour le projet CASTOUR, joint en annexe à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention inter-partenaire pour le projet CASTOUR.

ARTICLE 3 :

DECIDE de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2024

PROGRAMME : 4416 Fonctionnement

Opération : actions de valorisation du patrimoine castanéicole

MONTANT A AFFECTER : 210 800 euros

ARTICLE 4 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 24 avril 2024

La Présidente de l'Assemblée de Corse,



Marie-Antoinette MAUPERTUIS

COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 24 AVRIL 2024

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

PRUGRAMMA INTERREG ITALIA - FRANCIA MARITTIMA
2021-2027 - PRUGETTU CASTOUR VALURIZÀ U
PATRIMONIU CULTURALE MATERIALE È IMMATERIALE
DI A CASTAGNA

PROGRAMME INTERREG ITALIE-FRANCE MARITIME
2021-2027 - PROJET CASTOUR METTRE EN VALEUR LE
PATRIMOINE CULTUREL MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL DE
LA CHÂTAIGNE

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et des Enjeux Sociétaux

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027

Projet CASTOUR

Mettre en valeur le patrimoine culturel matériel et immatériel de la châtaigne

OBJET : *Habilitation du Président du Conseil exécutif de Corse à signer, en qualité de partenaire, la convention interpartenariale relative au projet CASTOUR, suite à l'approbation des candidatures par le Comité de Suivi du Programme, dans le cadre du premier appel à projets lancé par le Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027 - Priorité 4 - RS 04.6 : Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale.*

Le présent rapport a pour objet d'habiliter le Président du Conseil Exécutif à signer la convention interpartenariale relative au projet CASTOUR en qualité de partenaire :

- Convention Interpartenariale organisant les relations et le partenariat entre la Provincia de Lucca (chef de file) et L'Università degli studi di Siena, La Collectivité de Corse, le Consiglio Nazionale Delle Ricerche - istituto Di Linguistica Computazionale « Antonio Zampolli », La Comune di Belvi, L'Ente Parco Naturale Regionale Dell'Antola, Le Département du Var, partenaires pour le projet CASTOUR.

Le projet

Ce projet, d'une durée de 3 ans, dont le chef de file est la Provincia di Lucca, a pour objectif de développer les actions de valorisation en faveur du patrimoine castanéicole transfrontalier. La date de démarrage fixée par l'Autorité de gestion est le 1^{er} mars 2024.

Le montant global du projet s'élève à 1 263 280 €, dont 1 010 624 euros (80 %) seront financés par l'UE.

Le budget de la Collectivité de Corse qui comprend les actions de la Direction du Patrimoine ainsi que celles de nos partenaires locaux s'élève à 210 800 €, dont 168 640 € financé par l'UE.

Objectifs

Le projet vise à développer un tourisme émergent et durable dans la zone transfrontalière à travers la valorisation des itinéraires environnementaux et du

patrimoine culturel, matériel et immatériel, liés à la culture de la châtaigne.

La Direction du patrimoine, dans le cadre de ses missions de conservation, mise en valeur, restauration du patrimoine mobilier, immobilier et paysager, mènera des actions avec les acteurs locaux, et notamment avec la communauté de communes de la Castagniccia - Casinca, et la commune de Bucugnà.

Elle apportera notamment sa contribution à l'élaboration d'un modèle commun pour la valorisation de la châtaigneraie transfrontalière, ainsi que la construction de la route transfrontalière de la châtaigne grâce à son expérience antérieure.

Le Collectivité de Corse coordonnera ensuite la promotion et la diffusion des itinéraires et des connaissances liées à la culture des châtaignes.

Elle capitalisera l'expérience et la méthodologie développées dans le projet stratégique GRITACESS, et coordonnera, avec la contribution de tous les partenaires, l'élaboration d'un guide de la culture de la châtaigne.

Elle sera aussi responsable de la stratégie de communication du projet qui renforcera les actions développées.

La délibération n° 21/113 CP de la Commission Permanente du 19 mai 2021 approuve le programme de coopération territoriale européenne INTERREG Italie-France Maritime 2021-2027 et autorise le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les actes de candidatures relatifs aux projets.

Le projet CASTOUR a ensuite été approuvé et admis au financement FEDER par le Comité de Suivi du programme opérationnel de Coopération transfrontalière Italie-France Maritime 2021-2027.

Le partenariat

Le partenariat se décompose comme suit :

- La Provincia di Lucca (Chef de file) conventionnera avec les entités suivantes agissant en qualité de partenaires
- L'Università degli studi di Siena
- La Collectivité de Corse
- le Consiglio Nazionale Delle Ricerche - istituto Di Linguistica Computazionale "Antonio Zampolli"
- La Comune di Belvi
- L'Ente Parco Naturale Regionale Dell'Antola
- Le Département du Var

Le partenariat local :

- La Communauté de communes de la Castagniccia Casinca
- La commune de Bucugnà

Le plan de financement

Le plan de financement du projet prévoit un coût total du projet de 1 263 280 € financé par le FEDER pour un montant de 1 010 624 € (80 %) et par les

contreparties publiques pour un montant de 252 656 € (20 %).

Coût total du projet	FEDER	Participation des partenaires
1 263 280 €	1 010 624 €	252 656 €

Le budget de la Collectivité de Corse

Le budget de la Collectivité de Corse, qui comprend les actions de la Direction du Patrimoine, s'élève à 210 800 € dont 168 640 € financé par l'UE.

Sa participation sera de 42 160 €.

Collectivité de Corse	Coût total du projet pour le partenaire 3	Part FEDER	Participation CDC
	210 800 €	168 640 €	42 160 €

Soit un budget pour la Collectivité de Corse de 210 800 €, financé à hauteur de 168 640 € par le FEDER.

Imputation budgétaire prévue au BP 2024

SECTEUR : Direction du Patrimoine
ORIGINE : BP 2024
PROGRAMME : 4416 GRITACCESS

ORIGINE : BP 2024 PROGRAMME : 4416 Fonctionnement
Opération : actions de valorisation du patrimoine castanéicole
MONTANT A AFFECTER : 210 800 €

En conséquence, je vous propose :

- D'approuver le projet de convention interpartenariale pour le projet CASTOUR, joint au présent rapport. Ce projet de convention a d'ores et déjà été approuvé par le Comité de suivi du Programme Italie-France Maritime 2021-2027, où la Collectivité de Corse est représentée.
- D'autoriser le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la Convention Interpartenariale pour le projet CASTOUR.
- D'affecter 210 800 € sur le programme 4416, fonctionnement, opération : actions de valorisation du patrimoine castanéicole, du budget de la Collectivité de Corse.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Marittimo-IT FR-Maritime

PROGRAMMA INTERREG VI A ITALIA-FRANCIA MARITTIMO

PROGRAMME INTERREG VI A ITALIE-FRANCE MARITIME

PROGETTO / PROJET CASTOUR – Valorizzazione della castagna attraverso itinerari naturali e culturali sostenibili.

(acronimo e nome del progetto / Acronyme et nom)

NUMERO ID/ NUMÉRO ID JEMS IF Marittimo 00004

SCHEMA Convenzione Interpartenariale

SCHÉMA Convention interpartenariale

Elenco delle abbreviazioni:

Programma – Programma Interreg VI A Italia – Francia Marittimo 2021-2027

AA – Autorità di Audit

CE - Commissione Europea

UE – Unione Europea

SC - Segretariato Congiunto

CF - Capofila

AG - Autorità di gestione

CdS – Comitato di Sorveglianza

AN – Autorità nazionale

PP - Partner di progetto (PPs - Partners di progetto)

Liste des abréviations :

Programme – Interreg Interreg VI A Italie-France Maritime 2021-2027

AA -Autorité d'Audit

CE - Commission Européenne

UE - Union Européenne

SC - Secrétariat Conjoint

CF - Chef de File

AG – Autorité de Gestion

CdS – Comité de Suivi

AN – Autorité Nationale

PP – Partenaire de Projet (PPs Partenaires de projet)

Preambolo

La presente Convenzione viene stipulata tra il capofila (CF) ed i partner del progetto come elencati nei dati del progetto per l'attuazione del progetto CASTOUR – Valorizzazione della castagna attraverso itinerari naturali e culturali sostenibili [acronimo e nome del progetto], approvato dal Comitato di Sorveglianza del Programma Interreg VI A Italia – Francia Marittimo il 12/10/2023 così come recepito dall'Autorità di gestione con il Decreto n. 27481 del 12/12/2023;

Ai sensi dell'articolo 26, paragrafo 1, lettera a) del regolamento (UE) 2021/1059.

Articolo 1 - Quadro giuridico

Le seguenti disposizioni legali e documenti costituiscono la base contrattuale della presente Convenzione interpartenariale ed il quadro giuridico applicabile ai diritti ed agli obblighi delle parti del presente contratto, per l'attuazione del progetto CASTOUR – Valorizzazione della castagna attraverso itinerari naturali e culturali sostenibili [nome del progetto]:

- I Regolamenti, gli Atti Delegati e gli Atti di Esecuzione dei Fondi Strutturali e di Investimento Europei per il periodo 2021-2027, come meglio specificato di seguito;
- Il Programma Interreg VI A Italia – Francia Marittimo, approvato dalla Commissione Europea il 10/08/2022 (Decisione n. C (2022) 5932) che definisce il programma (di seguito Programma Interreg Interreg VI A Italia – Francia Marittimo);
- Le leggi dei paesi dei PP applicabili a questo rapporto contrattuale;
- Regolamento (UE, Euratom) n. 2018/1046 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 18 luglio 2018, che stabilisce le regole finanziarie applicabili al bilancio generale dell'Unione e che abroga il regolamento (CE, Euratom) n. 966/2012 del Consiglio, congiuntamente con i relativi atti delegati o di esecuzione;
- I regolamenti, gli atti delegati e gli atti di esecuzione dei Fondi strutturali e di investimento europei per il periodo 2021-2027, in particolare:
 - Regolamento (UE) n. 2021/1060 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 24 giugno 2021, recante disposizioni comuni relative al Fondo europeo di sviluppo regionale, al Fondo sociale europeo Plus, al Fondo di coesione, al Fondo per una transizione giusta e al Fondo europeo per gli affari marittimi, la pesca e l'acquacoltura e relative regole finanziarie e relative al Fondo Asilo, migrazione e integrazione, al Fondo sicurezza interna e allo strumento di

- sostegno finanziario per la gestione delle frontiere e la politica dei visti e che abroga il regolamento (CE) n. 1303/2013 del Consiglio, e qualsiasi modifica;
- Regolamento (UE) n. 2021/1058 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 24 giugno 2021, relativo al Fondo europeo di sviluppo regionale e al Fondo di coesione e che abroga il regolamento (CE) n. 1301/2013 e qualsiasi modifica;
 - Regolamento (UE) n. 2021/1059 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 24 giugno 2021, recante disposizioni specifiche per l'obiettivo territoriale europeo (Interreg) sostenuto dal Fondo europeo di sviluppo regionale e dagli strumenti di finanziamento esterno e che abroga il regolamento (CE) n. 1299/2013, e qualsiasi modifica;
 - Regolamento (UE) 2016/679 del 27 aprile 2016 relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali, nonché alla libera circolazione di tali dati e che abroga la direttiva 95/46/CE (Regolamento generale sulla protezione dei dati, GDPR);
 - Articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea;
 - Regolamento (UE) n. 2023/2831 della Commissione sull'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti de minimis;
 - Regolamento (UE) n. 651/2014 che dichiara alcune categorie di aiuti compatibili con il mercato interno in applicazione degli articoli 107 e 108 del Trattato;
 - Regolamento (UE) n. 717/2014 della Commissione relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti «de minimis» nel settore della pesca e dell'acquacoltura;
 - Atti delegati e di esecuzione, nonché tutte le decisioni e le decisioni applicabili in materia di aiuti di Stato;
 - Tutte le altre normative comunitarie ed i principi sottesi applicabili al CF ed ai PPs, compresa la normativa recante disposizioni in materia di concorrenza e ingresso nei mercati, tutela dell'ambiente e pari opportunità tra uomini e donne;
 - Norme nazionali applicabili al CF e ai suoi PPs e alle loro attività;
 - Dati del progetto, inclusi ma non limitati, alla documentazione di progetto più recente come il modulo di domanda e tutte le informazioni sul progetto disponibili nel sistema elettronico;
 - Il contratto di finanziamento, stipulato tra il CF del progetto e l'AG;
 - Tutti i manuali, le linee guida e qualsiasi altro documento rilevante per l'attuazione del progetto nella loro ultima versione, pubblicata sul sito web del Programma o consegnata al CF direttamente durante l'attuazione del progetto.

In caso di modifica delle norme e dei documenti legali sopra menzionati e di qualsiasi altro documento o dato rilevante per il rapporto contrattuale, si applica l'ultima versione.

Articolo 2 - Definizioni

Ai fini della presente Convenzione di partenariato, si applicano le seguenti definizioni:

- a) Partner di progetto: qualsiasi istituzione che partecipa finanziariamente al progetto e contribuisce alla sua attuazione, come individuato nel modulo di domanda approvato. Corrisponde al termine "beneficiario" utilizzato nei regolamenti sui fondi strutturali e di investimento europei. Anche il Capofila (vedi definizione di seguito) è considerato un partner di progetto. Di conseguenza, qualsiasi clausola della presente Convenzione interpartenariale riguardante i partner del progetto dovrà applicarsi anche all'istituzione del Capofila.
- b) Capofila: il partner del progetto designato da tutti i partner e che si assume la responsabilità di garantire l'attuazione dell'intero progetto ai sensi degli articoli 23 (5) e 26 (1) b del regolamento (UE) n. 2021/1059.
- c) Dati del progetto: ovvero le informazioni integrate nell'ultimo modulo di domanda approvato e, ove applicabile, adattate durante l'ultima "revisione dello stato di avanzamento" che sarà stata effettuata in collaborazione con il SC, nonché tutte le informazioni sul progetto disponibili in Jems.

Articolo 3 - Oggetto dell'accordo di partenariato

La presente Convenzione interpartenariale stabilisce le disposizioni che regolano i rapporti tra il CF e tutti i PPs al fine di garantire la corretta attuazione del progetto come indicata nei dati del progetto, nonché nel rispetto delle condizioni per il sostegno di cui ai Regolamenti sui Fondi Strutturali e di Investimento Europei, gli atti delegati e di esecuzione, il Manuale del Programma basato su di essi e il contratto di finanziamento firmato tra l'AG e il CF.

Il presente documento costituisce un allegato al Contratto di finanziamento.

Articolo 4 - durata dell'accordo di partenariato

1. La presente Convenzione interpartenariale entra in vigore una volta che la stessa è stata firmata dal CF e da ciascun PP singolarmente, e a condizione che sia stata

firmato il Contratto fra l'AG ed il CF. Rimane in vigore fino a quando il CF ed i PP non hanno integralmente completato i loro obblighi come definiti nell'articolo 6 della presente Convenzione, nei confronti dell'AG e di qualsiasi organismo europeo e/o nazionale competente, compreso il periodo di conservazione della documentazione per le attività di controllo del finanziamento.

2. Il presente accordo rimane in vigore in caso di controversia irrisolta tra i partner del progetto davanti a un organo arbitrale extragiudiziale.
3. La data di inizio del progetto è quella inserita nel sistema informativo come approvata dall'AG.

Articolo 5 - Ruoli e doveri nel partenariato

1. Ciascun PP deve:

- a) Accettare la parte del finanziamento concesso che corrisponde alla sua istituzione per l'attuazione del progetto come descritto nei dati del progetto, di cui agli articoli 1 e 2 del presente documento;
- b) Realizzare le specifiche attività progettuali secondo le modalità ed i termini indicati nei dati di progetto;
- c) Intraprendere tutte le misure necessarie per aiutare il CF ad adempiere ai propri obblighi come specificato nel contratto di finanziamento firmato tra l'AG e il CF, nonché nella presente Convenzione;
- d) Collaborare attivamente alla realizzazione del progetto;
- e) Partecipare all'attuazione e al finanziamento del progetto in conformità con i requisiti UE per lo sviluppo congiunto, l'attuazione congiunta, il personale congiunto e il finanziamento congiunto;
- f) Fornire al CF tutte le informazioni e i documenti necessari per il coordinamento e il monitoraggio periodico dell'avanzamento tecnico e finanziario del progetto necessari per la preparazione dei rapporti sullo stato di avanzamento e delle relazioni finali riguardanti la parte del progetto di cui è responsabile il partner;
- g) Fornire nei tempi stabiliti, al CF o al SC/AG, ogni eventuale ulteriore informazione relativa alla predisposizione dei report;
- h) Rispettare le scadenze previste dal Programma, dal CF o concordate all'interno del partenariato;
- i) Informare il CF di qualsiasi fattore che possa danneggiare l'attuazione del progetto in conformità con i dati del progetto; (paragrafo non applicabile al CF);

2. In particolare, per la parte di progetto di propria competenza, ciascun PP deve:

- a) Agire in conformità a quanto previsto dalla normativa comunitaria applicabile, dalle disposizioni specifiche del Programma e dalle norme nazionali, con particolare riguardo ai Fondi Strutturali, agli appalti pubblici, agli aiuti di Stato, al

rispetto dei diritti fondamentali, alle pari opportunità, alla parità di genere non discriminazione e sviluppo sostenibile, sana gestione finanziaria, requisiti di branding e comunicazione e garantisce che il progetto non abbia un impatto negativo sull'ambiente;

- b) Realizzare le attività progettuali secondo le regole e le procedure definite nel Manuale del Programma;
- c) Garantire che le attività del progetto non siano in contraddizione con la legislazione e le politiche europee e nazionali/regionali delle regioni e dei paesi interessati e che siano state ottenute tutte le autorizzazioni necessarie per la loro attuazione;

Inoltre, il CF del progetto ai sensi dell'art. 26 paragrafo 1. lettere a, b, c del Regolamento (UE) n. 1059/2021:

- a) È autorizzato a rappresentare i PPs nel progetto e coordina i partner elencati nei dati del progetto;
- b) È responsabile di istituire, con l'intero partenariato, una struttura decisionale (Comitato di pilotaggio) per indirizzare e monitorare l'avanzamento del Progetto, adottando un regolamento interno;
- c) Assicura la gestione finanziaria del progetto ed è responsabile del coordinamento, della gestione e dell'attuazione generale del progetto nei confronti dell'AG;
- d) Garantisce il tempestivo avvio e l'implementazione delle attività durante la vita del progetto, nel rispetto di tutti gli obblighi nei confronti dell'AG. Il CF deve informare il SC di qualsiasi fattore che possa pregiudicare la realizzazione delle attività progettuali e/o del piano finanziario;
- e) È responsabile della gestione dell'anticipo e pagherà il deposito liquidato dall'AG ai partner in base alla partecipazione di ciascuno al budget del Progetto sulla base della presente Convenzione interpartenariale secondo le regole e il calendario definiti nel Manuale Programma e nei documenti di recupero;
- f) Monitora l'esecuzione del piano di lavoro concordato, che definisce i compiti da svolgere nell'ambito del progetto, il ruolo dei partner nella loro attuazione e il budget del progetto;
- g) Prepara e presenta i rapporti di avanzamento del progetto, compresi eventuali documenti giustificativi, in conformità con il Manuale del Programma, così come i documenti e/o le informazioni integrative richieste dall'AG/SC;
- h) Prepara e presenta richieste di modifica del progetto, in conformità con il Manuale del Programma;
- i) Costituisce, in generale, il punto di contatto che rappresenta il partenariato per qualsiasi comunicazione con l'AG/SC o qualsiasi altro organismo del Programma;

- j) Fornisce ai partner copie di tutti i documenti rilevanti del progetto ed i rapporti sull'attuazione del progetto. Il CF deve informare regolarmente i PPs di qualsiasi comunicazione rilevante tra il CF e l'AG/SC;
- k) Svolge ogni altro compito concordato con i Partner del Progetto sulla base del regolamento interno del Comitato di Pilotaggio del Progetto;
- l) Deve stabilire disposizioni per la sana gestione finanziaria dei fondi assegnati al progetto, compreso un sistema per recuperare dai partner gli importi indebitamente versati, in conformità con l'articolo 52 del regolamento (UE) n. 2021/1059.

Articolo 6 - Gestione finanziaria del progetto, controllo, audit e conservazione dei documenti

- 3. Ciascun PP è responsabile del proprio budget fino all'importo indicato nei dati di progetto e si impegna a garantire la propria quota di cofinanziamento nazionale.
- 4. Ogni PP deve:
 - a) Stabilire conti separati o sistemi contabili adeguati per la gestione finanziaria del progetto, garantendo che le spese e le entrate, nonché il cofinanziamento nazionale e il finanziamento del programma relativi al progetto, siano chiaramente identificati;
 - b) Garantire che le norme di ammissibilità dell'UE e i requisiti del Programma per l'ammissibilità delle spese, come previsto nel Manuale del Programma e, ove applicabile, le norme nazionali, siano rigorosamente rispettati;
 - c) Essere responsabile di garantire la sana gestione finanziaria dei fondi del Programma ricevuti, comprese le procedure per il recupero degli importi indebitamente versati;
 - d) Presentare regolarmente le spese per la verifica al controllore nazionale designato, secondo le regole stabilite a livello di Programma e a livello nazionale. Le spese verificate devono essere presentate al CF tramite Jems;
 - e) Ricevere direttamente la quota del fondo Interreg corrispondente ai costi ammissibili certificati dichiarati e secondo il tasso di cofinanziamento indicato nei dati di progetto;
 - f) Assicurarsi che le coordinate bancarie del proprio istituto siano aggiornate e in caso di modifica che ne venga informata l'AG;
 - g) Comunicare il ricevimento del finanziamento Interreg e di eventuali cofinanziamenti esterni;
 - h) Restituire al CF le somme indebitamente versate per la sua partecipazione al progetto, nel rispetto delle regole e delle procedure previste dal Manuale di

Programma, in materia di cofinanziamento nazionale, dalle norme specifiche del paese a cui si applica l'accordo;

- i) Garantire che le spese sostenute siano strettamente legate alle attività del progetto, in conformità con i dati del progetto;
 - j) Predisporre un archivio fisico e/o elettronico in cui siano conservati i dati, le registrazioni ed i documenti costituenti la pista di controllo, secondo le prescrizioni descritte nel Manuale del Programma;
 - k) Fornire accesso ai locali, nonché ai siti collegati al progetto, ai documenti e alle informazioni necessarie, indipendentemente dal supporto su cui sono archiviati, per le verifiche da parte dell'AG, del SC, dell'organismo responsabile della funzione contabile, l'AA, le autorità nazionali competenti, i rappresentanti autorizzati della CE, l'Ufficio europeo per la lotta antifrode, la Corte dei conti europea, qualsiasi revisore esterno autorizzato da tali istituzioni o organismi. Tali verifiche potranno essere effettuate fino a 5 anni dopo il 31 dicembre dell'anno dell'ultimo versamento del Programma al progetto, come indicato nell'articolo 82 del Regolamento 2021/1060 e nella lettera di chiusura indirizzata al CF dall'AG. Un periodo di conservazione più lungo può applicarsi in caso di aiuti di Stato o in conformità con le norme nazionali. I PPs devono garantire che tutti i documenti originali, o le loro copie autenticate, in conformità con la legislazione nazionale relativa all'attuazione del progetto, siano disponibili fino alla data finale delle possibili verifiche sopra menzionate, e fino a quando qualsiasi audit, verifica, ricorso, controversia in corso o azione legale sia chiusa.
3. Lo Stato membro ha il diritto di sospendere i pagamenti se il partner diventa oggetto di controlli o audit da parte dell'AG/SC, dell'organismo responsabile della funzione contabile dell'AA o degli organismi competenti dell'UE, fino al completamento di tali controlli o audit. Se l'AA dovesse rilasciare dichiarazioni relative ai sistemi di controllo nazionali e individuare problemi di natura sistemica, l'AG avrebbe il diritto di sospendere i pagamenti fino alla risoluzione del caso.
4. Quando una annualità del Programma viene automaticamente disimpegnata dalla Commissione Europea, ai sensi dell'articolo 105 del Regolamento (UE) n. 2021/1060, l'AG si riserva il diritto di suggerire al Comitato di Sorveglianza del Programma di ridurre il finanziamento del progetto per le spese non effettuate secondo il cronogramma fornito nei dati del progetto. Al comitato di pilotaggio del progetto potrebbe essere richiesto di convalidare la distribuzione finale del disimpegno del progetto tra i partner.
5. Inoltre, il CF deve:
- a) Garantire che le spese presentate dai partner partecipanti al progetto siano state sostenute allo scopo di implementare il progetto e corrispondano alle attività concordate tra questi partner come specificato nei dati del progetto;

- b) Verificare che le spese presentate dai PPs partecipanti al progetto siano state validate dai controllori, secondo le regole stabilite a livello di Programma e a livello nazionale;
 - c) Monitorare costantemente l'utilizzo del budget del progetto pianificato per ciascun PP e garantire che i trasferimenti di budget siano effettuati in conformità con le regole definite nel Manuale del Programma.
6. Se un partner non informa l'CF di eventuali scostamenti dai dati del progetto, allora il CF ha il diritto di rifiutare di includere nel report di progetto i costi di questo partner che sono collegati a tali deviazioni e/o che comportano un superamento del budget approvato di questo partner. Allo stesso modo, se un PP non fornisce i dati necessari per la preparazione dei report di progetto entro il termine concordato con il CF, quest'ultimo può rifiutarsi di rendicontare i costi di questo PP al Programma e posticiparli al periodo successivo, in accordo con l'AG/SC.

Articolo 7 – Recuperi

In caso di pagamenti in eccesso o irregolarità individuate durante l'attuazione del progetto da qualsiasi organismo del Programma, organismo nazionale o qualsiasi organismo dell'UE pertinente, o se l'AG viene informata di tali casi, quest'ultima si riserva il diritto di chiedere ai partner coinvolti (se necessario di concerto con gli organismi nazionali dei paesi partecipanti interessati e informando gli organi competenti del Programma) di rimborsare in tutto o in parte i fondi Interreg e ridurre l'importo dei fondi Interreg concessi. In tale situazione, il CF deve trasmettere immediatamente ai PPs i documenti di recupero ricevuti dall'AG, con i quali l'AG ha fatto valere la richiesta di rimborso, e comunicare a ciascun PP l'importo da rimborsare.

Ciascun PP deve trasferire gli importi indebitamente ricevuti al CF, secondo le regole e le scadenze previste nel Manuale di Programma e nei documenti di recupero.

Il CF garantisce che il beneficiario interessato rimborsi al CF qualsiasi importo indebitamente pagato in conformità con la Convenzione interpartenariale ed il Manuale del Programma. L'importo da rimborsare può essere prelevato dal pagamento successivo al PP interessato o, ove applicabile, i pagamenti rimanenti possono essere sospesi. In caso di progetti chiusi o su richiesta dell'AG per progetti in corso, il PP è tenuto a trasferire i fondi indebitamente versati all'AG.

Se il PP coinvolto nel progetto oggetto della presente Convenzione non rimborsa i fondi indebitamente versati nell'ambito di un altro progetto finanziato dal Programma, l'AG

ha il diritto di detrarre i fondi corrispondenti da qualsiasi pagamento in corso nell'ambito di questo progetto.

Articolo 8 - Modifiche, recesso dagli obblighi

1. Tutti i partner si impegnano a non ritirarsi dal progetto, a meno che non lo giustificino ragioni inevitabili. Se ciò nonostante accade, il CF e i restanti PPs devono trovare una soluzione in conformità con il Regolamento Interno del Comitato di Pilotaggio del Progetto e le procedure descritte nel Manuale di Programma.
2. Se un partner non adempie ai suoi obblighi ai sensi della presente Convenzione interpartenariale, il partenariato può decidere, come ultima risorsa, di ritirare tale partner dal progetto e richiedere una modifica del progetto in conformità con le condizioni stabilite nel Manuale del Programma e nel regolamento interno del Comitato di Pilotaggio del Progetto.
3. Il CF può, se necessario, preparare e inviare una richiesta di modifica dei dati del progetto all'AG/SC. Qualsiasi modifica richiesta, inclusi budget, partnership e cambiamenti operativi, deve essere approvata e autorizzata preventivamente dall'intero partenariato, in conformità con il regolamento interno del Comitato di Pilotaggio del Progetto.
4. Tutti i partner devono seguire rigorosamente le disposizioni del Manuale del Programma quando richiedono e/o implementano modifiche al progetto.

Articolo 9 - Informazione e comunicazione, pubblicità e branding

Tutti i PP devono:

1. rispettare le norme pubblicitarie dell'UE nonché i requisiti di comunicazione e branding descritti nel Manuale del Programma e fornire eventuali materiali sviluppati durante la durata del progetto che potrebbero essere utili per pubblicazioni a livello di programma;
2. applicare le disposizioni dell'articolo 36 del Regolamento UE 1059/2021 relativamente agli adempimenti obbligatori di trasparenza e comunicazione e accettare, ai sensi del comma 6 dello stesso articolo, che in caso di non corretta attuazione di tali disposizioni, e qualora non siano state poste in essere le azioni correttive richieste, l'AG applichi misure, tenuto conto del principio di proporzionalità, sopprimendo fino al 2% del sostegno dei fondi al beneficiario interessato che non rispetta i propri obblighi di cui all'articolo 47 del regolamento

(UE) 2021/1060 o ai paragrafi 4 e 5 dello stesso articolo 36 del Regolamento 1059/2021;

3. garantire che tutte le realizzazioni e i risultati ottenuti durante l'attuazione del progetto possano essere utilizzati da tutte le parti e organizzazioni interessate e siano di interesse pubblico e accessibili al pubblico. Inoltre, i PPs sosterranno il CF e svolgeranno un ruolo attivo in qualsiasi azione organizzata dal Programma per diffondere e capitalizzare i risultati del progetto.

Articolo 10 - Diritti di proprietà intellettuale, riservatezza e conflitto di interessi, gestione e protezione dei dati

1. Ciascun PP deve:

- a) impegnarsi a far rispettare tutte le leggi nazionali ed europee applicabili, incluse ma non limitate alle leggi sui diritti di proprietà intellettuale, in particolare sul diritto d'autore, in relazione a qualsiasi lavoro risultante dalla realizzazione del progetto;
 - b) garantire di disporre di tutti i diritti di utilizzo dei diritti di proprietà intellettuale preesistenti, se ciò si rivela necessario per la realizzazione del progetto, e di una licenza esente da diritti, non esclusiva e irrevocabile, senza costi aggiuntivi significativi o oneri amministrativi, per l'utilizzo di tali materiali è concesso ai predetti Organismi del Programma e dell'Unione, ai sensi dell'Allegato IX del Regolamento 2021/1060 e specificato nel Manuale del Programma;
 - c) informare gli organi competenti del Programma qualora esistano informazioni sensibili o riservate relative al progetto che non dovrebbero essere pubblicate o rese pubbliche. Questa clausola non pregiudica l'obbligo del CF e dei PP di rendere disponibili al pubblico tutti i risultati e i prodotti del progetto;
 - d) adottare tutte le misure necessarie per prevenire qualsiasi rischio di conflitto di interessi, e tenersi reciprocamente informati senza indugio su ogni circostanza che abbia generato o possa generare tale conflitto;
 - e) fare tutto il possibile per prevenire frodi e corruzione ed essere particolarmente vigili al riguardo. Coerentemente con il Manuale di Programma, si impegna inoltre a segnalare alle autorità nazionali competenti qualsiasi comportamento che possa essere considerato sospetto di frode e ad informare l'AG.
2. Il risultato delle attività congiunte previste dalla Convenzione relative a relazioni, documenti, studi, dati elettronici e altri prodotti, sarà di proprietà comune del partenariato, salvo diverso accordo specifico.
 3. In caso di trattamento, utilizzo e trasferimento di dati personali da parte dei PPs del Programma Marittimo Interreg VI A Italia-Francia e di potenziali subappaltatori, i PPs si impegnano in conformità al Regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento Europeo e del Consiglio del 27 aprile 2016 sulla tutela delle

persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali e alla libera circolazione di tali dati (regolamento generale sulla protezione dei dati/GDPR) a:

- a) informare preventivamente l'interessato del trasferimento e della sua finalità;
- b) ottenere il loro consenso espresso;
- c) trasmettere al Programma i dati di contatto del titolare del trattamento e quelli del suo delegato alla protezione dei dati, se presente.

Articolo 11 - risoluzione delle controversie

1. Le controversie che insorgono tra i PP o tra la CF e uno o più PPs in merito al loro rapporto contrattuale e, più in particolare, all'interpretazione, esecuzione e risoluzione della presente Convenzione devono cercare di essere risolte amichevolmente nell'ambito del Regolamento Interno del Comitato di Pilotaggio del Progetto. Se ciò non è possibile, si applica la legge del paese del Capofila.
2. In caso di risoluzione amichevole delle controversie nell'ambito del partenariato, l'AG/SC e l'Autorità nazionale interessata possono agire come mediatore.

Articolo 12 - Contratti con terzi, responsabilità ed esternalizzazione

1. In caso di cooperazione con terzi, inclusi ma non limitati a subappaltatori e organizzazioni interne, per quanto riguarda il progetto, il pertinente PP rimane l'unico responsabile nei confronti degli altri PPs per il rispetto dei propri obblighi come definiti nella presente Convenzione, nei dati del progetto e nel Manuale del Programma. I partner devono informarsi reciprocamente sulla portata di questi contratti e sui nomi delle parti contraenti.
2. Se un PP non adempie ai propri obblighi, tale PP sarà l'unico responsabile per i danni e i costi derivanti da tale inadempienza.

Articolo 13 - Cessione, successione legale

In caso di successione legale, ad esempio quando il CF o qualsiasi PP cambia la sua forma giuridica, il CF o il PP è tenuto a trasferire tutti i diritti, i doveri e gli obblighi del presente contratto al suo successore. La successione legale è formalizzata e formalmente notificata all'AG/SC.

Articolo 14 - Modifica della Convenzione Interpartenariale

1. Le modifiche e le integrazioni al presente Contratto devono essere apportate per iscritto in italiano e francese.
2. Qualsiasi comunicazione nell'ambito della presente Convenzione Interpartenariale dovrà essere presentata per iscritto, in lingua italiana e francese.
3. Qualsiasi nuovo partner che aderisca al partenariato deve accettare le condizioni stabilite nel presente documento firmando separatamente la Convenzione, che verrà quindi allegata al presente documento.
4. Ove applicabile, in conformità con le regole e le procedure stabilite nel Manuale del Programma, il CF presenta la Convenzione Interpartenariale modificata all'AG/SC senza un ingiustificato ritardo.
5. Nel caso in cui un partner lasci il partenariato, il partenariato di progetto non è tenuto a produrre una nuova Convenzione Interpartenariale.

Articolo 15 - Risoluzione

1. La Convenzione Interpartenariale deve essere risolta in conseguenza della risoluzione del contratto di cofinanziamento fra AG e CF.
2. Dopo la risoluzione della Convenzione Interpartenariale, tutti i partner rimangono obbligati a rispettare tutti i requisiti successivi alla chiusura, come il recupero o la conservazione dei documenti a fini di audit e valutazione.

Articolo 16 - Disposizioni finali

1. La Convenzione Interpartenariale è redatta in italiano e francese.
2. In caso di conflitto di clausole o di interpretazione delle stesse tra la presente Convenzione ed il contratto di finanziamento, prevarrà il contratto di finanziamento fra AG e CF.
3. Se una disposizione della presente Convenzione Interpartenariale si rivela totalmente o parzialmente inefficace, le parti della Convenzione Interpartenariale si impegnano a sostituire la disposizione inefficace con una disposizione efficace che si avvicini il più possibile all'obiettivo della disposizione inefficace.
4. Il CF è tenuto a conservare la versione originale completa della Convenzione interpartenariale firmata da ciascuno dei partner e a metterne una copia digitale completa a disposizione di ciascuno dei partner del progetto e dell'AG/SC

Préambule

La présente Convention est conclue entre le chef de file (CF) et les partenaires du projet tels que listés dans les données du projet pour la mise en œuvre du projet CASTOUR – « Valorisation de la châtaigne par des itinéraires naturels et culturels durables » [Acronyme et nom], approuvé par le CdS du Programme le 12/10/2023 tel que transposée par l'Autorité de gestion du Programme avec le Décret de la Région Toscane n. 27481 du 12/12/2023;

En tenant compte de l'Article 26 (1) a du règlement (UE) 2021/1059.

Article 1 - Cadre juridique

Les dispositions légales et documents suivants constituent la base contractuelle de cette Convention Interpartenariale et le cadre juridique applicable aux droits et obligations des parties au présent contrat, pour la mise en œuvre du projet « Valorisation de la châtaigne par des itinéraires naturels et culturels durables » [NOM du projet]:

- Les règlements, les actes délégués et les actes d'exécution des Fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2021-2027, comme précisé ci-dessous;
- Le programme Interreg VI A Italie-France Maritime, approuvé par la Commission européenne le 10/08/2022 (décision n° C (2022) 5932) fixant le programme (ci-après dénommé Programme Interreg VI A Italie-France Maritime);
- Les lois des pays du PP applicables à cette relation contractuelle;
- Règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n°966/2012 du Conseil, ainsi que les actes délégués ou d'exécution y afférents;
- Les règlements, actes délégués et actes d'exécution des Fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2021-2027, notamment:
 - Règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes concernant le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen Plus, le Fonds de cohésion, le Fonds pour une transition juste et le Fonds européen pour la mer, la pêche et l'aquaculture, ainsi que les règles financières applicables à ces Fonds, au Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration, au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument financier pour la gestion des frontières et la politique des visas, et abrogeant le règlement (CE) n° 1303/2013 du Conseil, ainsi que toute modification;

- Règlement (UE) n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1301/2013, et toute modification;
- Règlement (UE) n° 2021/1059 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions spécifiques concernant l'objectif territorial européen (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement externes, et abrogeant le règlement (CE) n 1299/2013, et toute modification;
- Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données, RGPD);
- Articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
- Règlement (UE) n 2023/2831 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement (UE) n 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture;
- Actes délégués et actes d'exécution, ainsi que toutes les décisions et tous les arrêts applicables dans le domaine des aides d'État;
- Toute autre législation de l'UE et les principes sous-jacents applicables à la CF et aux PP, y compris la législation établissant des dispositions sur la concurrence et l'entrée sur les marchés, la protection de l'environnement et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes;
- Règles nationales applicables au CF et à ses PP et à leurs activités ;
- Les données du projet, comprenant, sans s'y limiter, la dernière documentation du projet telle que le formulaire de demande et toutes les informations sur le projet disponibles dans le système électronique;
- Le Contrat de Subvention, conclu entre le CF du projet et l'AG;
- Tous les manuels, directives et tout autre document pertinent pour la mise en œuvre du projet dans leur dernière version, tels que publiés sur le site web du Programme ou remis directement au CF pendant la mise en œuvre du projet.

En cas de modification des normes et documents juridiques susmentionnés, ainsi que de tout autre document ou donnée pertinent pour la relation contractuelle, la dernière version est applicable.

Article 2 - Définitions

Aux fins la présente Convention de partenariat, les définitions suivantes s'appliquent :

- a. Partenaire du projet: toute institution participant financièrement au projet et contribuant à sa mise en œuvre, telle qu'identifiée dans le formulaire de candidature approuvé. Il correspond au terme "bénéficiaire" utilisé dans les règlements des Fonds structurels et d'investissements européens. Le Chef de file (voir définition ci-dessous) est également considéré comme un partenaire du projet. Par conséquent, toute clause de la présente convention de partenariat concernant les partenaires du projet doit également s'appliquer à l'institution du Chef de file.
- b. Chef de file: le partenaire du projet désigné par tous les partenaires et qui assume la responsabilité d'assurer la mise en œuvre de l'ensemble du projet conformément aux articles 23 (5) et 26 (1) b du règlement (UE) n° 2021/1059.
- c. Données du projet: c'est-à-dire les informations intégrées dans le dernier formulaire de candidature approuvé, et le cas échéant, ajustées lors de la dernière "révision de l'état d'avancement" qui aura été effectuée en coopération avec le SC ainsi que toutes les informations du projet disponibles dans Jems.

Article 3 - Objet de la Convention Interpartenariale

La présente Convention Interpartenariale établit les dispositions régissant les relations entre le CF et tous les autres PPs afin d'assurer une bonne mise en œuvre du projet tel que décrit dans les données du projet, ainsi que dans le respect des conditions de soutien définies dans les règlements des Fonds structurels et d'investissement européens, les actes délégués et d'exécution, le Manuel du Programme basé sur ceux-ci, et le Contrat de Subvention signé entre l'AG et le CF.

Ce document constitue une annexe au Contrat de Subvention.

Article 4 - Durée de la convention de partenariat

La présente Convention Interpartenariale entre en vigueur une fois qu'elle a été signée par le CF et chaque PP individuellement, et sous la condition que soit signé le Contrat de Subvention entre l'AG et le CF. Elle reste en vigueur jusqu'à ce que le CF et les PPs

aient rempli intégralement leurs obligations, telles que définies à l'article 6 de la présente convention, envers l'AG et tout organisme européen et/ou national compétent, y compris la période de conservation des documents pour les activités de contrôle du financement.

Le présent accord reste en vigueur en cas de litige non résolu entre les partenaires du projet devant un organe d'arbitrage extrajudiciaire.

La date de début du projet est celle insérée dans le système d'information telle qu'approuvée par l'Autorité de gestion.

Article 5 - Rôles et obligations au sein du partenariat

1. Chaque PP doit :

- a. Accepter la partie de la subvention accordée qui correspond à son institution pour la mise en œuvre du projet tel que décrit dans les données du projet, telles que visées aux articles 1 et 2 du présent document;
- b. Mettre en œuvre les activités spécifiques du projet selon les modalités et les termes indiqués dans les données du projet;
- c. Entreprendre toutes les démarches nécessaires pour aider le CF à remplir ses obligations telles que spécifiées dans le Contrat de Subvention signé entre l'AG et le CF, ainsi que dans la présente convention;
- d. Coopérer activement à la mise en œuvre du projet;
- e. Participer à la mise en œuvre et au financement du projet en respectant les exigences de l'UE en matière de développement conjoint, de mise en œuvre conjointe, de dotation conjointe en personnel et de financement conjoint;
- f. Fournir au CF toutes les informations et tous les documents nécessaires à la coordination et au suivi régulier de l'avancement technique et financier du projet et nécessaires à la préparation des rapports d'avancement et des rapports finaux concernant la partie du projet dont le partenaire est responsable;
- g. Fournir dans les temps impartis, au CF ou au SC/AG, toute information supplémentaire éventuelle relative à l'établissement des rapports;
- h. Respecter les délais fixés par le Programme, le CF ou convenus au sein du partenariat;
- i. Informer le CF de tout facteur susceptible de nuire à la mise en œuvre du projet conformément aux données du projet ; (paragraphe non applicable au CF).

2. En particulier, pour la partie du projet dont il est responsable, chaque PP doit:

- a. Agir conformément aux dispositions des règlements communautaires applicables, aux dispositions spécifiques du Programme et aux règles

nationales, notamment en ce qui concerne les Fonds structurels, les marchés publics, les aides d'État, le respect des droits fondamentaux, l'égalité des chances, l'égalité des genres la non-discrimination et le développement durable, la bonne gestion financière, les exigences en matière d'image de marque et de communication, et veille à ce que le projet n'ait pas d'impact négatif sur l'environnement;

- b. Mettre en œuvre les activités des projets conformément aux règles et procédures définies dans le Manuel du Programme;
- c. Garantir que les activités du projet ne sont pas en contradiction avec la législation et les politiques européennes et nationales/régionales des régions et pays concernés et que toutes les autorisations nécessaires à leur mise en œuvre ont été obtenues.

2. En outre, le CF du projet conformément à l'art. 26 point 1. lettres a, b et c du Règlement (UE) n. 1059/2021:

- a. Est habilité à représenter les PPs dans le projet et coordonne les partenaires énumérés dans les données du projet ;
- b. Est responsable d'instituer, avec tout le partenariat, une structure décisionnelle (Comité de pilotage) permettant de diriger et de suivre l'avancement du Projet, en adoptant un règlement intérieur;
- c. Assure la gestion financière du projet et est responsable de la coordination globale, de la gestion et de la mise en œuvre du projet vis-à-vis de l'AG;
- d. Assure le démarrage et la mise en œuvre dans les temps impartis, des activités pendant la durée de vie du projet, dans le respect de toutes les obligations envers l'AG. Le CF doit informer le SC de tout facteur susceptible de nuire à la mise en œuvre des activités du projet et/ou du plan financier ;
- e. Est responsable de la gestion de l'avance versera l'acompte liquidé par l'AG aux partenaires selon la participation de chacun au budget du Projet sur la base de la présente Convention interpartenariale et selon les règles et le calendrier définis dans le Manuel du Programme et les documents de recouvrement;
- f. Surveille l'exécution du plan de travail convenu, qui définit les tâches à exécuter dans le cadre du projet, le rôle des PPs dans leur mise en œuvre et le budget du projet;
- g. Prépare et dépose les rapports d'avancement du projet, y compris les documents justificatifs éventuels, conformément au Manuel du Programme ainsi que les documents et/ou informations supplémentaires demandés par l'AG/SC;
- h. Prépare et présente les demandes de modification des projets, conformément aux indications du Manuel du Programme;
- i. Est, en général, le point de contact représentant le partenariat pour toute communication avec l'AG/SC ou tout autre organisme du Programme;

- j. Fourni aux partenaires des copies de tous les documents pertinents du projet, et des rapports sur la mise en œuvre du projet. Le CF doit informer régulièrement les PPs de toute communication pertinente entre le CF et l'AG/SC;
- k. Réalise toute autre tâche convenue avec les Partenaires du projet sur la base du règlement intérieur du Comité de Pilotage du projet;
- l. Doit établir des dispositions pour une bonne gestion financière des fonds alloués au projet, y compris un système de récupération auprès des partenaires, des montants indûment payés, conformément à l'article 52 du règlement (UE) n° 2021/1059;

Article 6 - Gestion financière du projet, contrôle, audits et conservation des documents

1. Chaque PP est responsable de son budget à hauteur du montant indiqué dans les données du projet et s'engage à assurer sa part de cofinancement national.
2. Chaque PP doit:
 - a. Mettre en place des comptes séparés ou des systèmes de comptabilité adéquats pour la gestion financière du projet, en veillant à ce que les dépenses et les recettes, ainsi que le cofinancement national et la subvention du Programme liés au projet, soient clairement identifiés;
 - b. Veiller à ce que les règles d'éligibilité de l'UE et les exigences du Programme en matière d'éligibilité des dépenses, telles que prévues dans le Manuel du Programme et, le cas échéant, les règles nationales, soient strictement respectées;
 - c. Être responsable de la garantie de la bonne gestion financière des fonds du Programme reçus y compris les modalités de recouvrement des sommes indûment versées;
 - d. Présenter régulièrement les dépenses pour vérification aux contrôleur national désigné, selon les règles établies au niveau du Programme et au niveau national. Les dépenses vérifiées doivent être présentées au CF via Jems;
 - e. Recevoir directement la part du fonds Interreg correspondant aux coûts éligibles certifiés réclamés et en accord avec le taux de cofinancement indiqué dans les données du projet ;
 - f. Veiller à ce que les coordonnées bancaires de son institution soient mis à jour et en cas de changement l'AG soit informée;
 - g. Notifier la réception de la subvention Interreg et de tout cofinancement externe;

- h. Restituer au CF les sommes indûment versées au titre de sa participation au projet, conformément aux règles et procédures fixées dans le Manuel du Programme, concernant le cofinancement national, la réglementation spécifique du pays qui l'accorde s'applique;
- i. S'assurer que les dépenses encourues sont strictement liées aux activités du projet, en accord avec les données du projet;
- j. Mettre en place une archive physique et/ou électronique où sont stockés les données, les enregistrements et les documents composant la piste d'audit, conformément aux exigences décrites dans le Manuel du Programme;
- k. Donner accès aux locaux, ainsi qu'aux sites liés au projet, aux documents et aux informations nécessaires, quel que soit le support sur lequel ils sont stockés, pour les vérifications de l'AG, du SC, de l'organisme en charge de la fonction comptable, de l'AA, des autorités nationales compétentes, des représentants autorisés de la CE, de l'Office européen de lutte antifraude, de la Cour des comptes européenne, de tout auditeur externe autorisé par ces institutions ou organismes. Ces vérifications peuvent se tenir jusqu'à 5 ans après le 31 décembre de l'année du dernier paiement du Programme au projet, comme indiqué à l'article 82 du Règlement 2021/1060 et dans la lettre de clôture adressée au CF par l'AG. Une période de conservation plus longue peut s'appliquer en cas d'Aide d'Etat ou conformément aux règles nationales. Les PPs doivent s'assurer que tous les documents originaux, ou leurs copies certifiées, conformément à la législation nationale relative à la mise en œuvre du projet, sont disponibles jusqu'à la date finale des vérifications éventuelles mentionnée ci-dessus, et jusqu'à ce que tout audit, vérification, appel, litige ou poursuite en justice en cours soit clôturé.

3. L'EM a le droit de suspendre les paiements si le partenaire venait à faire l'objet de contrôles ou d'audits de la part de l'AG/SC, de l'organisme en charge de la fonction comptable de l'AA ou des organes compétents de l'UE, jusqu'à ce que ces contrôles ou audits soient terminés. Si l'AA venait à émettre des déclarations relatives aux systèmes de contrôle nationaux et à identifier des problèmes de nature systémique, l'AG aurait le droit de suspendre les paiements jusqu'à ce que le cas soit résolu.
4. Lorsqu'une annualité du Programme est dégagée d'office par la Commission Européenne, conformément à l'article 105 du règlement (UE) n 2021/1060, l'AG se réserve le droit de suggérer au CdS du Programme de réduire la subvention du projet pour les dépenses non effectuées conformément au calendrier prévu dans les données du projet. Le Comité de Pilotage du projet pourrait être amené à valider la répartition finale du dégagement du projet entre les partenaires.

5. En outre, le CF doit :

- a. S'assurer que les dépenses présentées par les PPs participant au projet ont été encourues dans le but de mettre en œuvre le projet, et correspondent aux activités convenues entre ces partenaires telles que spécifiées dans les données du projet ;
- b. Vérifier que les dépenses présentées par les PPs participant au projet ont été validées par les contrôleurs, selon les règles établies au niveau du Programme et au niveau national;
- c. Contrôler régulièrement l'utilisation du budget du projet prévu pour chaque PP, et s'assurer que les transferts budgétaires sont effectués conformément aux règles définies dans le Manuel du Programme.

6. Si un PP omet d'informer le CF de tout écart par rapport aux données du projet, le CF est alors en droit de refuser d'inclure dans le rapport de projet les coûts de ce partenaire qui sont liés à ces écarts et/ou qui entraînent un dépassement du budget approuvé de ce partenaire. De même, si un PP ne fournit pas les données nécessaires à la préparation des rapports de projet dans le délai convenu avec le CF, ce dernier peut refuser de déclarer les coûts de ce PP au Programme et les reporter à la période suivante, en accord avec l'AG/SC.

Article 7 - Recouvrements

En cas de trop-perçu ou d'irrégularités identifiées au cours de la mise en œuvre du projet par tout organisme du Programme, organisme national ou tout organisme pertinent de l'UE, ou si l'AG est informée de tels cas, cette dernière se réserve le droit de demander aux partenaires impliqués (si nécessaire en consultation avec les organismes nationaux des pays participants concernés et en informant les organismes pertinents du Programme) de rembourser tout ou partie des fonds Interreg et de réduire le montant des fonds Interreg accordés. Dans une telle situation, le CF doit immédiatement transmettre aux PPs les documents de recouvrement reçus de la part de l'AG, par lesquels l'AG a fait valoir la demande de remboursement, et notifier à chaque PP le montant à rembourser.

Chaque PP doit transférer au CF les montants indus, selon les règles et les délais prévus dans le Manuel du Programme et les documents de recouvrement.

Le CF s'assure que le bénéficiaire concerné rembourse au CF tout montant indûment payé conformément à La Convention Interpartenariale et au Manuel du Programme. Le montant à rembourser peut être retiré du prochain paiement au PP concerné ou, le cas échéant, les paiements restants peuvent être suspendus. Dans le cas de projets

clôturés ou sur demande de l'AG pour les projets en cours, le PP est tenu de transférer les fonds indûment versés à l'AG.

Si le PP impliqué dans le projet faisant l'objet de la présente Convention, ne rembourse pas les fonds indûment payés dans le cadre d'un autre projet financé par le Programme, l'AG a le droit de déduire les fonds correspondants de tout paiement en cours dans le cadre du présent projet.

Article 8 : Modifications et libération des obligations

1. Tous les PPs acceptent de ne pas se retirer du projet, sauf si des raisons inévitables le justifient. Si cela devait néanmoins se produire, le CF et les PP restants doivent trouver une solution en accord avec le Règlement Intérieur du Comité de Pilotage du projet et les procédures décrites dans le Manuel du Programme.
2. Si un PP ne respectait pas ses obligations dans le cadre de la présente Convention Interpartenariale, le partenariat peut décider, en dernier recours, de retirer ce PP du projet et de demander une modification du projet conformément aux conditions établies dans le Manuel du Programme et au règlement intérieur du Comité de Pilotage du projet.
3. Le CF peut, si nécessaire, préparer et adresser une demande de modification des données du projet à l'AG/SC. Toute modification demandée, y compris les changements de budget, de partenariat et les changements opérationnels, doit être approuvée et autorisée au préalable par l'ensemble du partenariat, conformément au règlement intérieur du Comité de Pilotage du projet.
4. Tous les PPs doivent suivre strictement les dispositions du Manuel du Programme lorsqu'ils demandent et/ou mettent en œuvre des modifications dans le projet.

Article 9 - Information et communication, publicité et image de marque

Tous les PPs doivent:

- a. se conformer aux règles de publicité de l'UE ainsi qu'aux exigences en matière de communication et d'image de marque décrites dans le Manuel du Programme et fournir tout matériel développé pendant la durée du projet qui pourrait être utile aux publications au niveau du Programme;
- b. appliquer les dispositions de l'article 36 du Règlement UE 1059/2021 relatives aux obligations impératives de transparence et de communication et accepter, en application du paragraphe 6 du même article, qu'en cas de mauvaise mise en œuvre de ces dispositions, et si les actions correctives requises n'ont pas

été mises en place, l'AG applique des mesures, en tenant compte du principe de proportionnalité, annulant jusqu'à 2% du soutien des fonds au bénéficiaire concerné qui ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 47 du règlement (UE) 2021/1060 et des paragraphes 4 et 5 du même article 36 du règlement 1059/2021;

- c. s'assurer que toutes les réalisations et tous les résultats obtenus au cours de la mise en œuvre du projet peuvent être utilisés par toutes les parties et organisations intéressées et sont d'intérêt public et accessibles au public. En outre, les PPs soutiendront le CF et joueront un rôle actif dans toute action organisée par le Programme pour diffuser et capitaliser les résultats du projet.

Article 10 - Droits de propriété intellectuelle, confidentialité et conflits d'intérêts, gestion et protection des données

1. Chaque PP doit :

- a. s'engager à faire respecter toutes les lois nationales et européennes applicables, y compris, mais sans s'y limiter, les lois sur les droits de propriété intellectuelle, en particulier les droits d'auteur, en ce qui concerne toute réalisation résultant de la mise en œuvre du projet;
- b. s'assurer qu'il dispose de tous les droits d'utilisation des droits de propriété intellectuelle préexistants, si cela s'avère nécessaire pour la mise en œuvre du projet, et qu'une licence libre de droits, non exclusive et irrévocable, sans coûts supplémentaires significatifs ni charge administrative, pour l'utilisation de ces matériels est accordée aux instances du Programme et de l'Union susmentionnées, conformément à l'annexe IX du Règlement 2021/1060 et précisée dans le Manuel du Programme;
- c. informer les organes compétents du Programme s'il existe des informations sensibles ou confidentielles liées au projet qui ne doivent pas être publiées ou rendues publiques. Cette clause n'affecte pas l'obligation du CF et PPs de mettre à la disposition du public tous les résultats et produits du projet;
- d. prendre toutes les mesures nécessaires afin pour prévenir tout risque de conflit d'intérêts, et se tenir mutuellement informés sans délai de toute circonstance ayant généré ou pouvant générer un tel conflit;
- e. faire tout son possible pour prévenir la fraude et la corruption et à être particulièrement vigilant à ce sujet. En cohérence avec le Manuel du Programme, ils s'engagent également à dénoncer aux autorités nationales

compétentes tout comportement susceptible d'être considéré comme une suspicion de fraude et à en informer l'AG.

2. Le résultat des activités conjointes couvertes par la Convention concernant les rapports, les documents, les études, les données électroniques et autres produits, est la propriété conjointe du partenariat, sauf accord spécifique contraire.
3. En cas de traitement, d'utilisation et de transfert de données personnelles par les PPs du Programme Interreg VI A Italie-France Maritime et les sous-traitants potentiels, les PPs s'engagent conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données/ RGPD) à :
 - a. informer au préalable la personne concernée du transfert et de son objet;
 - b. obtenir leur consentement exprès ;
 - c. transmettre au Programme les coordonnées du contrôleur de données et celles de leur délégué à la protection des données s'il en ont un.

Article 11 - Règlement des différends

1. Les litiges survenant entre les PPs ou entre le CF et un ou des PP(s) concernant leur relation contractuelle et, plus particulièrement, l'interprétation, l'exécution et la résiliation de la présente Convention doivent s'efforcer d'être résolus à l'amiable dans le cadre du Règlement Intérieur du Comité de pilotage du projet. Si cela n'est pas possible, la loi du pays du Chef de file s'applique.
2. En cas de résolution à l'amiable des litiges dans le cadre du partenariat, l'AG/SC et l'Autorité Nationale concernée peuvent agir comme médiateur.

Article 12 - Contrats avec des tiers, responsabilité et externalisation

1. Dans le cas d'une coopération avec des tiers, y compris, mais sans s'y limiter, des sous-traitants et des organismes internes, en ce qui concerne le projet, le PP concerné reste seul responsable vis-à-vis des autres PPs du respect de ses obligations telles que définies dans la présente Convention, les données du projet et le Manuel du Programme. Les PPs doivent s'informer mutuellement de la portée de ces contrats et des noms des parties contractantes.
2. Si un PP ne respectait pas ses obligations, ce PP serait seul responsable des dommages et des coûts résultant de ce non-respect.

Article 13 - Cession, succession légale

En cas de succession légale, par exemple lorsque le CF ou tout PP change de forme juridique, le CF ou le PP est tenu de transférer tous les droits, devoirs et obligations du présent contrat à son successeur. La succession légale est formalisée et formellement notifiée à l'AG/SC.

Article 14 - Modification de la Convention Interpartenariale

1. Les modifications et les compléments au présent accord doivent être faits par écrit en italien et en français.
2. Toute communication dans le cadre de cette Convention Interpartenariale doit être présentée par écrit, en italien et en français.
3. Tout nouveau partenaire rejoignant le partenariat doit accepter les conditions énoncées dans le présent document en signant séparément la Convention, qui sera ensuite jointe au présent document.
4. Le cas échéant, conformément aux règles et procédures énoncées dans le Manuel du Programme, le CF présente la Convention Interpartenariale modifiée à l'AG/SC sans délai injustifié.
5. Dans le cas où un partenaire quitte le partenariat, le partenariat de projet n'est pas tenu de produire une nouvelle Convention Interpartenariale.

Article 15 - Résiliation

1. La Convention Interpartenariale doit être résiliée en conséquence de la résiliation du Contrat de Subvention entre l'AG et le CF.
2. Après la résiliation de la Convention Interpartenariale, tous les PPs restent tenus de se conformer à toutes les exigences après la clôture, telles que les recouvrements ou la conservation des documents à des fins d'audit et d'évaluation.

Article 16 - Dispositions finales

1. La Convention Interpartenariale est rédigée en italien et français.

2. En cas de conflit de clauses ou d'interprétation de celles-ci entre la présente Convention et le Contrat de Subvention, le Contrat de Subvention entre l'AG et le CF prévaut.
3. Si une disposition de cette Convention Interpartenariale s'avérait totalement ou partiellement inefficace, les parties de la Convention Interpartenariale s'engagent à remplacer la disposition inefficace par une disposition efficace qui se rapproche le plus possible de l'objectif de la disposition inefficace.
4. Le CdF est tenu de conserver la version complète originale de la Convention Interpartenariale signée par chacun des partenaires et de mettre une copie numérique complète à disposition de chacun des partenaires du projet et de l'AG/SC.

Firme /Signatures

Capofila / Chef de file: Provincia di Lucca

Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire

Luca Menesini , Presidente/Président

Partner/ Partenaire: Università di Siena – Dipartimento di Filologia e critica delle letterature antiche e moderne

Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire

Pierluigi Pellini, Direttore del Dipartimento di Filologia e Critica delle Letterature Antiche e Moderne/ Directeur du Département de Philologie et Critique des Littératures Anciennes et Modernes

Partner/ Partenaire: Collectivité de Corse

Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire

Gilles Simeoni, Presidente/ Président

Partner/ Partenaire: Consiglio Nazionale delle Ricerche - Istituto di Linguistica Computazionale
« Antonio Zampolli » Unità Organizzativa di Supporto di Genova
Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire
Simonetta Montemagni, Direttrice/ Directeur

Partner/ Partenaire : Comune di Belvì
Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire
Maurizio Cadau, Sindaco/Maire

Partner/ Partenaire: Ente Parco naturale e Regionale dell'Antola
Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire
Giulio Olivieri Presidente/ Président

Partner/ Partenaire: Département du Var
Nome e funzione del firmatario / Nom et fonction du signataire
Christine Amrane, Vice Presidente/ Vice-Présidente

Tutti i PPs devono firmare la Convenzione Interpartenariale / Tous les PPs doivent signer la Convention Interpartenariale.

A - Dati identificativi del progetto

A.1 - Dati identificativi del progetto

ID del progetto (creato automaticamente)	IF Marittimo00004
Nome organizzazione del capofila	PROVINCIA DI LUCCA
Nome organizzazione del capofila (in lingua inglese)	PROVINCE OF LUCCA
Titolo progetto	Valorizzazione della castagna attraverso itinerari naturali e culturali sostenibili.
Acronimo progetto	CASTOUR
Priorità del programma	Un'area transfrontaliera efficiente in capitale sociale e che si distingue per la qualità del suo capitale umano
Obiettivo specifico della priorità	RS04.6: Rafforzare il ruolo della cultura e del turismo sostenibile nello sviluppo economico, l'inclusione sociale e l'innovazione sociale
Durata del progetto (mesi)	36

A.2 Sintesi del progetto

Fornire una breve descrizione del progetto e descrivere:

- la sfida comune dell'area del programma affrontata dal vostro progetto;
- l'obiettivo generale del progetto e il cambiamento previsto che il progetto apporterà alla situazione attuale;
- cosa c'è di innovativo nel vostro progetto;
- i principali output e risultati che il progetto svilupperà e chi ne beneficerà
- l'approccio che si prevede di adottare e perché è necessaria una cooperazione transfrontaliera.

Il progetto mira allo sviluppo di un turismo emergente e sostenibile in ambito transfrontaliero, mediante la valorizzazione di percorsi ambientali e del patrimonio culturale, materiale e immateriale, legato alla castanicoltura. Più specificamente questo progetto sostiene azioni volte a:

- promuovere, mediante un'azione coordinata e congiunta, la creazione di un itinerario transfrontaliero per arricchire e valorizzare il patrimonio ambientale e culturale del territorio legato alla castanicoltura al fine di incentivare il flusso turistico;
- potenziare la fruibilità di un'offerta turistica sostenibile rappresentata da piccole imprese e associazioni legata alla castanicoltura e ai suoi prodotti, anche attraverso la predisposizione e il miglioramento di infrastrutture materiali e digitali;
- rendere l'itinerario quanto più accessibile ed inclusivo facendo ricorso a strumenti digitali innovativi nei contenuti e nella progettazione, in quanto rivolti anche ad un'utenza con disabilità motorie, visive e uditive.

Per il conseguimento dei risultati attesi saranno inoltre realizzati strumenti divulgativi multimediali e plurilingui volti alla diffusione delle tradizioni ed in genere del patrimonio culturale immateriale tra le aree interessate, nonché lo sviluppo di un piano di azione congiunto per riqualificare i sentieri ed i percorsi, offrendo al visitatore un'esperienza immersiva e sensoriale e per accrescere la consapevolezza del valore economico e turistico legato alla castanicoltura e alla salvaguardia del bosco, in modo da indurre interventi a protezione del patrimonio castanicolo da parte degli enti preposti alla tutela ambientale.

Sarà inoltre promossa un'azione di capacity building sistematica che vedrà il coinvolgimento di tutti gli attori locali (enti, aziende, cittadini, giovani), agevolando l'emersione di veri e propri "Ambassadors" quali leve fondamentali per la sostenibilità del progetto anche oltre la sua durata naturale.

The project aims at the development of an emerging and sustainable tourism in the cross-border area, through the valorisation of environmental routes and of the tangible and intangible cultural heritage linked to chestnut cultivation. More specifically, this project supports actions aimed at:

- promoting, by means of a coordinated and joint action, the creation of a cross-border itinerary to enrich and enhance the environmental and cultural heritage of the area linked to chestnut cultivation in order to stimulate the tourist flow;
- enhancing the usability of a sustainable tourist offer represented by small businesses and associations linked to chestnut growing and its products, also through the provision and improvement of physical and digital infrastructures;
- making the itinerary as accessible and inclusive as possible by resorting to innovative digital tools in terms of content and design, as they are also aimed at users with motor, visual and hearing disabilities.

In order to achieve the expected results, multimedia and multilingual dissemination tools will also be developed to disseminate traditions and in general the intangible cultural heritage among the areas concerned, as well as the development of a joint action plan to upgrade paths and routes, offering visitors an immersive and sensorial experience and to raise awareness of the economic and tourist value of nut-growing and forest protection, so as to induce protective actions by the environmental protection authorities.

A systematic capacity-building action will also be promoted, involving all local players (organisations, companies, citizens, and especially young people), facilitating the emergence of real "Ambassadors" as fundamental levers for the sustainability of the project even beyond its natural duration.

A.4 Riepilogo del budget di progetto

Finanziamento del programma			Contributo					Budget totale ammissibile
Fonte di finanziamento	Importo del finanziamento	Tasso di cofinanziamento (%)	Contributo pubblico automatico	Contributo pubblico	Contributo pubblico totale	Contributo o privato	Contributo totale del partner	
FESR	1,010,624.00	80.00 %	0.00	252,656.00	252,656.00	0.00	252,656.00	1,263,280.00
Totale dei fondi UE	1,010,624.00	80.00 %	0.00	252,656.00	252,656.00	0.00	252,656.00	1,263,280.00
Budget totale ammissibile	1,010,624.00	80.00 %	0.00	252,656.00	252,656.00	0.00	252,656.00	1,263,280.00

A.5 Riepilogo degli output e dei risultati di progetto

Indicatore output programma	Valore aggregato per indicatore di output del programma	Unità di misura	Numero dell'output	Titolo output	Valore obiettivo Output	Indicatore di risultato del programma	Valore base	Valore obiettivo Risultato	Unità di misura
Strategie e piani d'azione sviluppati congiuntamente	2.00	strategia o piano d'azione	Output 1.1	Modello congiunto transfrontaliero per il miglioramento dell'accessibilità dei percorsi legati alla castagna	1.00				
			Output 3.1	Piano di azione congiunto per la promozione dell'itinerario CASTOUR	1.00				
Azioni pilota sviluppate congiuntamente e attuate nell'ambito di progetti	1.00	azioni pilota	Output 2.1	App mobile per il miglioramento della fruibilità dell'itinerario CASTOUR	1.00				
						Strategie e piani d'azione congiunti adottati da organizzazioni	0.00	1.00	strategia o piano d'azione comuni
						Soluzioni adottate o potenziate da organizzazioni	0.00	1.00	soluzioni

B - Partner di progetto

Riepilogo dei Partner

Numero partner associato	Stato	Nome organizzazione in inglese	Paese (NUTS 0)	Nome abbreviato dell'organizzazione	Ruolo del partner nel progetto	Budget totale ammissibile del partner
1	Attivo	PROVINCE OF LUCCA	Italia (IT)	Prov Lucca	LP	284,350.00
2	Attivo	Siena University	Italia (IT)	Unisi	PP	192,750.00
3	Attivo	Collectivity of Corsica	France (FR)	CDC	PP	210,800.00
4	Attivo	NATIONAL RESEARCH COUNCIL - INSTITUTE OF COMPUTATIONAL LINGUISTICS "ANTONIO ZAMPOLLI"	Italia (IT)	CNR - ILC	PP	160,000.00
5	Attivo	Municipality of Belvì	Italia (IT)	Comune di Belvì	PP	110,000.00
6	Attivo	THE ANTOLA REGIONAL NATURAL PARK AUTHORITY.	Italia (IT)	Parco Antola	PP	100,000.00
7	Attivo	Var County Council	France (FR)	CD83	PP	205,380.00

B.1 Capofila	
Numero Partner	1
Ruolo Partner	LP
Nome organizzazione in lingua originale	PROVINCIA DI LUCCA
Nome organizzazione in inglese	PROVINCE OF LUCCA
Nome abbreviato dell'organizzazione	Prov Lucca
Dipartimento / servizio/ direzione	UFFICIO POLITICHE EUROPEE
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Toscana (IT11)
NUTS 3	Lucca (IT112)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	CORTILE CARRARA 1 55100 LUCCA
Sito web	www.provincia.lucca.it
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Toscana (IT11)
NUTS 3	Lucca (IT112)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	CORTILE CARRARA 1 55100 LUCCA
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Autorità pubblica locale
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	0.84.11
Numero partita IVA (se applicabile)	80001210469

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	C.F. 80001210469
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	80001210469
Contatto	
Legale rappresentante	PRESIDENTE LUCA MENESINI
Persona di contatto	FUNZIONARIO MONICA LAZZARONI
Email	m.lazzaroni@provincia.lucca.it
N. telefonico	00390583417793
Motivazione	
Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.	

Motivazione

La Provincia di Lucca, attraverso l'Ufficio Europa partecipa da oltre vent'anni allo sviluppo e gestione di progetti finanziati dall'UE, sia come leader che come partner. Ha competenze diversificate assegnate da legge nazionale; in particolare rispetto al ruolo di capofila e alle tematiche affrontate dal progetto, la Provincia di Lucca non solo ha un'esperienza consolidata pluriennale nella gestione dei progetti di cooperazione territoriale europea, ma anche nella valorizzazione di itinerari culturali e naturali nonché nel coordinamento di politiche di sviluppo del proprio territorio e di tutela e valorizzazione ambientale, ruolo che si è consolidato dopo il 2014, con la riforma istituzionale delle Province, quando l'Ufficio Europa si è trasformato in un Servizio Europa di Area Vasta supportando i Comuni del territorio nella progettualità.

Con specifico riferimento alle tematiche affrontate dal progetto, la Provincia ha partecipato a supporto dei Comuni soprattutto dell'entroterra, a progetti con spiccato richiamo agli attrattori culturali, alle tradizioni ed al patrimonio ambientale sperimentando azioni di valorizzazione di itinerari, legate all'integrazione di servizi (CAMBIO VIA, GRITACCESS RACINE- IT FR Marittimo, ROBUST-Horizon 2020 per citare i più recenti). La Provincia di Lucca partecipa a reti nazionali ed europee degli enti intermedi (UPI Nazionale, rete CEPLI) attraverso le quali potrà contribuire alla diffusione dei risultati di progetto sia a livello nazionale che europeo. L'ente ha inoltre sviluppato e consolidato relazioni con una varietà di soggetti e stakeholder che spaziano da soggetti economici ad aziende, università, agenzie di sviluppo del territorio, enti pubblici e cittadini dislocati in diverse aree geografiche dell'Europa. Inoltre ha acquisito adeguate competenze nelle attività di comunicazione e diffusione, e nei processi e eventi di capitalizzazione.

La Provincia di Lucca non svolge normalmente attività economiche nel mercato.

Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?

In qualità di capofila la Provincia di Lucca svolge principalmente un ruolo di gestione e coordinamento delle attività di progetto, detiene la responsabilità della gestione amministrativa e finanziaria nei confronti dell'Autorità di Gestione. In virtù delle competenze attribuite per Legge con funzioni di supporto ai Comuni, gestirà azioni di valorizzazione e promozione del territorio mediante l'attivazione di due convenzioni rispettivamente con l'Unione dei Comuni della Mediavalle e con l'Unione dei Comuni della Garfagnana, dove si svilupperanno le azioni di progetto per il territorio NUTS3 della Provincia. In quanto soggetto partecipe alla rete UPI Nazionale, per quanto di competenza, coinvolgerà due territori provinciali della regione Toscana, l'area del Monte Amiata (GR) e l'area della Lunigiana (MS) contribuendo così ad ampliare l'impatto delle azioni sul territorio. In qualità di capofila, sarà coinvolta trasversalmente in tutte le WP sostenendo i partner nel raggiungimento dell'obiettivo comune. Parteciperà all'attività di mappatura prevista dalla WP1 facendo da raccordo per la raccolta dei dati e delle informazioni relative ai quattro territori in convenzione; sarà responsabile del coordinamento della WP2 relativa alla realizzazione degli interventi per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero; contribuirà alla realizzazione del WP3 coordinandosi con il partner responsabile della comunicazione (CdC) per gestire le iniziative e gli eventi di sensibilizzazione e di diffusione dei risultati del progetto coinvolgendo i gruppi target chiave.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

Motivazione

La Provincia di Lucca, attraverso il suo Ufficio Europa partecipa dal 2002 ai programmi di cooperazione territoriale europea nel ruolo di capofila o di partner. Nell'ambito della CTE (Interreg IT-FR Marittimo, Interreg Euro MED e Interreg Europe) e dei Programmi a gestione diretta della Commissione (LIFE, HORIZON 2020, ERASMUS) ha gestito oltre 45 progetti di cui oltre il 50% in qualità di capofila. L'Ufficio attualmente si compone di sei persone di cui quattro dedicate alla progettazione e gestione dei progetti, anche a supporto dei Comuni della provincia e due dedicate alla gestione amministrativa e finanziaria (gestione contabile, monitoraggio, rendicontazione). Con questa struttura organizzativa è quindi in grado di assicurare un adeguato coordinamento del progetto, nonché una puntuale gestione amministrativa e finanziaria per sé ed i partner. A tal fine, nel corso degli anni ha affinato un sistema di monitoraggio che consente un'attenta valutazione dello stato di avanzamento fisico e finanziario dei progetti permettendo alte performance di attuazione e di spesa ed il rispetto degli obiettivi dati dal Programma. Ha inoltre elaborato un'accurata analisi dei possibili rischi, anche sulla base dell'esperienza acquisita, che permettono alla Provincia di prevenire alcune criticità o comunque di gestirle prontamente in modo da ridurre gli effetti. Grazie al supporto dell'Ufficio Stampa dell'Ente provvede, attraverso il sito istituzionale ed i canali social, alla divulgazione delle azioni contenute nei progetti.

Cofinanziamento

Fonte	Importo	Percentuale
FESR	227,480.00	80.00 %
Contributo del partner	56,870.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner	284,350.00	100.00 %

Origine del contributo del partner

Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
Prov Lucca	Pubblico	56,870.00	20.00 %

Totale

Subtotale contributo pubblico	56,870.00	20.00 %
Subtotale contributo pubblico automatico	0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato	0.00	0.00 %
Totale	56,870.00	20.00 %

Aiuto di Stato

B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato

A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?

B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato	
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?	
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?	No nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?	No nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?	
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?	No nd
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)	
D. Regime relativo agli aiuti di Stato	

B.1 Partner di progetto 2	
Numero Partner	2
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	Università degli studi di Siena
Nome organizzazione in inglese	Siena University
Nome abbreviato dell'organizzazione	Unisi
Dipartimento / servizio/ direzione	DIPARTIMENTO DI FILOLOGIA E CRITICA DELLE LETTERATURE ANTICHE E MODERNE
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Toscana (IT11)
NUTS 3	Siena (IT119)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Via Roma 56 53100 Siena
Sito web	https://www.dfclam.unisi.it/it
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Toscana (IT11)
NUTS 3	Siena (IT119)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Via Roma 56 53100 Siena
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Istituti di istruzione superiore e di ricerca
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	P.85.4
Numero partita IVA (se applicabile)	00273530527

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	00273530527
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	Codice fiscale 80002070524
Contatto	
Legale rappresentante	Magnifico Rettore Roberto Di Pietra
Persona di contatto	Professoressa Silvia Calamai
Email	silvia.calamai@unisi.it
N. telefonico	0575926439
Motivazione	
<p>Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	
<p>L'Università di Siena vanta un'esperienza pluridecennale sia nel settore dell'agribusiness e dello sviluppo rurale, sia nell'ambito della ricerca antropologica e linguistica. Grazie ad un approccio sistematicamente multidisciplinare, riesce a garantire percorsi di ricerca ed analisi di grande valore aggiunto nell'ambito di progetti complessi e transnazionali. Le sue competenze spaziano dalla raccolta sul campo di dati dialettali legati al ciclo della castagna e del grano, all'utilizzo di piattaforme per la digitalizzazione di archivi orali, nonché all'organizzazione di eventi di disseminazione legati alla valorizzazione dei beni orali con il coinvolgimento delle comunità locali. Ha preso parte a diversi progetti regionali finanziati sul POR FSE quali GRA.FO RELOAD tutt'ora in corso di svolgimento (recupero e rivitalizzazione di archivi sonori digitalizzati - Ecomuseo Montagna Pistoiese mediante utilizzo di piattaforme open-access), LISTEN, Archivio VI.vo (messa a punto di una piattaforma per la valorizzazione e la fruizione delle fonti orali e audiovisive). Ha competenze per quanto riguarda la traduzione ragionata di forme dialettali, la descrizione di archivi orali, raccolti in proprio o da terzi, con possibilità di archiviare i dati raccolti in un repository legato alla infrastruttura europea "CLARIN" e strutturato secondo consolidati standard internazionali.</p> <p>Unisi non svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	
<p>Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?</p>	

Motivazione

Grazie alle esperienze pregresse, l'Università di Siena coordinerà la WP1 relativa alla ricerca e raccolta dei dati prevista nella fase preliminare in funzione dell'attività di mappatura ,con il coinvolgimento di tutti i partner. Metterà a disposizione le conoscenze digitali nella realizzazione della WP2 dedicata alla strutturazione dell'itinerario dove è prevista l'adozione di un app mobile , inoltre provvederà all' Inserimento dei dati relativi a temi linguistici nelle rispettive sezioni dell' app sviluppata dal progetto, nonché alla traduzione multilingue dei contenuti dell' app del progetto. Nella WP3 con particolare riferimento all'attività di disseminazione e sensibilizzazione, collaborerà alla creazione di eventi dedicati alla presentazione dei risultati di progetto con il coinvolgimento della comunità scientifica internazionale, inoltre, con particolare riferimento al target giovani organizzerà lezioni di presentazione e commento delle attività del progetto al fine di coinvolgere gli studenti nella produzione di materiali utili alle finalità dello stesso (citizen science): ad es., interviste a parenti e conoscenti, fotografie di paesaggio linguistico. Pertanto sarà previsto il coinvolgimento degli studenti in eventi di restituzione, nel corso dei quali potranno esporre il loro contributo al progetto.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

N.A.

Cofinanziamento

Fonte	Importo	Percentuale
FESR	154,200.00	80.00 %
Contributo del partner	38,550.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner	192,750.00	100.00 %

Origine del contributo del partner

Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
Unisi	Pubblico	38,550.00	20.00 %

Totale

Subtotale contributo pubblico	38,550.00	20.00 %
Subtotale contributo pubblico automatico	0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato	0.00	0.00 %
Totale	38,550.00	20.00 %

Aiuto di Stato

B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato	
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?	
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?	No nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?	No nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?	
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?	No nd
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)	
D. Regime relativo agli aiuti di Stato	

B.1 Partner di progetto 3	
Numero Partner	3
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	Collectivité de Corse
Nome organizzazione in inglese	Collectivity of Corsica
Nome abbreviato dell'organizzazione	CDC
Dipartimento / servizio/ direzione	Direzione del Patrimonio
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	France (FR)
Regione (NUTS 2)	Corse (FRM0)
NUTS 3	Corse-du-Sud (FRM01)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Cours Grandval 22 20187 Ajaccio
Sito web	https://www.isula.corsica
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	France (FR)
Regione (NUTS 2)	Corse (FRM0)
NUTS 3	Corse-du-Sud (FRM01)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Cours Grandval 22 20187 Ajaccio
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Autorità pubblica regionale
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	0.84.1
Numero partita IVA (se applicabile)	FR0T20007658

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	FR0T20007658
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	FR0T20007658
Contatto	
Legale rappresentante	M. Gilles Simeoni
Persona di contatto	Me Laurence Pinelli
Email	laurence.pinelli@isula.corsica
N. telefonico	0033495516576
Motivazione	
<p>Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	
<p>La Collectivité de Corse possiede una serie di competenze ed esperienze tematiche rilevanti per il progetto. Con il coinvolgimento della Comunità dei Comuni di Castagniccia-Casinca e del Comune di Bocognano, dispone di competenze complementari, e di una maggiore vicinanza al territorio. La CdC ha una vasta esperienza in progetti di cooperazione, in particolare quelli che riguardano la valorizzazione culturale e turistica degli itinerari. Da questa esperienza è nata la rete Via Patrimonia, che riunisce cinque regioni con la visione comune di rafforzare lo sviluppo di percorsi accessibili. Le competenze della CdC nell'inventariazione e nello studio del patrimonio materiale e immateriale, unite all'esperienza delle autorità locali delle aree di destinazione in termini di pianificazione e sviluppo turistico, nonché le loro strette relazioni con le parti interessate, costituiscono una risorsa importante per il progetto. Questi due territori emblematici del settore castanicolo rafforzano la rilevanza del progetto e sottolineano l'importanza della castagna nella regione. Offrono un ricco patrimonio, favorevole allo sviluppo di attività turistiche e alla promozione della castagna come prodotto locale emblematico. La partecipazione della CdC e di Via Patrimonia permetterà di promuovere maggiormente l'itinerario tematico transfrontaliero della castagna, che potrebbe essere integrato in questa rete e beneficiare dei suoi vantaggi. Pertanto, la combinazione delle competenze e delle esperienze tematiche della Collectivité de Corse e dei territori destinatari rappresenta una risorsa importante per il successo del progetto. Questa collaborazione permetterà di creare un itinerario culturale e naturalistico attraente, che valorizzi il patrimonio e il know-how legato alla castagna, contribuendo allo sviluppo economico e alla conservazione delle tradizioni locali.</p> <p>La CdC non svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	

Motivazione

Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?

La CdC grazie alla consolidata esperienza nella gestione di progetti che hanno riguardato la valorizzazione di itinerari basati sul patrimonio culturale esistente, apporterà al progetto un importante contributo in termini di conoscenza, esperienza e buone pratiche. Il suo coinvolgimento sarà su tutte le componenti di progetto; nella WP1 svolgerà un ruolo di collettore delle informazioni e dei dati utili alla mappatura dell'area sulla quale si svilupperanno le azioni di progetto(indicare l'area).....In questa WP la CdC potrà offrire un contributo determinante nell'elaborazione di un modello congiunto per la costruzione dell'itinerario transfrontaliero della castagna in virtù delle sue pregresse esperienze. Sarà coinvolta nella WP2 sia in relazione all'attività T2.1 (infrastrutturazione materiale dell'itinerario), sia all'attività T2.2 (realizzazione di materiali multimediali). La CdC coordinerà poi la WP3 dedicata alla promozione e diffusione dei percorsi e delle conoscenze legati alla castanicoltura. Capitalizzando l'esperienza e la metodologia sviluppata nel progetto strategico GRITACCESS, coordinerà, con l'apporto di tutti i partner, lo sviluppo di un modello congiunto per la promozione dell'itinerario CASTOUR, individuerà con i partner (in particolare i due partner scientifici, la Provincia di Lucca con gli enti convenzionati, il Comune di Belvi) iniziative tese a sensibilizzare i giovani dei territori nei quali ricade l'itinerario per incrementare la loro consapevolezza sul valore del patrimonio naturale e cultura materiale e immateriale legato alla castagna. Nell'ambito dell'attività T3.3., la CdC organizzerà workshop e azioni per rafforzare le capacità degli attori del territorio corso. Alla CdC è affidato anche il coordinamento della strategia di comunicazione del progetto che rafforzerà le azioni sviluppate nella WP3 e garantirà la massima diffusione dei risultati.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

La Collettività della Corsica ha una solida esperienza in materia di progetti finanziati dall'UE ed in particolare per quanto riguarda le tematiche legate al patrimonio culturale. Infatti in qualità di capofila, ha recentemente diretto il progetto strategico GRITACCESS del Programma Interreg Italia-France Maritime 2014-2020, così come i progetti strategici ACCESSIT e PORTI di questo stesso programma nel periodo 2007-2013, mostrando la sua capacità di coordinare e gestire progetti transfrontalieri di grandi dimensioni. Inoltre, in qualità di partner, la CdC è stata recentemente coinvolta in diversi progetti come RACINE e ITINERA ROMANICA+ del Programma Interreg Italia-Francia Marittima 2014-2020 nonché ARCIPELAGO MEDITERRANEO, ITERRCOST, FOR ACCESS e SONATA DI MARE dello stesso programma nel periodo 2007-2013. È stata anche partner del progetto Momar del Programma Interreg Europa 2014-2020, conferendogli una capacità e una visione più ampia della cooperazione dato che il progetto abbracciava l'intero spazio europeo. Queste esperienze gli hanno permesso di acquisire una conoscenza approfondita delle diverse fasi e esigenze dei progetti, non solo sviluppando competenze in materia di coordinamento e di gestione, ma anche creando una forte rete con altri attori europei che ha rafforzato la sua capacità di lavorare in un contesto multiculturale. Inoltre, grazie a queste esperienze la CdC ha sviluppato una grande capacità di comunicazione, aspetto importante per il coinvolgimento dei gruppi target. Di questa attività è stata responsabile nel progetto strategico GRITACCESS e lo sarà anche in CASTOUR. In qualità di leader e partner, ha acquisito competenze per promuovere i progetti e valorizzare i risultati tra le diverse parti interessate, nonché per diffondere le conoscenze e le buone pratiche in tutta Europa.

Cofinanziamento			
Fonte		Importo	Percentuale
FESR		168,640.00	80.00 %
Contributo del partner		42,160.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner		210,800.00	100.00 %
Origine del contributo del partner			
Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
CDC	Pubblico	42,160.00	20.00 %
Totale			
Subtotale contributo pubblico		42,160.00	20.00 %
Subtotale contributo pubblico automatico		0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato		0.00	0.00 %
Totale		42,160.00	20.00 %
Aiuto di Stato			
B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato			
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?			
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?		No	nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?		No	nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?			
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?		No	nd

B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?	
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)	
D. Regime relativo agli aiuti di Stato	

B.1 Partner di progetto 4	
Numero Partner	4
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE - ISTITUTO DI LINGUISTICA COMPUTAZIONALE "ANTONIO ZAMPOLLI"
Nome organizzazione in inglese	NATIONAL RESEARCH COUNCIL - INSTITUTE OF COMPUTATIONAL LINGUISTICS "ANTONIO ZAMPOLLI"
Nome abbreviato dell'organizzazione	CNR - ILC
Dipartimento / servizio/ direzione	Istituto di Linguistica Computazionale "Antonio Zampolli" - Unità Organizzativa di Supporto di Genova"
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Liguria (ITC3)
NUTS 3	Genova (ITC33)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	via Moruzzi 1 56124 PISA SEDE LEGALE
Sito web	www.ilc.cnr.it
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Liguria (ITC3)
NUTS 3	Genova (ITC33)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Via Moruzzi 1 56124 PISA SEDE LEGALE
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Istituti di istruzione superiore e di ricerca
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	M.72.2
Numero partita IVA (se applicabile)	02118311006
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	80054330856
Contatto	
Legale rappresentante	Professor SIMONETTA MONTEMAGNI
Persona di contatto	dott.ssa PAOLA CUTUGNO
Email	paola.cutugno@ilc.cnr.it
N. telefonico	+390106475334
Motivazione	
Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.	

Motivazione

L'Unità Organizzativa di Supporto di Genova dell'Istituto di Linguistica Computazionale "Antonio Zampolli" (ILC) del CNR svolge attività di ricerca, valorizzazione, trasferimento tecnologico a livello nazionale e internazionale nel trattamento automatico del linguaggio e gestione della conoscenza, nella progettazione e sviluppo di piattaforme per l'analisi del testo e nello sviluppo di metodi e strumenti computazionali per la ricerca in ambito socio-linguistico. Tali competenze risultano rilevanti per la realizzazione di alcune attività di progetto comprese nella WP1 e WP2. La missione di ILC è per sua natura interdisciplinare e intersettoriale. Il Programma nazionale per la ricerca 2021-2027 ha individuato l'ambito di "Cultura umanistica, creatività, trasformazioni sociali, società dell'inclusione" come uno dei grandi ambiti di ricerca e innovazione, il cui obiettivo è la completa transizione al digitale per conoscere, interpretare, valorizzare e conservare efficacemente il patrimonio culturale. La Linguistica Computazionale può supportare questa sfida attraverso l'integrazione degli archivi digitali del patrimonio culturale in un ecosistema digitale per la gestione e la valorizzazione del patrimonio culturale, nazionale e internazionale. Il partner ILC ha un'esperienza consolidata, in qualità di partner, a diversi progetti che avevano come principale obiettivo la salvaguardia del patrimonio culturale immateriale: Progetto Italia Antica 2020-2024 finanziato con fondi nazionali (Linguistica Storica e modelli digitali) - Archivio Vi.Vo. 2019-2021 finanziato con fondi regionali (salvaguardia delle fonti orali e audiovisive) - Chrome 2017-2020 finanziato con fondi nazionali (elaborazione di una metodologia per raccogliere, rappresentare e analizzare dati multimodali relativi ai beni culturali)

Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?

Il ruolo di ILC nel progetto riguarda principalmente la valorizzazione dei percorsi culturali del territorio ligure e francese focalizzandosi sulla raccolta e la traduzione dei contenuti sul patrimonio culturale materiale e immateriale, individuato come strategico dai partner locali, presente nei due territori pilota: Il PARCO REGIONALE DELL'ANTOLA e il Dipartimento del Var. Contribuirà, raccordandosi in particolar modo con l'università di Siena, alla realizzazione della WP1 e in particolare della T 1.1 "Mappatura del patrimonio ambientale e culturale, analisi organizzazione della filiera" con l'individuazione del patrimonio culturale materiale e immateriale riferito alle tradizioni culturali, es. (patrimonio culinario, metodologie di coltivazione raccolta e lavorazione dei prodotti) Nella WP2 "Realizzazione degli interventi per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero" (app e itinerario), l'ILC contribuirà alla valorizzazione della toponomastica riferita al territorio e legata alla castanicoltura. Lo studio si può considerare, in prospettiva, come un'occasione per fare emergere tale patrimonio, espressione della memoria collettiva, in un'ottica di valorizzazione dell'identità locale e di marketing territoriale. Inoltre, si adopererà per la registrazione delle voci (Toponimo dialettale) e delle relative spiegazioni. Nella WP3 "Definizione di una strategia congiunta per la promozione e la diffusione dei percorsi e delle conoscenze legate alla castanicoltura", ILC contribuirà al T 3.2 con il coinvolgimento delle scuole per la diffusione delle conoscenze legate al patrimonio culturale materiale e immateriale legato alla castagna rendendo gli studenti parte attiva nella creazione dei contenuti (ad esempio la trasposizione di contenuti raccolti mediante ricerche e interviste, sul supporto digitale racconti, parlato, etc..)

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

N.A

Cofinanziamento			
Fonte		Importo	Percentuale
FESR		128,000.00	80.00 %
Contributo del partner		32,000.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner		160,000.00	100.00 %
Origine del contributo del partner			
Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
CNR - ILC	Pubblico	32,000.00	20.00 %
Totale			
Subtotale contributo pubblico		32,000.00	20.00 %
Subtotale contributo pubblico automatico		0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato		0.00	0.00 %
Totale		32,000.00	20.00 %
Aiuto di Stato			
B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato			
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?			
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?		No	nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?		No	nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?			
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?		No	nd

B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?	
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)	
D. Regime relativo agli aiuti di Stato	

B.1 Partner di progetto 5	
Numero Partner	5
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	Comune di Belvì
Nome organizzazione in inglese	Municipality of Belvì
Nome abbreviato dell'organizzazione	Comune di Belvì
Dipartimento / servizio/ direzione	Ufficio amministrativo e Assessorato al turismo
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Sardegna (ITG2)
NUTS 3	Nuoro (ITG2E)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Via Roma 17 08030 Belvì
Sito web	www.comune.belvi.nu.it
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Sardegna (ITG2)
NUTS 3	Nuoro (ITG2E)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Via Roma 17 08030 Belvì
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Autorità pubblica locale
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	0.84.1
Numero partita IVA (se applicabile)	00161980917

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	00161980917
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	00161980917
Contatto	
Legale rappresentante	Sig.ra Maurizio Cadau
Persona di contatto	Sig.ra Francesca Pranteddu
Email	servisisociali@comune.belvi.nu.it
N. telefonico	3248866872
Motivazione	
Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.	
<p>Il Comune di Belvi fa parte della più ampia area denominata Barbagia di Belvi, che costituisce circa il 90% del patrimonio castanicolo sardo; la sua diffusione nell'isola è di circa 4.000 ettari. Svolge tutte le funzioni amministrative attribuite dalla normativa vigente e sul proprio territorio promuove misure per incentivare le attività turistiche, in linea con quanto disposto dal programma di sviluppo rurale (Misura 313- riguardante nello specifico gli itinerari, l'informazione e l'accoglienza, l'acquisizione di servizi inerenti il turismo in area rurale, servizi di piccola ricettività). Attua le disposizioni previste dalla Legge regionale 16/2017 con la quale la Regione promuove e sostiene il turismo come settore prioritario per lo sviluppo socio-economico e sostenibile della Sardegna, nel rispetto delle componenti strategiche caratterizzanti l'isola nel panorama dell'offerta turistica mondiale, quali l'ambiente naturale, il paesaggio, il patrimonio storico, la cultura e la lingua. In stretto raccordo con gli altri comuni limitrofi di Aritzo, Gadoni, Meana Sardo, il comune di Belvi adotta iniziative e condivide le linee programmatiche per promuovere la valorizzazione del territorio anche rispetto al settore della castanicoltura. In particolare promuove la gestione efficiente dei castagneti e la produzione frutticola al fine di incentivare lo sviluppo agro-alimentare, ambientale e turistico. A livello provinciale contribuisce attivamente da oltre vent'anni all'organizzazione di manifestazioni per promuovere le tradizioni folkloristiche, culturali, culinarie e paesaggistiche di paesi del nuorese, comprese le manifestazioni dedicate alla valorizzazione del patrimonio castanicolo che si svolgono nel periodo compreso tra settembre e dicembre.</p>	
Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?	

Motivazione

Attraverso questo progetto il Comune di Belvì intende promuovere e rilanciare la multifunzionalità del castagno, sia sotto il profilo ambientale che turistico, nonché socio economico. A tale scopo il suo coinvolgimento sarà trasversale a tutte le attività previste dal progetto. Contribuirà alla fase di mappatura prevista nella WP1 mediante la produzione dei dati e delle informazioni di contesto relative al territorio della Barbagia, riferite più in generale al quadro fitosanitario dei castagneti e in maniera mirata alla presenza del patrimonio materiale e immateriale nell'ambito dell'itinerario pilota individuato per il progetto. Il Comune di Belvì si avvarrà inoltre del supporto del Dipartimento di Lettere, Lingue e Beni culturali della Facoltà di Studi Umanistici di Cagliari, mediante l'attivazione di un'apposita convenzione grazie alla quale renderà disponibile una banca dati terminologica bilingue, riferita a storie e tradizioni legate al contesto territoriale sardo ed in particolare a quello di Belvì e incentrate soprattutto sulle pratiche agro-alimentari. In questo modo sosterrà lo sviluppo della WP2, dedicata alla realizzazione degli interventi per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero ed in particolare contribuirà all'attività T.2.2. con la quale si procederà alla strutturazione delle informazioni per la costruzione dell'app e per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero. Nella fase di sensibilizzazione e divulgazione prevista nella WP3, ed in particolare nell'ambito della T.3.3 organizzerà manifestazioni dedicate alla promozione turistica della castagna, workshop tematici riferiti all'ambito gastronomico e artigianale, e laboratori di didattica che vedranno il coinvolgimento di alcuni istituti scolastici mirati a sensibilizzare i giovani per incrementare la loro consapevolezza sul valore del patrimonio naturale e cultura materiale e immateriale legato alla castagna.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

Cofinanziamento

Fonte	Importo	Percentuale
FESR	88,000.00	80.00 %
Contributo del partner	22,000.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner	110,000.00	100.00 %

Origine del contributo del partner

Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
Comune di Belvì	Pubblico	22,000.00	20.00 %

Totale

Subtotale contributo pubblico	22,000.00	20.00 %
Subtotale contributo pubblico automatico	0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato	0.00	0.00 %

Totale		
Totale	22,000.00	20.00 %
Aiuto di Stato		
B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato		
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?		
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?	No	nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?	No	nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?		
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?	No	nd
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No	nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato	
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)		
D. Regime relativo agli aiuti di Stato		

B.1 Partner di progetto 6	
Numero Partner	6
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	ENTE PARCO NATURALE REGIONALE DELL' ANTOLA
Nome organizzazione in inglese	THE ANTOLA REGIONAL NATURAL PARK AUTHORITY.
Nome abbreviato dell'organizzazione	Parco Antola
Dipartimento / servizio/ direzione	DIREZIONE
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Liguria (ITC3)
NUTS 3	Genova (ITC33)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	PIAZZA MALERBA 8 16012 BUSALLA - GENOVA
Sito web	www.parcoantola.it
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	Italia (IT)
Regione (NUTS 2)	Liguria (ITC3)
NUTS 3	Genova (ITC33)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	Piazza Malerba 8 16012 BUSALLA - GENOVA
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Autorità pubblica regionale
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	0.84.1
Numero partita IVA (se applicabile)	01604390995

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	01604390995
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	95045610102 C.F.
Contatto	
Legale rappresentante	DOTT. GIULIO OLIVIERI
Persona di contatto	DOTT.SSA VALENTINA GARAVENTA
Email	valentina.garaventa@parcoantola.it
N. telefonico	+39010944175
Motivazione	
<p>Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	
<p>Secondo i dati della carta forestale SPIRL (Servizio Previsione Incendi Regione Liguria) i boschi a prevalenza di castagno o con presenza significativa di esso occupano oltre 116.000 ha e nell'area metropolitana di Genova raggiungono una estensione di circa 43.000 ettari. La distribuzione dei Castagneti è pressoché uniforme su tutto il territorio regionale. Il Parco dell'Antola rappresenta sul territorio ligure uno scrigno di biodiversità dove gli ecosistemi mediterranei convivono e si integrano con quelli continentali ed è interessato dalla presenza anche di aree adibite alla castanicoltura. Detta ricchezza e varietà ecosistemica ha fortemente caratterizzato le tradizioni locali, influenzandone le attività agro-pastorali e le produzioni enogastronomiche. Dal punto di vista gestionale, il Parco dell'Antola ha predisposto all'interno del suo Piano Integrato un'azione volta al recupero del castagneto da frutto e allo sviluppo della filiera del Castagno. Inoltre esercita le proprie competenze in linea con quanto disposto dalla L.R 13/2007 che disciplina gli itinerari e gli interventi a favore della ricettività diffusa, ed in coerenza con il Programma Regionale di Sviluppo Rurale 2023-2030 riguardante misure di sviluppo agricolo e associazionismo. Ha altresì aderito al Progetto di Sviluppo turistico "Strada del Castagno", che ha preso vita nel 2005 con la costituzione di un'associazione che coinvolge rappresentanti di aziende agricole, strutture ricettive, imprese di trasformazione, associazioni oltre ad un GAL, n. 3 Parchi Naturali e diversi comuni del territorio. È un itinerario turistico dei prodotti delle Valli Genovesi (riconosciuto ai sensi della Legge Regionale 13/2007) per promuovere e far riscoprire le eccellenze ambientali e culturali che caratterizzano questo ampio territorio. L'Ente Parco dell'Antola non svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	

Motivazione

Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?

Il parco dell'Antola può contribuire al Progetto mediante azioni di consolidamento di attività già avviate con il Progetto di Sviluppo turistico "Strada del Castagno" nonché mediante nuove iniziative focalizzate sul miglioramento delle conoscenze e delle accessibilità dei territori coperti da castagneti, già ricompresi in un contesto caratterizzato dall'alto valore ecosistemico e paesaggistico. La sua partecipazione come ente pubblico a livello regionale sarà trasversale a tutte le attività nell'ottica di sviluppare nuovi itinerari anche con l'obiettivo di incrementare l'offerta turistica. Pertanto nella fase di sviluppo della WP1 renderà disponibili la raccolta dei dati e le informazioni di contesto relativi al patrimonio materiale e immateriale coordinandosi inoltre con l'Istituto di Linguistica Computazionale di Genova quale partner referente che gestirà la raccolta e la rielaborazione del patrimonio rilevato a livello regionale ed il relativo inserimento nel supporto digitale previsto nella WP2 e sempre nella medesima componente in riferimento all'attività T.2.1 individuerà uno o più percorsi escursionistici all'interno dei quali saranno installati punti di sosta e pannelli informativi didattici e conoscitivi sui castagneti e sulle emergenze strutturali architettoniche a loro connesse. In ragione delle proprie competenze istituzionali l'Ente Parco dell'Antola parteciperà alla creazione del modello congiunto di governance per la promozione dell'itinerario previsto nell'attività T.3.1 e rispetto alle attività T.3.2. e T.3.3 che promuovono azioni di sensibilizzazione e capacity building, sarà supportato dal proprio Servizio di educazione ambientale, nella realizzazione di iniziative tematiche a scopo didattico, inoltre organizzerà attività escursionistiche ed esperienziali dedicate alla scoperta dei castagneti e delle architetture tradizionali legate alla castanicoltura.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

N.A.

Cofinanziamento

Fonte	Importo	Percentuale
FESR	80,000.00	80.00 %
Contributo del partner	20,000.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner	100,000.00	100.00 %

Origine del contributo del partner

Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
Parco Antola	Pubblico	20,000.00	20.00 %

Totale

Subtotale contributo pubblico	20,000.00	20.00 %
-------------------------------	-----------	---------

Totale		
Subtotale contributo pubblico automatico	0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato	0.00	0.00 %
Totale	20,000.00	20.00 %
Aiuto di Stato		
B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato		
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?		
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?	No	nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?	No	nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?		
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?	No	nd
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No	nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato	
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)		
D. Regime relativo agli aiuti di Stato		

B.1 Partner di progetto 7	
Numero Partner	7
Ruolo Partner	PP
Nome organizzazione in lingua originale	Département du Var
Nome organizzazione in inglese	Var County Council
Nome abbreviato dell'organizzazione	CD83
Dipartimento / servizio/ direzione	Direction des finances - service Europe
B.1.2 Indirizzo principale del partner	
Paese (NUTS 0)	France (FR)
Regione (NUTS 2)	Provence-Alpes-Côte d'Azur (FRL0)
NUTS 3	Var (FRL05)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	avenue des Lices 390 83000 TOULON
Sito web	www.var.fr
Indirizzo del dipartimento / servizio/ direzione (se applicabile)	
Paese (NUTS 0)	France (FR)
Regione (NUTS 2)	Provence-Alpes-Côte d'Azur (FRL0)
NUTS 3	Var (FRL05)
Via, Numero civico, Codice postale, Città	avenue des Lices 390 83000 TOULON
B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
Tipo partner	Autorità pubblica regionale
Sottotipo di partner	
Stato giuridico	Public
Si rimanda alla classificazione statistica delle attività economiche NACE Rav. 2 (2008) disponibile sul sito web di Eurostat.	0.84.1
Numero partita IVA (se applicabile)	FR41228300018

B.1.3 Informazioni legali e finanziarie	
La vostra organizzazione ha il diritto al recupero IVA, in conformità a quanto previsto dalla legislazione nazionale per le attività realizzate nel progetto?	No
Altro numero identificativo (se il numero di partita IVA non è disponibile, deve essere utilizzato un altro identificativo dell'organizzazione)	SIRET 228 300 01 800 113
Descrizione dell'altro identificativo (specificare il tipo di identificativo)	FR41228300018
Contatto	
Legale rappresentante	Madame Christine AMRANE
Persona di contatto	Madame Aude Palmaro
Email	palmaro@var.fr
N. telefonico	+33617315845
Motivazione	
<p>Indicare quali sono le competenze tematiche dell'organizzazione e le esperienze rilevanti per il progetto. Si prega inoltre di descrivere qual'è l'attività principale dell'organizzazione e se l'organizzazione svolge normalmente attività economiche nel mercato.</p>	
<p>Il Dipartimento del Var parteciperà al progetto coinvolgendo 3 servizi chiave: il Servizio Europa (per la gestione e il monitoraggio del progetto), il Dipartimento Sviluppo Territoriale (per lo sviluppo di un ambito turistico e per la valorizzazione del patrimonio territoriale) e la Direzione degli Spazi Naturali Forestieri e Agricoli (competente per le risorse naturali e sulle pratiche di sfruttamento forestale). Il Servizio Europa ha una forte esperienza nella gestione di progetti europei, nell'ambito di più programmi, quali CONSENSO (ESPACE ALPIN) -ISOS et SEDITERRAMAREGOT, RETRALAGS, SEDRIPORT, ADAPT, PROTERINA, ALIEM, INTENSE, GRITACCESS(PO IT FR Marittimo) FLORMED (Programma MED) 'Pôle d'Excellence Éducation Formation' (Alcotra), TRIP & SPEAK (ERASMUS). Il Dipartimento del Var attraverso CASTOUR potrà metter in pratica le proprie competenze in quanto la castanicoltura, rappresenta per questa regione una fonte di ricchezza sotto il profilo paesaggistico ed economico. Da un punto di vista gestionale il Dipartimento adotta misure di programmazione per la conservazione e la valorizzazione dei castagneti quale forte elemento di patrimonio in termini paesaggistici, culturali ed ecologici, da tutelare anche sotto il profilo del rischio per incendi. La produzione nel Var è di 200-300 tonnellate. L'economia si basa sull'attività di circa 400 castanicoltori tra agricoltori e proprietari di castagneti. Dal punto di vista dell'offerta turistica, con oltre 8 milioni di turisti e 66 milioni di pernottamenti all'anno, il Var rimane la prima destinazione turistica in Francia, dopo Parigi. Forte di questa presenza e del suo appeal, il Dipartimento del Var punta ad un turismo di eccellenza sostenibile e diversificato nell'offerta su tutto il territorio. Più in generale, la Regione Sud ha inserito nel nuovo Piano Regionale per lo Sviluppo Economico, misure tese a rafforzare l'attrattiva dei mestieri e i flussi turistici.</p>	

Motivazione

Qual'è il ruolo e il coinvolgimento (contributo e attività principali) della vostra organizzazione nel progetto?

Il Dipartimento del Var possiede una serie di competenze ed esperienze tematiche rilevanti per il progetto avendo già lavorato su progetti che guardano alla valorizzazione culturale e turistica degli itinerari. Con il suo bagaglio di esperienze, intende apportare come contributo le conoscenze e buone pratiche acquisite. Nello specifico, il Dipartimento intende contribuire con le seguenti attività: Rispetto alla WP1, mediante la partecipazione alla raccolta e condivisione degli elementi cartografici a disposizione, ovvero alla raccolta di informazioni e dati utili alla mappatura dell'area sulla quale si svilupperanno le azioni di progetto. Procederà all'arricchimento della banca dati relativi alla presenza, sul territorio di aziende commerciali e ricettive; e parteciperà allo studio condiviso con gli altri partner sullo sviluppo turistico intorno al castagno: studio di fattibilità sulla base delle informazioni acquisite per la definizione del percorso transfrontaliero; nella WP2 sarà coinvolto sia in relazione all'attività T2.1 (infrastrutturazione materiale dell'itinerario), sia all'attività T2.2 relativa alla definizione degli obiettivi e delle specifiche tecniche per la realizzazione dell'app;4. Creazione di materiale multimediale e visivo per l'app; Rispetto alla WP3 contribuirà alla alla definizione di una strategia congiunta per la promozione e la diffusione dei percorsi e delle conoscenze legate alla castanicoltura. Si coordinerà con i partner per l'attività di definizione di un piano marketing congiunto e funzionale alle varie specificità territoriali; Rispetto all'attività T.3.2 e T.3.3 organizzerà esperienze immersive rivolte a vari gruppi target nonché laboratori didattici tematici.

Se siete il capofila, descrivete qui la capacità e l'esperienza della vostra organizzazione nella gestione e nel coordinamento di progetti cofinanziati dall'UE o di altri progetti internazionali. Se siete il partner del progetto che coordinerà la comunicazione (che quindi assumerà il ruolo di responsabile della comunicazione del progetto), descrivete qui le competenze e le esperienze della vostra organizzazione in materia di comunicazione.

N.A

Cofinanziamento

Fonte	Importo	Percentuale
FESR	164,304.00	80.00 %
Contributo del partner	41,076.00	20.00 %
Budget totale ammissibile del partner	205,380.00	100.00 %

Origine del contributo del partner

Fonte di contribuzione	Stato giuridico	Importo	% del budget totale del partner
CD83	Pubblico	41,076.00	20.00 %

Totale

Subtotale contributo pubblico	41,076.00	20.00 %
-------------------------------	-----------	---------

Totale		
Subtotale contributo pubblico automatico	0.00	0.00 %
Subtotale contributo privato	0.00	0.00 %
Totale	41,076.00	20.00 %
Aiuto di Stato		
B.1.9 Autoverifica sugli aiuti di Stato		
A. Il partner, nel contesto del progetto, svolge un'attività economica?		
1. Il partner svolge attività e/o sviluppa/offre beni/servizi per i quali esiste un mercato?	No	nd
2. Il partner svolge attività o fornisce beni /servizi che possono essere eseguiti o forniti da un'operatore al fine di realizzare profitti (anche se questa non è l'intenzione del partner)?	No	nd
B. Il partner e/o terzi, nel contesto del progetto, ricevono un vantaggio selettivo?		
1. Il partner prevede di svolgere le attività economiche in proprio, ossia di non selezionare ad esempio un fornitore esterno di servizi tramite procedure di appalto pubblico?	No	nd
2. Il partner, qualsiasi altro operatore non partner del progetto o il pubblico di destinazione otterranno vantaggi dalle attività economiche di cui alla sezione A che altrimenti non avrebbero ricevuto nel normale corso degli affari (vale a dire in assenza di finanziamenti concessi dal progetto)?	No	nd
Risultato dell'autoverifica dei criteri sugli aiuti di stato:	Non c'è nessun rischio di aiuti di Stato	
C. Attività rilevanti relativi agli aiuti di Stato (selezionare dal menu a tendina basato sulle immissioni in C.4)		
D. Regime relativo agli aiuti di Stato		

C - Descrizione del progetto

C.1 Obiettivo principale del progetto

Obiettivo specifico (come selezionato nella sezione A.1.).

RS04.6: Rafforzare il ruolo della cultura e del turismo sostenibile nello sviluppo economico, l'inclusione sociale e l'innovazione sociale

Obiettivo principale del progetto

Individuate l'obiettivo principale del progetto

Definire l'obiettivo principale del progetto.

- Assicuratevi che contribuisca chiaramente all'obiettivo specifico del programma selezionato.
- L'obiettivo principale deve indicare il contesto generale di ciò che il progetto intende raggiungere.
- Deve descrivere l'obiettivo più ampio del progetto a beneficio dei gruppi target e indicare i risultati (cambiamenti) da raggiungere nell'ambito del progetto.

Migliorare l'accessibilità e fruibilità del patrimonio ambientale e culturale (materiale e immateriale) legato alla castanicoltura e ai suoi prodotti, attraverso la valorizzazione di percorsi già esistenti. Il progetto mira a realizzare un incremento significativo, ma sostenibile della presenza turistica, promuovendo un tipo di turismo "lento" ed inclusivo grazie allo sviluppo di un'applicazione mobile innovativa sia nei contenuti che nell'utilizzo anche da parte di un'utenza diversamente abile.

C.2 Rilevanza e contesto del progetto

C.2.1 Quali sono le sfide territoriali che saranno affrontate dal progetto?

Descrivete quali sono le sfide e le esigenze specifiche affrontate dal vostro progetto e perché sono rilevanti per l'intera area del programma (fate riferimento ai capitoli 1 e 2 del documento di programma Interreg Marittimo)

Il progetto nasce come risposta a più sfide interconnesse esistenti sul territorio transfrontaliero che vedono le aree boschive dell'entroterra, in cui i castagneti fanno da protagonisti, soffrire di un turismo non sufficientemente valorizzato e che non sfrutta a pieno le potenzialità e le ricchezze del patrimonio paesaggistico e culturale, anche a discapito del tessuto imprenditoriale che caratterizza queste aree. Infatti le zone di coltivazione del castagno coincidono naturalmente con le aree interne tipicamente più deboli, con un tessuto economico costituito principalmente da microimprese e piccole associazioni. Questo rende i territori e le comunità di riferimento vulnerabili agli shock economici e finanziari, come ha dimostrato la pandemia da COVID19. CASTOUR intende quindi contribuire ad attrarre un turismo "lento", sempre più variegato e destagionalizzato, sia locale che straniero, rendendo fruibile il patrimonio culturale, storico, materiale e immateriale che la saggezza popolare, i produttori locali e le risorse naturali del territorio sono in grado di offrire.

Il progetto intende vivificare la memoria dei luoghi attraverso il patrimonio culturale immateriale, ambito non ancora pienamente utilizzato ai fini turistici, promuovendo una conoscenza di tipo partecipativo e innovativo; ma, allo stesso tempo, intende affrontare il tema della fruibilità materiale dell'itinerario tenuto conto che molto spesso gli ambienti naturali si caratterizzano per non essere fruibili da tutti allo stesso modo.

Il progetto si propone anche di rafforzare e valorizzare la sostenibilità del castagneto sotto il profilo ambientale, sociale ed economico in modo che questo approccio entri nella convinzione dei consumatori, dei cittadini e dei responsabili della pubblica amministrazione. In questo modo si vuol dare una risposta anche all'esigenza di promuovere l'ecosistema della piccola imprenditoria che vive dei prodotti locali, offrendo al turista un mercato legato al patrimonio naturale e culturale della castagna così da rendere protagonista non solo il territorio, ma anche le varie realtà imprenditoriali che vi si sviluppano. Queste sfide accomunano l'intera area del programma caratterizzata da una grande ricchezza in termini di patrimonio ambientale e culturale e da una forte identità comune legata alla castanicoltura e si propongono di proseguire i risultati raggiunti con la precedente programmazione nella quale il tema della "Conservazione, protezione e sviluppo del patrimonio naturale e culturale" ha ispirato molteplici iniziative progettuali.

Da questo punto di vista, Castour intende affrontare, seppure indirettamente, anche due delle più grandi sfide storiche con cui i territori coinvolti si stanno confrontando rispetto a questa coltura: da un lato il progressivo abbandono ed inselvatichimento dei castagneti da frutto, con una progressiva riduzione delle superfici boschive e gravi conseguenze sulla biodiversità dei territori; dall'altro le minacce rappresentate dal surriscaldamento globale e dalle specie parassitarie invasive, che già oggi colpiscono pesantemente i nostri castagneti.

C.2.2 In che modo il progetto affronta le sfide e le esigenze identificate e quali sono le novità dell'approccio adottato dal progetto?

Illustrare l'approccio scelto dal progetto per affrontare le sfide e le esigenze sopra descritte. Descrivere inoltre in che modalità l'approccio andrà oltre le attuali prassi del settore/dell'area di Programma/dei paesi partecipanti, dimostrando l'innovatività dell'approccio.

Il progetto affronta le sfide comuni operando parallelamente su due fronti: da un lato salvaguardando il patrimonio culturale e le tradizioni legate alla castanicoltura, dall'altro, sviluppando e promuovendo un'offerta turistica fatta di piccoli imprenditori e associazioni a supporto dello sviluppo economico locale, in ottica di sostenibilità. L'approccio transfrontaliero di Castour si propone di mettere in rete sistemi e metodologie volte a promuovere l'attrattività di queste aree più marginali e meno conosciute, sviluppando itinerari alternativi rispetto al turismo costiero ed altrettanto appetibili, tali da favorire il processo di destagionalizzazione dei flussi turistici nell'ottica di un turismo verde e sostenibile.

Il partenariato costituito per lo più da istituzioni pubbliche intende promuovere una governance partecipata per accrescere la consapevolezza del valore del patrimonio culturale su dimensione europea. A tale scopo sarà elaborato un piano di azione congiunto che avrà come obiettivo, da un lato, di riqualificare i sentieri ed i percorsi per avvicinare il visitatore ad un'esperienza immersiva e sensoriale che faccia apprezzare la qualità dell'ambiente e la realtà contestuale ad esso correlata; dall'altro, di accrescere la consapevolezza del valore economico e turistico legato alla castanicoltura e alla salvaguardia del bosco, in modo da indurre interventi a protezione del patrimonio castanicolo da parte degli enti preposti alla tutela ambientale. Il piano conterrà anche una campagna di sensibilizzazione a partire dalle giovani generazioni, mediante iniziative che i partner organizzeranno con le scuole nei territori partner coinvolti.

Per rispondere alla sfida di coniugare tradizione e innovazione e accogliere i più diversificati target di turisti, CASTOUR ha previsto la messa in campo di un'applicazione mobile multilingue per la creazione di itinerari sonori e audiovisivi. Tali itinerari, concentrati su luoghi meno conosciuti, ma ugualmente interessanti attraverso servizi mobili "location based", produrrà impatti e benefici sull'intera collettività dal momento che il modello di conoscenza proposto affianca ai "saperi codificati" (ad es. descrizione di un bene tramite un'audio-guida) dei saperi "contestuali", in stretto rapporto con il territorio che di questi "saperi" è espressione.

L'aspetto innovativo dello strumento sta proprio nel veicolare nuove ed originali modalità di fruizione del patrimonio tangibile, ma anche intangibile (la storia e le tradizioni proprie di una comunità) che caratterizzano un territorio, attraverso traduzioni ragionate di archivi orali e di tradizioni rievocate dal passato.

L'applicazione risponde anche alla sfida di un turismo più inclusivo perché la progettazione dello strumento terrà conto anche di un'utenza con possibili disabilità motorie, visive e uditive, permettendo così di estendere la fruizione di nuove esperienze turistiche sia fisiche che virtuali anche a persone con disabilità. D'altra parte la creazione di un itinerario transfrontaliero più "accessibile" migliorerà l'attrattività dei luoghi individuati dando un nuovo impulso all'economia locale, pur nel rispetto della sostenibilità.

Un'attenzione particolare deve essere rivolta alla sostenibilità delle soluzioni digitali che saranno realizzate da Castour. Molto spesso infatti progetti analoghi propongono lo sviluppo di app per smartphone, il cui rischio è tipicamente quello di un loro mancato utilizzo e conseguente abbandono al termine del progetto. Castour intende invece concentrare la maggior parte delle risorse e attenzioni sullo sviluppo di una banca dati con informazioni, contenuti, geolocalizzazioni indipendenti dalle funzionalità dell'app vera e propria, al fine di rendere disponibili contenuti open source in grado di garantire interoperabilità anche con altri supporti e soluzioni, garantendo approcci multiplatforma aperti anche a futuri sviluppi tecnologici.

Il progetto punterà inoltre al coinvolgimento attivo e partecipato delle comunità locali prevedendo azioni di capacity building rivolte sia agli attori di sistema che agli operatori economici nonché iniziative di sensibilizzazione verso le nuove generazioni locali attraverso le quali continuare a dar vita al patrimonio e all'identità culturale quali fonti di sviluppo per il territorio.

Castour intende superare logiche di mera "disseminazione" a favore di un vero e proprio Capacity building sistematico in grado di coinvolgere tutti gli attori locali (enti, aziende, cittadini, giovani), agevolando l'emersione di veri e propri "Ambassadors" quali leve fondamentali per la sostenibilità del progetto anche oltre la sua durata naturale.

C.2.3 Perché risulta necessaria una cooperazione transfrontaliera per raggiungere gli obiettivi e i risultati del progetto?

Spiegare perché gli obiettivi del progetto non possono essere conseguiti in modo efficiente agendo solo a livello nazionale, regionale o locale e descrivere qual è il valore aggiunto per il partenariato e per l'area del progetto nell'adottare un approccio di cooperazione transfrontaliera.

Castour ha come comun denominatore la presenza diffusa di castagneti (da frutto, da legno, selve castanili) in prossimità di vaste aree collinari e montane dei territori transfrontalieri. Il progetto nasce dalla volontà condivisa di promuovere e valorizzare un patrimonio naturale e socioculturale come quello legato alla castanicoltura partendo dalla considerazione fondamentale che la pianta del castagno, data la sua multifunzionalità, può rappresentare un valore strategico per lo sviluppo dei territori a rischio di marginalità. Uno degli obiettivi più significativi di questa azione è quello di potenziare la fruibilità dell'offerta turistica sviluppando percorsi turistici per la valorizzazione del patrimonio ambientale e culturale, sia materiale che immateriale, legato alla castanicoltura ed ai suoi prodotti. Pertanto tutte le azioni previste dal progetto finalizzate a promuovere congiuntamente interventi per l'accessibilità sia fisica che virtuale saranno quelle che più beneficeranno dell'approccio transfrontaliero in quanto destinate a creare e/o a rafforzare una continuità di itinerari fra i territori. Valorizzare il territorio significa creare una profonda sinergia tra la dimensione ambientale, culturale e sociale volta a migliorare la capacità di attrazione e la competitività dell'area e delle isole che costituiscono l'elemento centrale di attrazione del territorio. Solo attraverso attività realizzate in cooperazione fra le aree coinvolte è possibile dimostrare come questa comunanza di interesse dia un valore alle realtà locali e apra nuove opportunità da cogliere come insiemi di percorsi e strategie condivise, con risultati in tutto il territorio transfrontaliero. Considerato che la castanicoltura è legata alla sostenibilità ambientale e alla gestione del territorio ed è una pratica tradizionale con un'importanza storica e culturale significativa per tutta l'area transfrontaliera, la cooperazione contribuisce in modo imprescindibile a sviluppare approcci condivisi per la gestione sostenibile dei castagni preservando la biodiversità e gli ecosistemi locali, inoltre per molte comunità del versante costiero ed insulare, dell'Italia e della Francia costituisce ancora oggi un'attività economica importante e attraverso la cooperazione sarà possibile sviluppare ed implementare strategie comuni per promuovere e valorizzare i prodotti derivati creando e/o rilanciando nuove opportunità economiche per le comunità locali. Più in generale l'approccio transfrontaliero coinvolgerà in modo trasversale le istituzioni che potranno confrontarsi con contesti diversi, apprendere e trasferire buone pratiche in uso in altri territori garantendo valore aggiunto alla sostenibilità e alla trasferibilità dei risultati del progetto al di là del contesto locale. La cooperazione transfrontaliera è necessaria a far sì che i risultati ottenuti a livello locale possano impattare su vasta scala nelle policy regionali inducendo una trasformazione a livello comunitario del concetto di valorizzazione delle risorse e delle identità culturali comuni.

A livello di partenariato Castour offrirà i seguenti contributi:

- per gli attori di governance pubblica (Provincia di Lucca, Collectivité de Corse e Département du Var) il valore aggiunto è costituito sia dallo sviluppo di politiche congiunte transfrontaliere, sia dal supporto concreto alle attività produttive e all'attrattività turistica dei propri territori di riferimento, dei sistemi economici locali, ecc.
- Per gli enti locali (Comune di Belvi, Parco dell'Antola e partner in convenzione), la cooperazione transnazionale costituirà l'occasione concreta per proporre modelli di buone prassi di sviluppo locale, andando ad instaurare al contempo un importante network di enti locali accomunati da problematiche e obiettivi analoghi.
- Per i partner scientifici (Università di Siena e Istituto linguistica computazionale) il valore aggiunto dalla cooperazione transnazionale sarà costituito non solo dall'aumento della conoscenza dei territori e il consolidamento di ricerche congiunte transfrontaliere in grado di supportare i processi conoscitivi e decisionali a supporto delle politiche di sviluppo, ma anche dalla possibilità di svolgere

interventi sul campo funzionali alla progettazione e validazione di strategie e strumenti replicabili nell'intero territorio di cooperazione.

Infine, la cooperazione transfrontaliera, pensando oltre la fine di Castour, costituisce una prima piattaforma transnazionale per il potenziale sviluppo di un itinerario culturale europeo della castagna, sulla falsa riga degli itinerari dell'olivo e della viticoltura già sviluppati e promossi dal Consiglio d'Europa. L'avvio di una riflessione transnazionale sul ruolo della castanicoltura nello sviluppo di una tradizione e di una specifica cultura europea costituisce un'importante occasione per ampliare in chiave internazionale lo sviluppo dell'itinerario di Castour e della sua offerta turistica sostenibile.

C.2.4 Chi trarrà vantaggio dagli output e dai risultati del progetto?

Selezionate dall'elenco a discesa i target group rilevanti per il vostro progetto. Per ciascuno di essi fornite una specifica più dettagliata e spiegate in che modo trarranno vantaggio dagli output e dai risultati del vostro progetto. Verificate la coerenza con i target group definiti nel piano di lavoro (sezione C4).

Target Group	Specifiche
Autorità pubblica locale	In questo target rientrano gli enti territoriali che hanno competenze dirette in materia di sviluppo del territorio, turismo, strategie di governance in generale e gli enti con competenze indirette (economiche e sociali, e nel settore linguistico/antropologico). In considerazione delle specifiche competenze istituzionali gli enti pubblici che trarranno vantaggio diretto dagli output e dai risultati sono le Regioni, le Province, i Comuni. Sarà assicurata un'ampia copertura geografica al fine di coprire l'intero territorio caratterizzato da castagno da frutto nell'area di cooperazione dell'Interreg Marittimo, grazie a protocolli di cooperazione fra enti pubblici, in parte già attivi (come quello già esistente fra le Province di Lucca, Grosseto e Massa Carrara) e in parte da attivarsi nell'ambito del progetto stesso. Il target beneficerà direttamente dei vari prodotti del progetto, sia in termini di metodologie di intervento (materiali e immateriali), sia attraverso l'inserimento dei territori pertinenti nella mappatura degli itinerari di progetto e nelle attività di promozione turistica.
PMI	Le PMI costituiscono il principale beneficiario indiretto delle azioni progettuali, laddove lo sviluppo dell'attrattività turistica intende andare a diretto beneficio dei soggetti economici del territorio che offrono accoglienza, ristorazione e attività culturali e ricreative. Un numero significativo di produttori, imprenditori locali, piccole imprese, cooperative, strutture ricettive e di ristorazione, saranno inoltre direttamente coinvolte in attività di co-progettazione e co-sviluppo, a supporto di un'azione di capacity building organizzativo e di sistema in grado di rafforzare le competenze dei sistemi locali economici. Le PMI saranno inoltre direttamente beneficiarie delle attività di promozione e marketing territoriale, con particolare riferimento alla promozione delle attività di accoglienza, ristorazione, servizi turistici e promozione dei prodotti eno-gastronomici.

Target Group	Specifiche
Organizzazione di supporto alle imprese	Agenzie di Sviluppo (atte a promuovere politiche di sviluppo per il turismo), Camere di Commercio, Associazioni di categoria e altri soggetti in grado di svolgere funzioni di catalizzazione e accelerazione alle imprese e ai vari soggetti impegnati nello sviluppo di servizi turistici, culturali, gastronomici. Analogamente al target PMI, anche le organizzazioni di supporto alle imprese saranno direttamente beneficiarie delle attività di promozione e marketing territoriale, con particolare riferimento alla promozione delle attività di accoglienza, ristorazione, servizi turistici e promozione dei prodotti eno-gastronomici.
Centro di istruzione /formazione e scuola	Le scuole dei territori partner, saranno direttamente beneficiarie delle azioni realizzate nell'ambito della componente 3 del progetto, laddove attraverso un coinvolgimento diretto degli studenti si intende favorire un'appropriazione diretta delle risorse culturali e naturali tradizionali dei territori di appartenenza. I giovani saranno quindi coinvolti, attraverso attività laboratoriali e di sperimentazione diretta, anche nella capacità di valorizzare le proprie comunità di appartenenza, di farne propria l'eredità culturale e di valorizzarne le potenzialità turistiche ed economiche.
Istituti di istruzione superiore e di ricerca	Gli istituti di ricerca partner di Castour svolgeranno un ruolo fondamentale di ricerca scientifica, prima di tutto attraverso una mappatura geografica e settoriale delle risorse linguistiche e culturali. Tale attività scientifica contribuirà direttamente alla conoscenza dei fenomeni della castanicoltura in Italia e in Francia, rendendo tale patrimonio di dominio pubblico e contaminando positivamente il mondo della ricerca per ulteriori iniziative di ricerca sia sul tema stesso della castagna e dei suoi prodotti, sia su segmenti analoghi ma non ancora analogamente esplorati in un'ottica transfrontaliera.
Pubblico generico	In questo target rientrano i soprattutto i giovani, ma anche gli adulti e gli anziani che vivono nei territori coinvolti dal progetto. Questi trarranno vantaggio dalle attività di comunicazione disseminazione e dal loro coinvolgimento diretto nella attività di valorizzazione dell'iniziativa. Il target giovani sarà il veicolo portavoce di tradizioni e cultura da tramandare alle future generazioni.
Altro	In questo target rientrano i rappresentanti delle associazioni operanti nel settore socio-culturale che saranno coinvolti nelle attività di sensibilizzazione e di co-progettazione di eventi , iniziative e manifestazioni, previsti dal progetto .
Pubblico generico	I turisti costituiscono ovviamente il target finale dello sviluppo di un itinerario sulla castanicoltura. Qui merita richiamare il fatto che già nelle fasi di sviluppo del progetto i turisti costituiranno un fondamentale target cui si rivolgeranno le varie azioni progettuali anche in funzione di azioni di testing e di raccolta feedback, ai fini di una puntuale calibrazione di strumenti e contenuti e di validazione finale del modello di intervento.

C.2.5 Come contribuisce il progetto a strategie e politiche più ampie?

Indicare le strategie e le politiche alle quali il progetto apporterà il proprio contributo e descrivere brevemente in che modo.

Strategia	Contributo
<p>Iniziativa per lo sviluppo sostenibile dell'economia blu nella regione del Mediterraneo occidentale Strategy</p>	<p>Castour intende contribuire all'obiettivo specifico "un'economia blu intelligente e resiliente" attraverso un'azione di sistema tesa a ridurre l'impatto del turismo costiero e stagionale. Le aree di sviluppo del progetto, infatti, si collocano geograficamente a ridosso delle località turistiche balneari maggiormente brandizzate ed oggetto di una eccessiva saturazione (ulteriormente aggravatasi nel periodo post-covid) che impatta fortemente sui sistemi ambientali marittimi e costieri. Quale investimento di medio-lungo periodo, è fondamentale lo sviluppo di strategie in grado di "spostare" il turista verso località meno ingolfate ma ricche di risorse naturali e culturali ancora oggi eccessivamente sottosfruttate, sia a causa di criticità logistiche e infrastrutturali, sia per una carenza informativa e promozionale di natura sistemica e continuativa.</p>
<p>Altro Strategy</p>	<p>Agenda 2030. Le azioni del progetto sono coerenti con l'Agenda 2030 che identifica il turismo come incentivo primario per la crescita economica inclusiva e rivolta alle comunità locali. Le attività legate al settore turistico possono infatti sostenere e accelerare la transizione green adottando modelli sostenibili di consumo e produzione. In riferimento all'Agenda 2030 si evidenziano nello specifico sinergie con lo SDGs 8. Il progetto contribuirà al raggiungimento degli obiettivi della strategia Agenda 2030 perché promuove un turismo sostenibile che tenga conto del giusto equilibrio tra aspetti sociali, ambientali ed economici del turismo sviluppando azioni volte a preservare le risorse naturali e culturali . Inoltre riconosce l'importanza del coinvolgimento delle comunità locali nella pianificazione e nella gestione di un turismo sostenibile, al fine di garantire che il turismo sia gestito in modo equo e nel rispetto delle culture locali e dell'ambiente. Il turismo sostenibile costituisce una potenziale leva per la conservazione dell'ambiente e delle culture locali. Il progetto contribuisce anche al raggiungimento del SDG15 in che mira alla conservazione degli ecosistemi montani, compresa la loro biodiversità, al fine di migliorare la loro capacità di fornire prestazioni che sono essenziali per lo sviluppo sostenibile.</p>
<p>Altro Strategy</p>	<p>POLITICA DI COESIONE 2021-2027. In riferimento all'attuazione della PC sul territorio francese ed italiano il contributo si concretizzerà attraverso la messa in coerenza con l'Obiettivo strategico di Policy 5 – Un'Europa più vicina ai cittadini che promuovere lo sviluppo sociale, economico e ambientale integrato a livello locale, il patrimonio culturale e la sicurezza, anche per le aree rurali e costiere, tra l'altro mediante iniziative di sviluppo locale di tipo partecipativo</p>

Strategia	Contributo
Altro Strategy	PNRR. Il progetto risulta coerente con la Misura 1 C.3 (Turismo e cultura) del PNRR che promuove interventi di valorizzazione di siti storici e culturali, volti a migliorare capacità attrattiva, sicurezza e accessibilità dei luoghi. Gli interventi sono dedicati non solo ai “grandi attrattori”, ma anche alla tutela e alla valorizzazione dei siti minori, valorizzando luoghi identitari e rafforzando al tempo stesso il tessuto sociale del territorio. Gli interventi di riqualificazione/rinnovamento dell’offerta turistica e culturale sono improntati a una filosofia di sostenibilità ambientale e pieno sfruttamento delle potenzialità del digitale, facendo leva sulle nuove tecnologie per offrire nuovi servizi e migliorare l’accesso alle risorse turistiche/culturali.
Altro Strategy	PAC 2023-2027. Il progetto risulta coerente con gli obiettivi comuni dell'UE tesi ad una transizione verso modelli di sostenibilità sociale, ambientale ed economica nell'agricoltura e nelle zone rurali.
Altro Strategy	Piano di sviluppo rurale 2023-2027. A livello nazionale italiano il progetto è coerente con le linee di programmazione del PSR in materia di biodiversità e servizi ecosistemici, nonché di ammodernamento dell’agricoltura e delle zone rurali da promuovere attraverso la formazione, lo scambio di conoscenze, l’innovazione e la digitalizzazione.

Strategia	Contributo
Altro Strategy	<p>Strategie regionali di sviluppo sostenibile:</p> <p>CORSICA LINEA GUIDA STRATEGICA 5 Creare un turismo sostenibile e identitario, ampiamente diffuso nel corso dell'anno e nei territori. ORIENTAMENTO STRATEGICO 12 Conservare, gestire e valorizzare l'ambiente ORIENTAMENTO STRATEGICO 13 Promuovere la gestione integrata delle zone costiere</p> <p>VAR - Piano Regionale 2022: -Rafforzare l'attrattività delle professioni e la professionalizzazione degli attori del turismo -Sviluppare una politica di eccellenza, sostenibile e diversificata nell'offerta su scala di tutti i territori. -Favorire un'organizzazione ottimale dei flussi turistici e un'economia responsabile per le destinazioni preservate e i settori strutturati.</p> <p>SARDEGNA Sardegna più vicina ai cittadini - comunicare, educare, sensibilizzare allo sviluppo sostenibile; tutelare e valorizzare il paesaggio regionale Sardegna più verde - conservare la biodiversità, ripristinare e valorizzare i servizi ecosistemici; realizzare il turismo sostenibile per lo sviluppo socioeconomico e la tutela della cultura e della biodiversità; rendere gli strumenti di pianificazione coerenti con le politiche di adattamento ai cambiamenti climatici</p> <p>LIGURIA Arrestare la perdita di biodiversità. Garantire una gestione sostenibile delle risorse naturali; Creare comunità e territori resilienti, custodire i paesaggi e i beni culturali - Prevenire i rischi naturali e antropici e rafforzare le capacità di resilienza di comunità e territori; Garantire il ripristino e la deframmentazione degli ecosistemi e favorire le connessioni ecologiche urbano/rurali; Assicurare lo sviluppo del potenziale, la gestione sostenibile e la custodia dei territori, dei paesaggi e del patrimonio culturale</p> <p>TOSCANA Arrestare la perdita della biodiversità; Garantire la gestione sostenibile delle risorse naturali; Creare comunità e territori resilienti; Custodire i paesaggi e i beni culturali</p>

C.2.6 In che modo il vostro progetto si avvarrà delle sinergie con l'UE e con altri progetti o iniziative?

Progetto o iniziativa (compreso lo strumento di finanziamento, se applicabile)	Sinergie previste
RAMSAT (INTERREG EUROPE 14-20)	Sinergie evidenziabili nelle azioni per proteggere il patrimonio naturale e culturale delle aree remote e montuose attraverso il turismo alternativo sostenibile.
GRITACCESS (PO IT-FR MARITTIMO 14-20)	Le sinergie sono evidenziabili nella possibilità di arricchire i nodi della rete di Gritaccess con i luoghi di interesse culturale e ambientale individuati nell'itinerario transfrontaliero di Castour.
VERTOURMER (PO IT-FR MARITTIMO 2007-2013)	Si evidenziano sinergie nell'ambito delle azioni tese a coniugare turismo e valorizzazione del territorio mediante lo sviluppo di itinerari legati alla coltura viticola .
TERRAGIR (PO IT-FR MARITTIMO 2007-2013)	Le sinergie sono riconducibili agli obiettivi di Terragir di sviluppare una rete transfrontaliera di itinerari per la valorizzazione dei prodotti agricoli, definire un modello di governance, sviluppare tecnologie multimediali per promuovere gli itinerari.
ITINERA ROMANICA (PO IT-FR MARITTIMO 14-20)	Si evidenziano sinergie con le azioni sviluppate da ITINERA per la realizzazione di itinerari transfrontalieri che valorizzino l'offerta turistica del patrimonio culturale e naturale legato alle pievi romaniche
CAMBIO VIA (PO IT-FR MARITTIMO 14-20)	Le sinergie sono individuate nell'obiettivo comune di accrescere la fruibilità materiale e immateriale del patrimonio transfrontaliero e insulare attraverso un itinerario transfrontaliero georeferenziato che valorizzi il potenziale storico culturale e i prodotti tradizionali delle aree rurali

Progetto o iniziativa (compreso lo strumento di finanziamento, se applicabile)	Sinergie previste
CROSSDEV (CBC ENI MED 14-20)	<p>CROSSDEV, di cui il Ministero della Cultura è partner, intende promuovere la competitività turistica e l'attrattività delle destinazioni poco conosciute e delle aree rurali, attraverso la promozione della cultura e del patrimonio culturale che possano divenire leve per lo sviluppo economico e sociale dei territori.</p> <p>CASTOUR potrà beneficiare di questa buona prassi acquisendo buone prassi in termini di promozione delle attività imprenditoriali di sviluppo di piani di azione locale, nonché delle azioni di capacity building per il miglioramento delle competenze degli operatori turistici locali legati a un turismo che contribuisca a generare benefici socio economici mantenendo al contempo il rispetto e la protezione dell'ambiente e del patrimonio culturale locali.</p>
QNEST e QNEST PLUS (Interreg Adrion 14-20)	<p>Il progetto QNEST (e la successiva azione di capitalizzazione QNEST PLUS) ha creato e rafforzato le sinergie e la cooperazione nei territori coinvolti per migliorare la consapevolezza del potenziale turistico a livello transnazionale; diffondere tecniche di marketing e metodologie innovative per rispondere ai cambiamenti della domanda turistica; promuovere una migliore comunicazione e il sostegno a nuove iniziative di qualità. In questo quadro, il punto di forza del progetto è stato sicuramente quello di aver favorito una maggiore collaborazione tra tutti i soggetti territoriali coinvolti per la progettazione di pacchetti turistici rispettosi dell'ambiente, mirando a nicchie di domanda turistica a livello locale e transnazionale. Questo risultato è stato raggiunto anche con una migliore conoscenza del potenziale turistico dei territori, attraverso la mappatura delle risorse culturali e naturali e l'individuazione di buone pratiche.</p> <p>CASTOUR potrà beneficiare in maniera sostanziale dall'intero quadro concettuale di QNEST, che pur non avendo toccato il tema della castagna ha comunque tracciato un importante punto di riferimento per lo sviluppo di politiche locali del turismo culturale sostenibile e di nicchia, anche attraverso specifiche strategie di marketing che potranno essere prese a riferimento nell'ambito di CASTOUR</p>
ROBUST HORIZON 2020	<p>Le sinergie sono riconducibili alle azioni che promuovono il valore ed il patrimonio delle aree rurali. Infatti Roboust sulla base di un'analisi approfondita delle pratiche e degli approcci utilizzati mira ad individuare e rafforzare le politiche, i sistemi e le pratiche di governance che possono contribuire in modo più efficace alla crescita intelligente, sostenibile e inclusiva in tutte le aree rurali.</p>
RACINE(PO IT-FR MARITTIMO 14-20)	<p>Le sinergie sono riconducibili di azioni per la valorizzazione del rapporto tra patrimonio culturale e comunità in aree periferiche dell'area transfrontaliera marittima</p>
VIVIMED (PO IT-FR MARITTIMO 14-20)	<p>Le sinergie riguardano azioni che mirano al recupero dei patrimoni naturali-culturali e sono tese alla ricerca dell'autenticità, del valore dei territori e della filiera turistica locale, per uno sviluppo sostenibile</p>

Progetto o iniziativa (compreso lo strumento di finanziamento, se applicabile)	Sinergie previste
VIA PATRIMONIA (PO IT-FR MARITTIMO 21-27)	La promozione del percorso CASTOUR avverrà anche in sinergia con il progetto VIA PATRIMONIA, che rappresenterà un grande contenitore di tutti gli itinerari che valorizzano il patrimonio naturale e culturale dell'area transfrontaliera. Pertanto, in fase di realizzazione, saranno attivate interazioni tra i due progetti soprattutto nella fase intermedia e finale, in occasione dell'organizzazione di eventi a carattere transfrontaliero e dell'evento conclusivo in modo da poter amplificare la diffusione dei risultati che saranno conseguiti con CASTOUR e da evitare inutili sovrapposizioni.
CASTANOVA (PO IT-FR MARITTIMO 21-27)	Il progetto prevede la valorizzazione della filiera legata alla produzione della farina di castagne all'interno di mercati nazionali ed internazionali" e lo sviluppo di un ECOLABEL turistico (previsto nella WP6) sotto il coordinamento dell'Università di Pisa. Le sinergie con Castour sono riconducibili soprattutto in riferimento alla WP2 che prevede lo sviluppo di un app conetente, tra le varie informazioni anche quelle legate al marketing, l'impreditoria, nonché le tecniche di lavorazione dei prodotti derivati dalla castagna.

C.2.7 In che modo il progetto si avvale delle conoscenze disponibili?

Descrivere le esperienze/le lezioni apprese di cui il progetto si avvale e altre conoscenze disponibili che il progetto capitalizza. Se pertinente, specificare i progetti da capitalizzare e quali partner di progetto sono stati coinvolti.

"Itinerario transfrontaliero", inteso come strumento per arricchire e valorizzare il patrimonio ambientale e culturale di un territorio, è la parola chiave comune a diversi progetti europei per i quali gli itinerari culturali rappresentano un elemento di continuità territoriale perché attraversa, unisce e connette più territori rispetto ad alcuni temi come per esempio quello storico o quello culturale. Si tratta di percorsi volti alla riscoperta e valorizzazione di valori sia tangibili che intangibili che rappresentano un'opportunità di turismo sostenibile, di scambio culturale tra i vari paesi nonché uno strumento per consolidare il ricco patrimonio identitario europeo. In quest'ottica il progetto CASTOUR si avvale delle lezioni apprese dai partner del progetto nel costante confronto con il territorio, gli Enti pubblici e le loro associazioni, le Province e i Dipartimenti. Saranno disponibili le esperienze di governance maturate nel campo della gestione delle risorse e dello sviluppo del territorio ma anche esperienze maturate nella gestione di piattaforme e portali per la messa in rete di strategie di comunicazione e di raccolta e gestione dati, funzionali agli obiettivi previsti dai progetti.

Rappresentano esperienze e conoscenze da capitalizzare i seguenti progetti :

- INTENSE (Dipartimento del VAR) – programma Marittimo 2014-2020: capitalizzazione degli strumenti e metodologie di promozione di itinerari turistici "sostenibili" in aree naturali
- VERTOURMER (Provincia di Lucca) - programma Marittimo 2007-2013: capitalizzazione di azioni tese a coniugare turismo e valorizzazione del territorio mediante lo sviluppo di itinerari legati alla coltura viticola.

TERRAGIR: (Provincia di Lucca) - programma Marittimo 2007-2013: Capitalizzazione dei processi di accrescimento dell'attrattività delle aree marginali ed insulari.

RACINE: (Provincia di Lucca- Corsica) - programma Marittimo 2014-2020: Capitalizzazione di azioni per la conservazione e valorizzazione del patrimonio e dell'identità culturale.

GRITACCES (Provincia di Lucca e Collettività della Corsica) – programma Marittimo 2014-2020: Capitalizzazione dei processi e metodologie per la valorizzazione del patrimonio e dei capitali culturali.

CAMBIO-VIA (Collettività della Corsica) – programma Marittimo 2014-2020: capitalizzazione dei processi e delle metodologie per migliorare l'efficacia alle azioni pubbliche nel proteggere, promuovere e sviluppare il patrimonio naturale e culturale rappresentato da aree protette, parchi e siti storici.

ROBUST (Provincia di Lucca) - HORIZON 2020: Promozione di sistemi di governance e di sinergie tra aree rurali, periurbane e urbane

Un altro fondamentale pilastro rispetto alle conoscenze e metodologie pregresse per Castour, è rappresentato dall'iniziativa degli Itinerari Culturali del Consiglio d'Europa (www.coe.int/it/web/cultural-routes/), con particolare riferimento alle "Rotte dell'olivo" e a "Iter Vitis, Il cammino della vite". In entrambi gli itinerari, il viaggiatore può toccare con mano le civiltà dell'olivo e del vino ed apprezzarne paesaggio, prodotti e tradizioni. Esistono anche itinerari via mare, a sottolineare l'importante collegamento marittimo tra le città portuali del Mediterraneo. Lungo gli itinerari vengono organizzate varie attività culturali e didattiche. Questi itinerari costituiscono un enorme bacino di conoscenze, strumenti e buone prassi che sono ben note ai partner di Castour e che costituiranno elementi fondamentali sia dalla definizione metodologica dell'intervento sia nella scelta delle soluzioni tecniche e contenutistiche del progetto. Non ultime le soluzioni sviluppate dagli Itinerari Culturali europei nell'ambito della promozione e del marketing turistico, rispetto ai quali Castour potrà trarre un importante bacino di esperienze consolidate.

Dal punto di vista scientifico e conoscitivo, infine, Castour potrà avvalersi di numerosi studi e ricerche già realizzate sui territori del progetto, fra le quali meritano di essere citate le seguenti:

Biagioni, Pierangelo. "Il castagno in Garfagnana". Castelnovo Garfagnana : Comunità montana della Garfagnana ; Lucca : Pacini Fazzi, c2005

Tatiana Castellotti, Giorgio Grassi. "Situazione e prospettive della castanicoltura da frutto in Italia". In Agriregionieuropa anno 7 n°24, Mar 2011

Castellotti T. e Doria P. (a cura) (2015), La castanicoltura da frutto in Italia. Caratteristiche strutturali, risultati economici e politiche pubbliche, Rapporto di ricerca, Crea

Predieri S. et al. (2011), Traditional chestnut cultivar quality assessment as a tool for food-tourism development in Tuscany Appennine mountain area, First European Conference on Wine and food Tourism, Volterra (PI), 11-13 April

AAVV. Valorizzazione dei soprassuoli di castagno in Italia. Atti della giornata di studio. Accademia dei Georgofili, Siena. 2021.

COLLECTIF, 2012, Livre Blanc de la châtaigne européenne, AREFL Régions Européennes productrices de Fruits et Légumes, 36 p.

C.3 Partenariato

Qual'è la logica della composizione del partenariato e in che modo i partner sono complementari tra loro? Descrivete la struttura del partenariato e spiegare perché i partner sono necessari al fine dell'attuazione del progetto e del raggiungimento degli obiettivi del progetto.

La complementarità del partenariato è riscontrabile su due fronti: il primo riguarda la sinergia tra i soggetti pubblici rispetto alle specifiche competenze istituzionali, il secondo trae vantaggio dalle competenze dei soggetti scientifici appartenenti al settore di studio e ricerca in ambito linguistico e antropologico. Il partenariato vede il coinvolgimento di tutti i soggetti, in maniera trasversale rispetto alle attività del progetto.

I soggetti pubblici che compongono il partenariato rappresentano la base istituzionale e amministrativa dei territori coinvolti nel progetto, sono in grado di fornire una conoscenza dettagliata del contesto locale, e possono favorire la partecipazione dei cittadini; promuovere politiche territoriali coerenti con il fabbisogno del territorio stimolando forme di coesione territoriale e sociale e iniziative di sensibilizzazione verso i giovani e le scuole; inoltre avranno un ruolo importante nella promozione del progetto e nella diffusione delle informazioni e dei risultati sia a livello locale che europeo.

La Provincia di Lucca, la Collettività della Corsica, il Dipartimento del Var renderanno disponibili conoscenze, buone pratiche, metodologie su strategie congiunte e piani di comunicazione, in virtù di consolidate esperienze maturate nell'ambito di progetti transfrontalieri che hanno trattato anche tematiche riconducibili agli obiettivi di Castour. Questi partner, inoltre, in quanto enti territoriali di area vasta, costituiscono la struttura portante per la sperimentazione di politiche pubbliche e di collaborazione pubblico/privato attraverso le quali esprimere le potenzialità degli obiettivi progettuali di Castour. Saranno pertanto anche i soggetti che coltiveranno e formalizzeranno le ulteriori collaborazioni progettuali con gli altri territori interessati dalla castanicoltura: le Province di Grosseto, di Massa Carrara, di Nuoro, di La Spezia e in generale tutti gli enti provinciali liguri.

L'Università di Siena e l'Istituto di Linguistica Computazionale del CNR di Genova svolgeranno un ruolo chiave in tutte le azioni legate ai saperi della cultura immateriale ma anche all'esistenza del patrimonio tangibile, inoltre forniranno un supporto tecnico e scientifico alla realizzazione del materiale multimediale previsto nel progetto lavorando all'interoperabilità e all'accessibilità di archivi digitali in diverse lingue e formati. I partner scientifici garantiranno inoltre il corretto approccio metodologico e la supervisione dell'intero processo di analisi dei fabbisogni e di realizzazione dei contenuti funzionali agli obiettivi specifici e agli indicatori identificati dal partenariato. Saranno anche i referenti principali per le attività di valutazione d'impatto e di validazione scientifica dell'intero approccio di Castour.

La Provincia di Lucca grazie alla sua pluriennale esperienza nella gestione di progetti europei e di consolidate relazioni internazionali, alla sua partecipazione a reti europee e Associazioni istituzionali, ha le qualità adeguate per svolgere il ruolo di capofila, mantenendo a sé il project management del progetto e supportando il partner responsabile della comunicazione in tutte le attività previste. Si coordinerà con gli altri partner per tutte le attività della WP1 relative alla mappatura del patrimonio ed in maniera specifica con gli altri partner istituzionali per la raccolta dei dati territoriali geolocalizzati e di quelli afferenti le attività commerciali e ricettive presenti sul territorio. Sarà il partner referente della WP2 che vede un maggior coinvolgimento dei soggetti pubblici in relazione allo studio di fattibilità per l'accessibilità fisica degli itinerari. Per quanto di competenza, in qualità di soggetto istituzionale sarà partner attivo in tutte le attività di divulgazione e sensibilizzazione previste nella WP3 con specifico riferimento alla promozione in loco o mediante siti dedicati, di iniziative e di eventi.

I due enti territoriali (Comune di Belvì, Parco Regionale Naturale dell'Antola) costituiscono un campione rappresentativo della più ampia platea di beneficiari che beneficeranno dell'intero progetto Castour. Il Comune di Belvì è a sua volta parte della più ampia Barbagia di Belvì, che costituisce circa il 90% del patrimonio castanicolo sardo, e che si trova quindi a svolgere uno stretto raccordo con gli altri comuni limitrofi di Aritzo, Gadoni, Meana Sardo, con i quali condivide e collabora relative alla programmazione delle politiche di sviluppo della castanicoltura. Analogamente il Parco dell'Antola, quale ente di gestione istituito con legge regionale, interagisce quotidianamente con 12 comuni dell'appennino ligure, attraverso un Piano Integrato approvato con delibera di consiglio regionale. Entrambi i partners, quindi, costituiscono l'approdo immediato delle azioni pilota sviluppate da Castour, che saranno ulteriormente applicate nei territori rappresentati dagli enti di governo in Toscana, Corsica e nel Var.

C.4 Piano di lavoro del progetto

Numero componente	Nome componente
1	Mappatura dei percorsi ambientali, del patrimonio culturale e rilevazione dell'offerta turistica
2	Realizzazione degli interventi per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero
3	Strategia congiunta di promozione e diffusione

Componente 1

Titolo componente

Mappatura dei percorsi ambientali, del patrimonio culturale e rilevazione dell'offerta turistica

Obiettivi

Il vostro obiettivo deve essere:

- concretamente realizzabile nel corso della durata del progetto;
- specifico;
- verificabile e misurabile.

Definite un obiettivo specifico del progetto che sarà raggiunto dal vostro progetto attraverso l'implementazione del pacchetto di lavoro.

Sviluppo di percorsi turistici per la valorizzazione del patrimonio ambientale e culturale, materiale e immateriale, legato alla castanicoltura e ai suoi prodotti.

Prestate attenzione all'obiettivo di comunicazione che contribuirà al raggiungimento dell'obiettivo specifico. Gli obiettivi di comunicazione mirano a dei cambiamenti nel comportamento, nella conoscenza o nella convinzione di un pubblico target.

Incrementare la conoscenza mediante lo scambio di informazioni sul contesto territoriale di appartenenza consolidando l'interazione tra i partner e le parti interessate locali e sviluppando una rete conoscitiva.

Destinatari: partner, autorità locali e regionali con competenze nel settore turistico e ambientale, produttori, cooperative, istituti di ricerca in ambito linguistico e antropologico.

Attività

Attività 1.1	
Titolo	Mappatura del patrimonio ambientale e culturale, analisi organizzazione della filiera
Periodo di inizio	Periodo 1, 1 - 6
Fine periodo	Periodo 2, 7 - 12

Attività 1.1	
Descrizione	L'attività è finalizzata a conoscere il contesto territoriale delle aree coinvolte. Sarà realizzata una mappatura per individuare i percorsi geografici interessati dai castagneti, dotati di maggior attrattività paesaggistica e culturale. Nell'ambito di tali aree sarà condotta un'analisi qualitativa e quantitativa sull'esistenza del patrimonio legato alla castanicoltura, sia materiale che immateriale. Sarà effettuata anche un'analisi sulle varietà di castagno presenti sul territorio e sull'organizzazione della filiera al fine di avere un quadro conoscitivo completo per la definizione di un piano di azione come previsto nella WP3 e sarà realizzata un'indagine conoscitiva, accompagnata da un'analisi sull'organizzazione della filiera nell'ottica di valutare l'incidenza sull'impatto dell'economia locale. Il quadro generale delle informazioni e dei dati derivati dalle analisi di contesto contribuirà a delineare i gruppi target che a vario titolo saranno coinvolti nel progetto.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 1.1			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.1.1.1	Protocollo metodologico	Definizione e condivisione del modello strategico e metodologico, funzionale all'analisi di dettaglio dei contesti e alla strutturazione concettuale della mappatura	Periodo 1 , 1 - 6
D.1.1.2	Report sul patrimonio culturale-materiale e immateriale	Aggiornamento e/o sviluppo di banca dati per la raccolta dati territoriali geolocalizzati e informazioni di contesto relativi al patrimonio culturale materiale e immateriale.	Periodo 2 , 7 - 12
D.1.1.3	Analisi SWOT dei dati e identificazione dei fabbisogni tecnologici e contenutistici	Dettaglio delle attività di analisi e validazione dei dati e analisi swot anche mediante comparazione tra i vari territori inclusa l'analisi dei fabbisogni tecnologici e contenutistici funzionali alla fruibilità dell'itinerario	Periodo 2 , 7 - 12

Attività 1.2	
Titolo	Elaborazione di un modello congiunto per la costruzione dell'itinerario transfrontaliero sulla castanicoltura
Periodo di inizio	Periodo 2, 7 - 12
Fine periodo	Periodo 2, 7 - 12
Descrizione	L'attività prevede un confronto tra i partner mirato all'individuazione di un modello congiunto per la costruzione di un itinerario transfrontaliero che tenga conto del quadro conoscitivo acquisito nell'attività A1.1. I partner dovranno definire il tratto di itinerario scelto, la sua ampiezza rispetto al tracciato principale, le dotazioni necessarie sia fisiche (cartellonistica) che virtuali (strumenti digitali, copertura di rete,) in modo da rendere l'itinerario il più attrattivo possibile per i potenziali fruitori.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 1.2			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.1.2.1	Modello congiunto per la costruzione dell'itinerario transfrontaliero	Il modello congiunto delinea le caratteristiche comuni, in termini di accessibilità e servizi, che i percorsi individuati nei diversi territori dovranno possedere per poter costruire un prodotto, i percorsi della castagna, spendibile a livello transfrontaliero.	Periodo 2 , 7 - 12

Attività 1.3	
Titolo	Rilevazione dell'offerta legata alla castanicoltura (mappatura attività commerciali)
Periodo di inizio	Periodo 2, 7 - 12
Fine periodo	Periodo 2, 7 - 12

Attività 1.3	
Descrizione	L'attività si basa sul rilevamento dell'offerta turistica presente lungo l'itinerario con particolare attenzione agli attrattori culturali, alle tradizioni e all'ambiente. Sarà rilevata la presenza di tutti gli attori legati alla castanicoltura che a vario titolo contribuiscono a valorizzare il percorso. Saranno individuati attori commerciali chiave(strutture ricettive e della ristorazione, botteghe artigianali, produttori, coltivatori) , gli attori socio-culturali gestori o promotori di iniziative ed eventi tematici sul territorio. Saranno inoltre individuate le istituzioni locali che potranno promuovere azioni di comunicazione e sensibilizzazione per facilitare la fruibilità dei percorsi, sia fisica che virtuale, da parte dei visitatori, rafforzare l'identità culturale delle comunità promuovendo il loro coinvolgimento attivo, garantire la sostenibilità dei percorsi per favorire positive ricadute sul piano economico e occupazionale.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 1.3			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.1.3.1	Report relativi all'offerta turistica esistente	Attività di raccolta dati relativi alla presenza dell'offerta turistica e arricchimento della banca dati di cui al deliverable D. 1.1.2. con la mappatura delle attività commerciali e ricettive.	Periodo 2 , 7 - 12

Output

Numero dell'output 1.1	
Titolo output	Modello congiunto transfrontaliero per il miglioramento dell'accessibilità dei percorsi legati alla castagna
Indicatore output programma	RC083_4.6: Strategie e piani d'azione sviluppati congiuntamente
Unità di misura	strategia o piano d'azione
Valore obiettivo Output	1.00

Numero dell'output 1.1	
Periodo di consegna	Periodo 2, 7 - 12
Descrizione dell'output	Messa a punto del modello congiunto che costituirà la base procedurale per il miglioramento dell'accessibilità materiale e immateriale dei percorsi legati alla castagna, e anche il riferimento per la successiva implementazione dell'app mobile e dei relativi contenuti multimediali

Investimenti

Componente 2

Titolo componente

Realizzazione degli interventi per la fruibilità dell'itinerario transfrontaliero

Obiettivi

Il vostro obiettivo deve essere:

- concretamente realizzabile nel corso della durata del progetto;
- specifico;
- verificabile e misurabile.

Definite un obiettivo specifico del progetto che sarà raggiunto dal vostro progetto attraverso l'implementazione del pacchetto di lavoro.

Rafforzare la fruibilità dell'offerta turistica legata alla castanicoltura mediante la realizzazione di piccole infrastrutture e di supporti digitali.

Prestate attenzione all'obiettivo di comunicazione che contribuirà al raggiungimento dell'obiettivo specifico. Gli obiettivi di comunicazione mirano a dei cambiamenti nel comportamento, nella conoscenza o nella convinzione di un pubblico target.

Incrementare la conoscenza, favorire la fruizione materiale e immateriale dell'itinerario anche attraverso un maggior coinvolgimento dei partner scientifici, attraverso la costruzione dell'app prevista con questa attività.

Destinatari: partner, dipartimenti universitari di studio e ricerca, attori locali pubblici con competenze nel settore turistico, attori locali privati fra i quali associazioni culturali e proloco, associazioni di piccoli imprenditori, ecc

Attività

Attività 2.1	
Titolo	Strutturazione dell'itinerario - Realizzazione di piccoli interventi di adeguamento
Periodo di inizio	Periodo 3, 13 - 18
Fine periodo	Periodo 5, 25 - 30

Attività 2.1	
Descrizione	Al fine di garantire la sostenibilità e l'accessibilità del patrimonio naturale e culturale transfrontaliero saranno realizzati piccoli interventi di adeguamento per migliorare e riqualificare l'accessibilità dei percorsi boschivi quali, staccionate, pedane, segnaletica e cartellonistica, eventuali supporti tecnologici ad alimentazione solare che permettano l'accesso alle informazioni in assenza di copertura di rete, nonché forniture per dotare i locali che saranno adibiti a presidi di accoglienza turistica.
Partner coinvolti	CD83, CDC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca

Prodotti / Deliverables 2.1			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.2.1.1	Acquisto di attrezzature e relativo allestimento	Acquisto ed installazione delle attrezzature per l'infrastrutturazione materiale dei percorsi	Periodo 5, 25 - 30

Attività 2.2	
Titolo	Strutturazione dell'itinerario _ Realizzazione dell'app mobile
Periodo di inizio	Periodo 3, 13 - 18
Fine periodo	Periodo 5, 25 - 30

Attività 2.2	
Descrizione	<p>L'itinerario CASTOUR sarà reso fruibile anche da remoto mediante la realizzazione di un app mobile contenente riproduzioni audiovisive multilingue che permetteranno al visitatore di scoprire e di rivivere curiosità, realtà storiche e tradizioni, raccontate in un contesto esperienziale ed immersivo. Sulla base della mappatura realizzata nella WP1, i partner scientifici lavoreranno in supporto ai partner istituzionali e agli stakeholder nella raccolta delle informazioni trasferire sull'app. I contenuti saranno strutturati tenendo conto del patrimonio socio-culturale significativo di ciascun territorio, del patrimonio toponomastico, sia cartografico che dialettale, dell'insieme di archivi digitali del patrimonio culturale provenienti da diversi attori, in diverse lingue e formati.</p> <p>La progettazione dell'app terrà conto anche di eventuali disabilità motorie, visive e uditive; i contenuti saranno tradotti anche in linguaggio LIS per assicurare la massima accessibilità.</p>
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 2.2			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.2.2.1	Relazione sui criteri e sulle specifiche per la strutturazione dell'app.	Identificazione degli obiettivi e delle specifiche tecniche per la realizzazione di un' app mobile (da definire in funzione dei target definiti nell'ambito delle componenti precedenti) per la fruizione da parte dell'utenza delle informazioni raccolte nella WP1	Periodo 4 , 19 - 24
D.2.2.2	Elaborazione di materiali audiovisivi per la fruibilità dell'itinerario	Realizzazione di materiali multimediali audiovisivi per popolare l'app mobile, per proiezioni su schermi digitali e per le scuole. La produzione multimediale proseguirà durante tutto il periodo previsto dalla componente, al fine di consentire un arricchimento continuo dell'esperienza dell'utenza.	Periodo 5 , 25 - 30
D.2.2.3	Realizzazione app mobile	Realizzazione dell'app mobile sulla base delle specifiche di progettazione identificate nel D.2.2.1 e relativo popolamento dei contenuti individuati nella D.2.2.2	Periodo 5 , 25 - 30

Attività 2.3	
Titolo	Valutazione e validazione dell'app mobile e delle sue funzioni
Periodo di inizio	Periodo 4, 19 - 24
Fine periodo	Periodo 5, 25 - 30
Descrizione	Coerentemente ai target, indicatori e agli interventi definiti in WP1, sarà attuato un piano di monitoraggio qualitativo e quantitativo per la rilevazione di feedback dai target individuati: in primo luogo i turisti fruitori dell'app e dei contenuti multimediali, ma anche dagli stakeholders del territorio e dai giovani coinvolti nelle attività della WP3. La raccolta dei feedback sarà finalizzata alla messa a punto dell'app mobile e dei relativi contenuti multimediali, anche tenendo in considerazione le varie specificità locali, e contribuirà ad una sostenibilità del modello di intervento anche dopo il termine del progetto. I partner scientifici contribuiranno per la definizione delle metodologie di monitoraggio e validazione, che saranno coordinate dal capofila con il contributo di tutti i partner nelle fasi di rilevazione.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 2.3			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.2.3.1	Piano di monitoraggio e rilevazione dei feedback	Il piano di monitoraggio definirà, sin dalle fasi di progettazione (WP1), le concrete metodologie e gli strumenti di rilevazione dei feedback relativamente alla fruizione dell'app da parte di tutti gli attori coinvolti: partners, stakeholders, attori economici dei territori, utenti e turisti.	Periodo 5 , 25 - 30
D.2.3.2	Valutazione dei risultati e fine tuning dell'app mobile e dei contenuti multimediali	La valutazione dei dati acquisiti sarà svolta attraverso una comparazione dei risultati di ciascun territorio, alla ricerca di variabili e specificità rispetto alle quali svolgere un'attività di configurazione finale dell'app e dei suoi contenuti.	Periodo 5 , 25 - 30

Output

Numero dell'output 2.1	
Titolo output	App mobile per il miglioramento della fruibilità dell'itinerario CASTOUR
Indicatore output programma	RCO84_4.6: Azioni pilota sviluppate congiuntamente e attuate nell'ambito di progetti
Unità di misura	azioni pilota
Valore obiettivo Output	1.00
Periodo di consegna	Periodo 4, 19 - 24
Descrizione dell'output	L'app di Castour costituisce il prodotto direttamente rivolto all'utenza turistica. I contenuti dell'app faranno riferimento all'importante lavoro di mappatura e selezione di contenuti e strumenti svolto in WP1 sotto la supervisione dei partner scientifici e con la collaborazione di tutti i partner. L'app garantirà una fruizione multilingue, con soluzioni ad hoc per agevolare bisogni speciali e flessibilità sia a livello multiplatforma, sia rispetto a future evoluzioni tecnologiche.

Investimenti

Componente 3

Titolo componente

Strategia congiunta di promozione e diffusione

Obiettivi

Il vostro obiettivo deve essere:

- concretamente realizzabile nel corso della durata del progetto;
- specifico;
- verificabile e misurabile.

Definite un obiettivo specifico del progetto che sarà raggiunto dal vostro progetto attraverso l'implementazione del pacchetto di lavoro.

Promuovere lo scambio socio-culturale nell'area di cooperazione mediante la definizione di una strategia congiunta per la promozione e la diffusione dei percorsi e delle conoscenze legate alla castanicoltura.

Prestate attenzione all'obiettivo di comunicazione che contribuirà al raggiungimento dell'obiettivo specifico. Gli obiettivi di comunicazione mirano a dei cambiamenti nel comportamento, nella conoscenza o nella convinzione di un pubblico target.

L'obiettivo è quello di modificare il comportamento dei gruppi target individuati (giovani, cittadini, consumatori) attraverso la valorizzazione di eventi locali ed una campagna di sensibilizzazione rivolta alle scuole con appositi laboratori didattici. Destinatari: partner, attori locali pubblici (comuni, regioni, dipartimenti con competenze nel settore turistico e ambientale, attori locali privati (produttori, cooperative, associazioni, scuole), cittadini.

Attività

Attività 3.1	
Titolo	Sviluppo di un Piano d'azione congiunto di valorizzazione dei percorsi legati alla castagna
Periodo di inizio	Periodo 2, 7 - 12
Fine periodo	Periodo 6, 31 - 36

Attività 3.1	
Descrizione	Partendo dall'indagine conoscitiva svolta nella WP1 che ha dato origine alla mappatura delle aree di riferimento, del patrimonio culturale, ed alla rilevazione dell'offerta turistica sui territori pilota oggetto di studio, i partner adotteranno un Piano d'azione congiunto per la valorizzazione dei percorsi legati alla castagna, che conterrà anche azioni di tutela del patrimonio naturale e azioni di marketing turistico. I gruppi target individuati saranno coinvolti a vario titolo in azioni ed eventi partecipativi nell'ottica di creare un senso identitario comune e la consapevolezza del valore del capitale culturale e dell'alta qualità del territorio con specifico riferimento alle varietà di castagno, ai processi di trasformazione legati alla filiera ed alle opportunità di rilancio e di rafforzamento delle azioni di marketing strategico ed operativo.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 3.1			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.3.1.1	Piano di azione congiunto	Definizione di un piano congiunto di azione che include azioni di valorizzazione dell'itinerario transfrontaliero della castagna quali azioni di tutela del patrimonio naturale nel rispetto delle specificità territoriali e azioni di marketing turistico.	Periodo 3 , 13 - 18
D.3.1.2	Iniziative e di promozione	Organizzazione di iniziative, eventi , esperienze immersive, legati alla castanicoltura che prevedono il coinvolgimento di vari gruppi target	Periodo 6 , 31 - 36

Attività 3.2	
Titolo	Sensibilizzazione e disseminazione
Periodo di inizio	Periodo 3, 13 - 18
Fine periodo	Periodo 6, 31 - 36

Attività 3.2	
Descrizione	Sulla base di un modello condiviso sarà promossa un'attività di sensibilizzazione e di diffusione sul patrimonio naturale e culturale rivolta in particolare ai giovani. L'obiettivo è quello di salvaguardare la cultura della castagna stimolando nelle nuove generazioni il rafforzamento dell'identità locale, l'interesse per l'ambiente e la biodiversità, per le tradizioni orali, gli usi e costumi del territorio che col tempo rischiano di andare perduti. Gli studenti, capitalizzando esperienze già realizzate, saranno resi partecipi di attività di raccolta e produzione di materiale utile alle finalità del progetto, essi stessi diventeranno ambasciatori dell'itinerario a livello locale e transnazionale, anche mediante l'utilizzo delle reti social. Inoltre le autorità locali con il coinvolgimento di categorie operanti nel settore della castanicoltura saranno parte attiva nell'organizzazione di percorsi didattici e laboratori formativi rivolti agli istituti scolastici.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 3.2			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.3.2.1	D.3.2.1- Organizzazione di iniziative per coinvolgimento giovani	Attività di promozione attraverso laboratori didattici con target di giovani perlopiù provenienti dall'ambito scolastico.	Periodo 6 , 31 - 36
D.3.2.2	Networking e Ambassadors	La sostenibilità della metodologia di intervento oltre il termine del progetto sarà ulteriormente assicurata attraverso l'alimentazione di concrete attività di networking transfrontaliero fra tutti gli stakeholders coinvolti e dei loro "ambassadors", con particolare riferimento al target giovani.	Periodo 6 , 31 - 36

Attività 3.3	
Titolo	Capacity building
Periodo di inizio	Periodo 3, 13 - 18

Attività 3.3	
Fine periodo	Periodo 6, 31 - 36
Descrizione	Al fine di garantire la sostenibilità e durabilità dei risultati prodotti da CASTOUR, sarà promossa un'azione di capacity building dedicata agli stakeholder del territorio, ovvero agli "attori di sistema" (enti locali, associazioni di categoria, scuole) e operatori economici (titolari di attività commerciali, ricettive, enogastronomiche, culturali) affinché vengano acquisite le competenze organizzative necessarie a contribuire agli obiettivi progettuali prefissati. Si tratterà di azioni di accompagnamento che saranno attivate sin dalle prime fasi del progetto a supporto in particolare delle azioni previste nella WP2 e nella WP3.
Partner coinvolti	CD83, CDC, CNR - ILC, Comune di Belvì, Parco Antola, Prov Lucca, Unisi

Prodotti / Deliverables 3.3			
Numero prodotto	Titolo del prodotto	Descrizione del prodotto	Periodo di consegna
D.3.3.1	Capacity building per gli "attori di sistema"	Insieme di attività funzionali alla valorizzazione del progetto attraverso il coinvolgimento dei soggetti pubblici e degli stakeholders privati (enti locali, associazioni di categoria, scuole, ecc), sin dalle fasi di costruzione del progetto e individuazione delle infrastrutture	Periodo 5 , 25 - 30
D.3.3.2	Capacity building per gli operatori economici	Azioni specifiche per attività commerciali, ricettive, culturali, museali, enogastronomiche, funzionali sia alle attività di co-progettazione che nelle fasi di valorizzazione e promozione.	Periodo 6 , 31 - 36

Output

Numero dell'output 3.1	
Titolo output	Piano di azione congiunto per la promozione dell'itinerario CASTOUR
Indicatore output programma	RCO83_4.6: Strategie e piani d'azione sviluppati congiuntamente
Unità di misura	strategia o piano d'azione

Numero dell'output 3.1	
Valore obiettivo Output	1.00
Periodo di consegna	Periodo 6, 31 - 36
Descrizione dell'output	L'output è costituito dallo sviluppo di un sistema congiunto di promozione dell'itinerario transfrontaliero, contraddistinto da un approccio multidimensionale in grado di assicurare la capitalizzazione di esperienze e conoscenze preesistenti; attività di sensibilizzazione e di diffusione sul patrimonio culturale rivolta in particolar modo ai giovani; azioni di marketing strategico ed operativo; azioni di capacity building; networking transfrontaliero e sviluppo di una rete di "ambassadors"

Investimenti

C.5 Risultati di progetto

Selezionare e quantificare gli indicatori di risultato del programma a cui il progetto darà il proprio contributo. Per ogni indicatore di risultato selezionato, descrivete brevemente il contributo del progetto e i risultati (cambiamenti) rilevanti che, grazie all'attuazione delle attività e degli output previsti come definiti nel piano di lavoro, vi aspettate di raggiungere. Si prega inoltre di specificare gli output che sono direttamente collegati a questo risultato.

Risultato 1	
Indicatore di risultato del programma	RCR79_4.6: Strategie e piani d'azione congiunti adottati da organizzazioni
Unità di misura	strategia o piano d'azione comuni
Valore base	0.00
Valore obiettivo	1.00
Periodo di consegna	Periodo 6, 31 - 36
Descrizione del risultato	<p>Il progetto svilupperà un modello congiunto transnazionale e condiviso per la valorizzazione e promozione di un itinerario transfrontaliero della castagna. Il modello intende individuare le specificità di ciascun territorio all'interno di una metodologia comune finalizzata allo sviluppo di politiche e soluzioni pratiche per la valorizzazione della castanicoltura e dei suoi prodotti culturali ed enogastronomici in un'ottica di turismo sostenibile. Il modello (sviluppato nell'ambito del WP1) è completato anche dallo sviluppo di un sistema congiunto di promozione dell'itinerario transfrontaliero (WP3), contraddistinto da un approccio multidimensionale in grado di assicurare la capitalizzazione di esperienze e conoscenze preesistenti; attività di sensibilizzazione e di diffusione sul patrimonio culturale rivolta in particolar modo ai giovani; azioni di marketing strategico ed operativo; azioni di capacity building; networking transfrontaliero e sviluppo di una rete di "ambassadors".</p>

Risultato 2	
Indicatore di risultato del programma	RCR104_4.6: Soluzioni adottate o potenziate da organizzazioni
Unità di misura	soluzioni
Valore base	0.00

Risultato 2	
Valore obiettivo	1.00
Periodo di consegna	Periodo 5, 25 - 30
Descrizione del risultato	<p>Il risultato coincide con il principale prodotto della WP2, ossia la realizzazione dell'app mobile e dei relativi contenuti multimediali, finalizzati alla fruizione dell'itinerario transfrontaliero, accompagnando e guidando l'utente, anche con bisogni speciali e deficit sensoriali, valorizzando le specificità del territorio dal punto di vista culturale, storico, sociale, linguistico, enogastronomico. L'app costituirà lo strumento per una fruizione immediata dei contenuti sviluppati durante il progetto, e dialogherà con la banca dati dei contenuti, dati, informazioni e loro geolocalizzazione, che costituiranno una base di contenuti potenzialmente fruibili su più piattaforme, attuali e future, al fine di garantire una loro spendibilità anche in funzione di innovazioni tecnologiche successive e in base a esigenze differenziate su base territoriale.</p>

C.6 Cronoprogramma

	Periodo 1	Periodo 2	Periodo 3	Periodo 4	Periodo 5	Periodo 6
WP1 Mappatura dei percorsi ambientali, del p...	[Orange bar]					
<i>A1.1 Mappatura del patrimonio ambientale...</i>	D1.1.1	D1.1.2 D1.1.3				
<i>A1.2 Elaborazione di un modello congiunt...</i>		D1.2.1				
<i>A1.3 Rilevazione dell'offerta legata all...</i>		D1.3.1				
<i>RCO83_4.6</i>		O1.1				
WP2 Realizzazione degli interventi per la fr...			[Dark blue bar]			
<i>A2.1 Strutturazione dell'itinerario - Re...</i>			[Dark blue bar]		D2.1.1	
<i>A2.2 Strutturazione dell'itinerario _ Re...</i>			[Dark blue bar]		D2.2.1 D2.2.2 D2.2.3	
<i>A2.3 Valutazione e validazione dell'app ...</i>				[Dark blue bar]	D2.3.1 D2.3.2	
<i>RCO84_4.6</i>				O2.1		
WP3 Strategia congiunta di promozione e diff...		[Green bar]				
<i>A3.1 Sviluppo di un Piano d'azione congi...</i>			D3.1.1			D3.1.2
<i>A3.2 Sensibilizzazione e disseminazione</i>			[Green bar]			D3.2.1 D3.2.2
<i>A3.3 Capacity building</i>			[Green bar]		D3.3.1	D3.3.2
<i>RCO83_4.6</i>						O3.1
Indicatore di risultato						
<i>RCR104_4.6</i>					R2	
<i>RCR79_4.6</i>						R1



C.7 Gestione del progetto e comunicazione

Oltre alle attività descritte nel piano di lavoro, è necessario prevedere misure adeguate per la gestione del progetto, il coordinamento e la comunicazione interna.

C.7.1 Come coordinerete e gestirete il progetto?

Descrivere come verrà affrontata la gestione del progetto a livello strategico e operativo, compresa la creazione di strutture di gestione, responsabilità e procedure, nonché la gestione del rischio. Si prega inoltre di spiegare come sarà organizzata la comunicazione interna al partenariato.

Il progetto è coordinato dalla Provincia di Lucca ed è gestito sulla base delle seguenti soluzioni:

1) Comitato di Pilotaggio. Il Comitato è composto da un membro indicato da tutti i partner e ha lo scopo di supportare le decisioni del coordinatore su questioni rilevanti riguardanti gli aspetti contrattuali, le modifiche, ecc. Il Comitato si riunisce due volte l'anno in occasione degli incontri del progetto. I verbali in italiano e francese sono redatti e inviati per conoscenza ai partner e alle Autorità di Programma. Il coordinatore del progetto può convocare ulteriori riunioni del Comitato di coordinamento. Le decisioni vengono assunte a maggioranza dei presenti.

2) Comitato scientifico. Il comitato è composto da un rappresentante di ciascuna delle due organizzazioni di ricerca scientifica (Unisi e CNR) e da un rappresentante dell'ente Parco Antola. Alle riunioni del comitato partecipa sempre con funzione di segretario verbalizzante un rappresentante del Coordinatore. Il comitato ha il compito di fornire le indicazioni scientifiche e metodologiche per il corretto sviluppo delle azioni progettuali che devono basarsi su dati e informazioni. Il Comitato esamina in particolar modo le criticità e potenziali problematiche derivanti da una gestione transfrontaliera degli obiettivi progettuali, andando a prevenire eventuali disallineamenti e rischi di incomparabilità fra conoscenze o strumenti afferenti a zone territoriali diverse. In caso di disaccordo fra i partner di progetto sulle concrete soluzioni tecniche e sui contenuti da sviluppare nell'ambito del progetto, il Comitato esprime a maggioranza parere vincolante.

3) Responsabili di componente. Ciascuno dei 3 Workpackages in cui è articolato il progetto vede l'incarico di un Responsabile di componente, il cui compito è quello di assicurare la collaborazione fra i partners e il raggiungimento degli obiettivi e delle scadenze prestabilite. In caso di difformità, il Responsabile della componente è tenuto a darne immediata comunicazione al Coordinatore, che in caso di inadempimenti o ritardi particolarmente critici riporterà al CdP. I Responsabili sono identificati come segue:

WP1: Università di Siena

WP2: Provincia di Lucca

WP3: Collectivité de Corse

Particolare attenzione sarà data dal Capofila alla comunicazione interna tra i partner al fine di assicurare che tutti i soggetti coinvolti ed interessati al progetto siano tenuti informati. La comunicazione interna avverrà in maniera costante ricorrendo prevalentemente a sistemi informatici: posta elettronica, piattaforma per la condivisione dei documenti, riunioni a distanza che permetteranno di poter scambiare tra i partner, in tempo reale, informazioni e documenti di ogni tipo. Il Capofila è responsabile della correttezza formale, nonché legale delle procedure, e costituisce centro di comunicazione con le autorità del PO e UE. Questa comunicazione costante con i partner ed i riscontri periodici con i responsabili delle diverse componenti che saranno concordati in fase di avvio attività, rappresenta una condizione fondamentale per la gestione del rischio in quanto potrà contribuire ad intercettare prontamente difficoltà che potrebbero insorgere nell'attuazione delle attività e nella gestione finanziaria e quindi ad individuare per tempo le azioni correttive necessarie. A tale riguardo il capofila, nel corso della prima riunione del CdP, condividerà con i partner una tabella dei possibili rischi, a cui il progetto potrebbe essere soggetto, con le relative contromisure per la loro

mitigazione.

I principali rischi progettuali identificati sono i seguenti:

- rischi di natura tecnologica: Castour svilupperà strumenti e soluzioni digitali che, sebbene già sperimentati in altri contesti, sono di per sé soggetti ad una rapida e continua evoluzione. Per questo motivo il progetto non ha in questa fase identificato linguaggi e soluzioni predefinite, affidando anzi al WP1 il compito di individuare soluzioni affidabili, aggiornate e flessibili al fine di durare nel tempo. Eventuali criticità verranno affrontate in seno al Comitato scientifico.
- rischi di ritardo nello svolgimento delle attività: il cronoprogramma di progetto è stato elaborato considerando margini temporali in grado di assorbire eventuali piccoli ritardi nelle tempistiche, garantendo così tempi di realizzazione sufficienti; l'esperienza del capofila nella gestione di precedenti progetti sul programma garantisce una gestione efficace di questo rischio;
- debole coinvolgimento degli stakeholder e dei target previsti verso il tema della castanicoltura il progetto prevede azioni partecipative specifiche per assicurare il coinvolgimento attivo dei target group.

C.7.2 Quali misure adatterete per garantire la qualità del vostro progetto?

Descrivete l'approccio e i processi previsti per la gestione della qualità, ossia come verrà monitorata e garantita la qualità dei prodotti e degli output, e indicate i partner responsabili. Descrivere, inoltre, lo scopo e l'ambito del progetto, se è previsto un qualsiasi tipo di valutazione del progetto

Il partenariato di Castour assicurerà la corretta gestione del progetto dal punto di vista tecnico finanziario. A tale scopo, nell'ambito delle azioni iniziali di messa a punto del sistema di project management, elaborerà entro il mese iniziale di avvio una Pista di controllo interna, finalizzata a mantenere il corretto avanzamento tecnico finanziario delle attività, con un costante monitoraggio del livello di spesa e dell'effettiva realizzazione di attività e prodotti, mettendo in atto se necessario adeguati piani correttivi.

Il partner individuato come responsabile delle attività di una componente, a sua volta opera in maniera collaborativa con gli altri partner coinvolti, realizzando in accordo con essi le attività secondo le scadenze stabilite dal cronogramma di progetto. Qualsiasi scostamento temporale dovrà essere immediatamente segnalato al capofila comunicando chiaramente le cause e proponendo le soluzioni; il responsabile della componente avrà altresì il compito di aggiornare il capofila in presenza di eventuali criticità legate alle relazioni tra i partner o difficoltà di carattere amministrativo che necessitano l'intervento del capofila verso l'AG.

In particolare per la WP 1 è stato individuato come responsabile L'Università di Siena; per la WP2 la Provincia di Lucca e per la WP 3 la CTC; mentre per l'attività di comunicazione, la responsabilità è affidata alla CdC Collectivité de Corse.

Per la gestione quotidiana il capofila individuerà all'interno del suo staff una persona che avrà il ruolo di coordinatore, con esperienza consolidata nella gestione di progetti europei e conoscenza della lingua francese parlata e scritta ed un referente amministrativo-finanziario che supervisionerà lo stato di avanzamento delle spese e si farà carico di gestire tutte le procedure amministrative legate a richieste di modifica, chiarimenti ed interpretazioni di nome di gestione, adempimenti normativi e coordinamento del monitoraggio e delle domande di rimborso. Inoltre sarà individuato un referente per la comunicazione.

Analogamente, ciascun partner nominerà un project manager, un responsabile finanziario e un communication officer. La reportistica di progetto utilizza i format predisposti dal Programma e rispetta tempi e scadenze previste dal Contratto di Sovvenzione. Procedure di evidenza pubblica sono altresì garantite per l'affidamento di servizi a soggetti esterni ai beneficiari e solo nel caso non esistano nei rispettivi organismi gli expertise necessari e svolgere le attività internamente.

Ogni tre mesi o quando necessario, il capofila, insieme ai responsabili di ciascuna componente, verificherà l'avanzamento fisico e finanziario del progetto, e la rispondenza dei prodotti agli obiettivi previsti, il rispetto dell'indicatore selezionati per ciascun output ed il raggiungimento dell'output previsto per ciascuna componente. Questa impostazione permetterà di assicurare il rispetto del cronogramma e la qualità complessiva del progetto.

Al fine di garantire sin dall'inizio la qualità del progetto, il capofila predisporrà, in occasione del 1° CdP, un breve manuale nel quale saranno forniti, in modo sintetico, a tutti i partner, gli elementi fondamentali per una corretta gestione del progetto indicando i principali adempimenti amministrativi e finanziari per la realizzazione e rendicontazione delle attività. Inoltre sarà fornita a ciascun partner una tabella con l'indicazione degli obiettivi di spesa semestre per semestre sulla base dell'allocazione finanziaria presentata in fase di candidatura ed eventualmente rivista in fase di negoziazione.

Inoltre sarà attivato uno spazio virtuale di lavoro che faciliterà l'accesso a tutta la documentazione, consultabile online e scaricabile in più formati e la condivisione di una tabella con milestones, tasks e deadline. Ciò permetterà sia ai responsabili di componente che al capofila di poter avere una continua supervisione sull'andamento del progetto sotto ogni aspetto sia contenutistico che finanziario.

Il progetto ha previsto il raggiungimento di tre obiettivi a ciascuno dei quali fanno capo due o più attività e prodotti da realizzarsi in un determinato periodo di tempo. Al fine di verificare il raggiungimento di questi obiettivi, sarà effettuata una valutazione in itinere ed una finale; la valutazione in itinere avverrà dopo 18 mesi dall'avvio del progetto servirà a leggere lo stato di avanzamento del progetto e a correggere eventuali significative distorsioni; viene prevista anche un'attività di valutazione d'impatto indipendente, cui contribuiranno anche i gruppi target con 2 scadenze prefissate: al mese 18, e al mese 36. La valutazione finale avverrà al mese 36 e servirà a controllare che i risultati attesi siano stati conseguiti.

C.7.3 Quale sarà l'approccio generale di comunicazione del progetto che intendete adottare?

Descrivete in che modo gli obiettivi di comunicazione del vostro progetto, come delineati nel piano di lavoro, contribuiranno al raggiungimento dei risultati principali del progetto. Perché la comunicazione è importante? Quali tattiche, canali e strumenti comuni aiuteranno il partenariato a raggiungere e coinvolgere il pubblico target? Come farà il coordinatore della comunicazione del progetto a garantire il coinvolgimento e il contributo alla comunicazione di tutti i partner del progetto?

Gli obiettivi di comunicazione che CASTOUR SI è proposto di raggiungere mirano a modificare nei gruppi target individuati, fondamentalmente, la consapevolezza ed il comportamento, promuovendo un'attenzione sempre maggiore all'ambiente inteso come patrimonio naturale, ma anche culturale perché, come nel caso dei castagneti e della castagna, è a partire da una risorsa naturale che si costruiscono intorno ad essa, usi e modi di dire che formano il patrimonio culturale di una comunità. Pertanto le azioni di comunicazione mirano da un lato a promuovere nelle persone la conoscenza e quindi la consapevolezza di ciò che le circonda, di quello che il proprio territorio offre (WP1); dall'altro a creare occasioni di collaborazione tra soggetti diversi, autorità pubbliche e mondo della ricerca, soggetti pubblici e privati per facilitare l'accesso alla conoscenza materiale e immateriale di questo patrimonio naturalistico e culturale attraverso la costruzione ed il popolamento di strumenti digitali e di piccole infrastrutture (WP2) ed infine diffondere a livello transfrontaliero l'itinerario della castagna "CASTOUR" mediante l'organizzazione o la valorizzazione di eventi locali secondo un piano di azione congiunto, nonché accrescere la consapevolezza dei giovani su questo patrimonio attraverso iniziative di sensibilizzazione da svolgersi nelle scuole secondo un format condiviso.

Per questo motivo la comunicazione è fondamentale; diventa lo strumento attraverso il quale si contribuisce alla realizzazione delle azioni previste dalle diverse componenti in quanto, attraverso la condivisione degli obiettivi e dei risultati attesi (evento di lancio), i partner hanno la possibilità di

motivare gli attori che operano sul territorio e di coinvolgerli progressivamente nelle diverse fasi del progetto. D'altra parte un altro obiettivo importante del progetto è creare una sensibilità delle istituzioni e dei giovani a mantenere viva una cultura che è strettamente legata ad un patrimonio naturale rappresentato dai castagneti. Per questo lavorare anche sulla sensibilizzazione è un obiettivo importante che si realizza con il trasferimento di conoscenze e attività esperienziali e laboratoriali.

E poi la comunicazione aiuta la promozione dal punto di vista turistico, consentendo di raggiungere target di pubblico diversificati e dislocati geograficamente anche in aree fuori dal perimetro transfrontaliero nel quale opera il progetto.

Per il raggiungimento di questi obiettivi e dei target individuati (autorità pubbliche locali, provinciali e regionali, PMI sia individualmente che a livello di rete, organizzazioni di supporto alle imprese come ad esempio camere di commercio, pubblico generico inclusi cittadini, turisti e residenti, associazioni di interesse ed agenzie settoriali come agenzie turistiche e di sviluppo locale), si farà ricorso a strumenti di comunicazione prevalentemente digitali (stampa e canali social), realizzazione di brevi video sugli usi legati alla castagna, spot televisivi e radiofonici. Altri strumenti a cui si farà riferimento sono l'organizzazione di nuovi eventi locali nel periodo delle castagne o la valorizzazione di quelli già esistenti, nonché l'attivazione di laboratori didattici nelle scuole dei territori partner che vorranno aderire, differenziati in relazione all'ordine e grado dell'istituto.

Nel corso degli eventi, il pubblico sarà avvicinato alle tradizioni legate alla castagna non solo mediante rappresentazioni ed esperienze dal vivo, ma anche con il supporto di brevi documentari utilizzando spazi museali presenti nei vari territori coinvolti o comunque spazi pubblici, nonché la stessa APP Castour. Ciascun partner potrà poi realizzare localmente anche workshop tematici secondo le specificità del proprio territorio.

La promozione dell'itinerario CASTOUR avverrà anche in modo congiunto con il progetto VIA PATRIMONIA che ha come obiettivo la promozione di tutti gli itinerari dell'area transfrontaliera che valorizzano, a partire dalla specifica risorsa, il patrimonio naturale e culturale. Un evento finale permetterà di far conoscere i risultati conseguiti ed i prodotti realizzati.

Il coordinatore della comunicazione che è stato individuato nella Collectivité de Corse, insieme al capofila, ha il compito di definire e programmare un Piano di Comunicazione per la diffusione degli output e dei risultati del progetto Castour per tutta la sua durata che sarà approvato dal CdP nella sua prima seduta. La programmazione del Piano sarà condivisa con tutto il partenariato. svolgerà questo ruolo con il supporto ed il contributo di tutti i partner. Ciò sarà possibile grazie ad incontri periodici (talvolta coincidenti con gli stessi CdP) che il partner CTC organizzerà con gli altri partner di progetto per concordare, sulla base dell'obiettivo di comunicazione relativo alla specifica componente, le migliori azioni e strumenti da utilizzare.

C.7.4 Come sono previste le procedure di rendicontazione delle attività e del budget (all'interno del partenariato)?

Descrivere i processi di rendicontazione a livello di partner nei confronti del capofila.

I partner di Castour hanno ampiamente collaborato e condiviso l'articolazione del budget e con la piena comprensione dei meccanismi di cofinanziamento e le regole contabili e procedurali del Programma.

Dal punto di vista delle responsabilità, ogni partner dovrà nominare un proprio Responsabile finanziario di progetto. Ogni partner si impegna a produrre una lettera di mandato interna al proprio Responsabile finanziario, che indichi chiaramente i riferimenti agli standard finanziari e amministrativi stabiliti dal Programma, compresi i modelli per i rapporti sui giorni di lavoro, i documenti di supporto, ecc. di lavoro, documenti di supporto, ecc. Un'adeguata formazione iniziale

sarà assicurata a tutti i Responsabili finanziari, al fine di condividere tutti gli adempimenti stabiliti dal Programma, nonché tutti gli strumenti e i referenti per agevolare il ricorso all'assistenza da parte dell'Autorità di gestione.

All'interno del partenariato, il Capofila è responsabile anche della gestione finanziaria del progetto in quanto beneficiario diretto dell'intero finanziamento nei confronti dell'Autorità di Gestione.

Per tale motivo il Capofila sovrintende a tutto il flusso finanziario da e verso i partner. All'avvio del progetto il Capofila riceve, se richiesto dai partner, un anticipo sul budget complessivo di progetto pari al 25% dell'importo di cofinanziamento FESR. A seguire quindi, il Capofila dovrà provvedere al trasferimento della quota di anticipo a ciascun partner che ne abbia fatto richiesta nella misura corrispondente al suo budget.

Il partner che ha ricevuto l'anticipo, al raggiungimento del 30% della spesa, dovrà restituire il 15% di quanto anticipato; pertanto con la prima domanda di rimborso utile l'AG provvederà a trattenere il relativo importo ed il Capofila provvederà a trasferire il pagamento della DR decurtato del 15% relativo all'anticipo.

A cadenza semestrale il partner deve presentare al capofila un report di monitoraggio in cui illustra dettagliatamente le attività svolte nel corso del semestre e lo stato di realizzazione dei prodotti, componente per componente, specificando se e con quali numeri ha contribuito al raggiungimento dell'indicatore di Programma. Qualora vi siano scostamenti rilevanti nella realizzazione di un'attività o di un prodotto rispetto al cronogramma iniziale, il partner dovrà segnalare le ragioni dello scostamento.

A discrezione del partner, insieme al report di monitoraggio può essere presentata la domanda di rimborso per le spese sostenute nel semestre precedente. Il Capofila, che ha la responsabilità della gestione finanziaria, si adopererà per verificare che ogni partner, allo scadere di ciascun semestre, sia in grado di poter rendicontare le spese sostenute, al fine di dimostrare l'avanzamento del progetto. Il partner potrà rendicontare tutte le spese sostenute all'interno del semestre; il Capofila avrà a disposizione 60 giorni dalla predisposizione della domanda di rimborso.

Pertanto il partner, in vista della chiusura del semestre, dovrà organizzare tutti i documenti di spesa ed iniziare il caricamento degli stessi sulla piattaforma JEMS secondo le indicazioni fornite dall'AG. Una volta concluso il caricamento delle spese ne darà comunicazione al controllore di 1° livello (per i partner italiani sarà necessario procedere alla selezione del controllore attingendo, con procedura casuale, ad una lista predisposta dall'AG; per i partner francese invece le spese saranno certificate dal Polo Unico di certificazione) e al Capofila in modo da consentire a quest'ultimo di avere un quadro sull'avanzamento della procedura.

Una volta che il partner ha ottenuto la certificazione delle spese, renderà disponibile al capofila, tramite piattaforma, il certificato.

Il Capofila provvederà, una volta in possesso di tutte le certificazioni, ad inoltrare la Domanda Unica di Rimborso. Quest'ultima sarà ulteriormente soggetta ad un controllo di secondo livello. Qualora il controllo evidenzia qualche anomalia, il Capofila riceverà una tabella riassuntiva che riporta, partner per partner, le anomalie rilevate. Il Capofila segnalerà ai partner interessati le suddette anomalie ed il partner dovrà provvedere a sanarle nel più breve tempo possibile in modo da consentire di ottenere il rimborso delle spese nel più breve tempo possibile.

Una volta ricevuto il rimborso di propria competenza dal Capofila, il partner verificherà la rispondenza del rimborso ricevuto con l'importo certificato e segnalerà prontamente al Capofila eventuali disallineamenti.

Il partner avrà cura di comunicare al Capofila anche eventuali modifiche che intervenissero rispetto alle proprie coordinate bancarie necessarie al Capofila per il trasferimento dei pagamenti effettuati da AG.

C.7.5 Criteri di cooperazione

Selezionare i criteri di cooperazione che si applicano al progetto e fornite una breve descrizione. I criteri di sviluppo congiunto, attuazione congiunta e finanziamento congiunto sono obbligatori.

Criteri di cooperazione	Descrizione
Sviluppo congiunto	<p>Si Il progetto nasce da un lungo lavoro di confronto tra i partner realizzato con incontri a distanza durante i quali si è cercato di capire le caratteristiche di ciascun territorio, i percorsi già esistenti, l'entità del patrimonio naturale e culturale esistente, le esigenze e le aspettative dei partner. Da questo confronto si è partiti per definire un draft di progetto ed un quadro logico, individuando gli obiettivi comuni, le principali componenti e attività. I partner sono intervenuti con suggerimenti, integrazioni legate anche a proprie specificità territoriali. Ognuno, sia i partner istituzionali che quelli scientifici hanno dato il loro apporto sulla base delle proprie competenze, sia sul piano del contenuti che della costruzione finanziaria.</p>
Attuazione congiunta	<p>Si Ogni attività sarà svolta in forma congiunta dal partenariato attraverso il Comitato di pilotaggio nel quale saranno assunte le decisioni fondamentali per la realizzazione delle attività semestre per semestre. Ogni attività verrà discussa, concordate le modalità di attuazione, le tempistiche in modo che tutti i partner si muovano secondo un obiettivo comune. Al di là dei ruoli di coordinamento delle singole WP, tutti i partner parteciperanno all'attuazione delle diverse attività seppure con livelli di coinvolgimento diversificati a seconda delle competenze, dei temi affrontati dalle WP e delle attività in esse previste. Lo sviluppo dell'itinerario necessiterà di un' interazione tra i partner, ma anche tra questi ed i loro attori locali. Il progetto stesso andrà a costituire tra i partner un network transfrontaliero per lo sviluppo dell'itinerario a supporto di un'offerta continuativa di servizi turistici sostenibili con un possibile upgrade a livello transnazionale.</p>
Personale congiunto	<p>Si Ciascun partner individuerà un gruppo di lavoro interno al proprio ente composto da un project manager, un referente amministrativo-finanziario ed eventualmente un referente per la comunicazione. Queste figure opereranno, ciascuna per le proprie competenze, in sinergia tra di loro all'interno del gruppo costituito all'interno dell'organismo partner, ma anche in stretta collaborazione con le rispettive figure presenti nel gruppo di lavoro degli altri partner al fine di contribuire al meglio alla realizzazione delle attività. Questa sinergia permetterà anche di condividere conoscenze ed esperienze che possono contribuire a superare eventuali ostacoli o ad individuare soluzioni che possono risolvere rapidamente alcune situazioni. Inoltre, sul piano delle responsabilità, il project manager del capofila lavorerà in stretto contatto con i responsabili delle diverse WP, costituendo un unico gruppo di coordinamento di progetto. Questo tipo di organizzazione assicurerà la cooperazione tra tutti i partner evitando il rischio di inutili duplicazioni.</p>

Criteri di cooperazione	Descrizione
Finanziamento congiunto	<p>Si</p> <p>Il budget di progetto è stato costruito congiuntamente con i partner in fase di candidatura; esso è la somma dei costi preventivati dai partner in base alle attività e ai ruoli assegnati dal piano di lavoro condiviso. Il Capofila sarà il destinatario dell'intero finanziamento del progetto e responsabile della sua gestione nei confronti dell'AG. Spetterà al Capofila l'erogazione delle quote di anticipo a ciascun partner sulla base dell'importo totale ricevuto dall'AG, e sarà ancora il Capofila che procederà a sottoporre all'AG la domanda di rimborso quale sommatoria delle domande presentate al Capofila da ciascun partner. Il Capofila avrà altresì il compito di provvedere al trasferimento delle somme ricevute dall'AG a rimborso della domanda presentata, assegnando ai partner le risorse secondo l'ammontare delle spese sostenute e certificate. Sarà inoltre il capofila che risponderà di eventuali riduzioni di finanziamento dovuti a tagli apportati dall'AG al budget complessivo di progetto, operando poi nei confronti dei partner secondo le regole contenute nella Convenzione interpartenariale.</p>

C.7.6 Principi orizzontali

Indicare quale tipo di contributo ai principi orizzontali si applica al progetto e fornire una breve descrizione. Per la parte relativa alla tutela dell'ambiente si prega di includere anche una spiegazione di come è stato integrato l'approccio relativo alla "sostenibilità ambientale attraverso la progettazione" e di fornire una breve valutazione dei possibili effetti ambientali sul progetto.

Principi orizzontali	Tipo contributo	Descrizione del contributo
----------------------	-----------------	----------------------------

Principi orizzontali	Tipo contributo	Descrizione del contributo
Sviluppo sostenibile e tutela dell'ambiente	effetto positivo	<p>Castour intende influire direttamente sullo sviluppo sostenibile e sulla tutela dell'ambiente, su diversi livelli.</p> <p>Ad un primo livello, è importante sottolineare come il progetto Castour si innesta su un periodo storico estremamente critico per il castagno da frutto, pesantemente minacciato sia dalla sistematica riduzione del mantenimento dei boschi coltivati, sia dalle minacce ambientali legate ai cambiamenti climatici e alle forme parassitarie che lo aggrediscono con sempre maggiore preoccupazione. Castour intende affrontare direttamente questi aspetti, aumentando la consapevolezza e l'attenzione sia da parte dei sistemi locali, sia da parte dei turisti.</p> <p>Ad un secondo livello il progetto si colloca nella più ampia strategia finalizzata a ridurre l'impatto del turismo costiero e balneare a favore di uno "slow tourism" più consapevole e sostenibile, in grado di valorizzare anche la mobilità sostenibile e la destagionalizzazione dei flussi turistici.</p> <p>Ad un terzo ed ultimo livello, infine, Castour adotterà il Sistema Europeo di Indicatori per il Turismo (ETIS), uno strumento di gestione, informazione e monitoraggio concepito per la raccolta e l'analisi di dati con l'obiettivo generale di valutare l'impatto del turismo su una destinazione. L'obiettivo specifico di ETIS è di contribuire a migliorare la gestione sostenibile delle destinazioni, aiutandole a misurare i loro processi di gestione della sostenibilità, consentendo loro di monitorare risultati e progressi nel tempo. Gli indicatori sono relativi alla:</p> <ul style="list-style-type: none"> - gestione della destinazione; - valore economico; - impatto sociale e culturale; - impatto ambientale. <p>Castour agevolerà il ricorso sistematico di questo strumento al fine di promuovere un'analisi SWOT confrontabile nel corso del tempo e funzionale all'adozione di misure e piani d'azione per lo sviluppo di un turismo sostenibile e per misurarne concretamente l'impatto sui vari territori coinvolti.</p>
Pari opportunità e non discriminazione	effetto positivo	<p>Castour ha fra i propri obiettivi specifici quello di sviluppare infrastrutture materiali ed immateriali funzionali all'inclusione e alla fruibilità dell'itinerario a favore di utenti con disabilità e bisogni speciali. Anche l'app viene sviluppata in funzione di disabilità sensoriali. Nello sviluppo dei contenuti e dei materiali divulgativi e promozionali saranno valorizzate rappresentazioni inclusive e multiculturali.</p>

Principi orizzontali	Tipo contributo	Descrizione del contributo
Uguaglianza di genere	effetto positivo	<p>Il progetto si assicurerà che le attività proposte abbiano accolto il principio della parità di genere e che non si determinino discriminazioni di nessun genere. In particolare saranno introdotte misure esplicitamente mirate ad includere la prospettiva di genere, mirando ad ottenere, per es., un'uguale partecipazione tra donne e uomini alle iniziative di progetto e/o promuovendo politiche di pari opportunità. Tutti i prodotti del progetto saranno accessibili senza alcuna limitazione di genere;</p> <p>Particolare attenzione alle donne sarà data nel loro coinvolgimento nelle attività di gestione del progetto, in particolare il Comitato di Pilotaggio, quale organo decisionale e di gestione del progetto dove si assumono le decisioni più strategiche, terrà conto della parità di genere, garantendo una partecipazione almeno paritaria di uomini e di donne; nella scelta dei coordinatori delle componenti di progetto sarà seguito il medesimo criterio, in modo da garantire la parità di genere.</p> <p>Nello sviluppo dei contenuti e dei materiali divulgativi e promozionali, inoltre, saranno adottati principi di uguaglianza di genere attraverso rappresentazioni qualitative e quantitative non stereotipate ma anzi in grado di promuovere l'uguaglianza di genere in tutte le sue dimensioni.</p>

C.8 Effetti a lungo termine e durabilità

I progetti dovrebbero avere un effetto duraturo sul territorio e sui target group interessati. Si prega di descrivere di seguito come ciò sarà garantito.

C.8.1 Proprietà/durabilità

Descrivere chi garantirà il sostegno finanziario e istituzionale, compreso il mantenimento degli output e, se applicabile, dei principali prodotti sviluppati dal progetto.

Il sostegno finanziario e istituzionale del progetto verrà garantito dai singoli partner di progetto e dagli enti che saranno coinvolti nelle attività tramite la formula della convenzione tra soggetti pubblici.

In questo modo sarà assicurato il sostegno finanziario e istituzionale da parte di ogni partner mediante anche il ricorso ad eventuali accordi territoriali con gli enti competenti.

Parallelamente la proprietà degli output e dei risultati di progetto sarà mantenuta dai rispettivi Enti competenti che si impegneranno a continuare a collaborare in piena sinergia con tutte le realtà direttamente ed indirettamente coinvolte nel panorama territoriale pubblico privato, economico e sociale.

In ragione delle competenze istituzionali, gli enti coinvolti ed in convenzione garantiranno l'aggiornamento del report sul patrimonio culturale materiale e immateriale elaborato nella WP1 e l'aggiornamento dell'app mobile (output della WP2); per facilitare l'aggiornamento, saranno utilizzati sistemi open source che garantiranno due aspetti fondamentali: da un lato una spendibilità multiplatforma, che consentirà la fruibilità su diversi devices e sistemi operativi, così da garantire una durabilità nel corso del tempo in funzione delle evoluzioni tecnologiche e di mercato; dall'altro una interoperabilità con varie tipologie di contenuti e fonti multimediali, in modo da rendere indipendente i contenuti della banca dati rispetto alla effettiva fruizione sull'app o su altri strumenti. In altre parole, sebbene l'app costituirà il riferimento principale per la fruizione dell'itinerario, i contenuti veicolati attraverso l'app resteranno tecnicamente svincolati dall'app stessa, in modo da poter essere sfruttati su ulteriori supporti e anche da altri stakeholders, che potrebbero individuare ulteriori potenzialità per sfruttare i medesimi contenuti (ad esempio attraverso schermi digitali presso postazioni fisse, oppure attraverso le LIM in dotazione nelle scuole, ecc).

Per quanto riguarda il Piano d'azione congiunto (output della WP3), i partner pubblici potranno facilmente garantire l'impegno a mantenere e proseguire gli indirizzi contenuti nel Piano in quanto le attività saranno comunque attinenti alle funzioni ordinarie esercitate dagli enti stessi e comunque riguarderanno temi di diretto interesse delle amministrazioni relativi a iniziative di valorizzazione (marketing territoriale), interventi a tutela del patrimonio naturale rappresentato dai castagneti e di sensibilizzare gli attori locali e i cittadini a mantenere vivo e fruibile il patrimonio boschivo.

Tutte queste attività potranno essere garantite dagli enti locali partner e convenzionati anche attraverso il ricorso a risorse esterne provenienti dai fondi strutturali gestiti dalle regioni (PO FESR, PO FEASR) o attraverso i Programmi europei a supporto delle politiche di coesione (Programmi Interreg) oppure dai Programmi a gestione diretta (Horizon Europe, LIFE).

L'insieme dei partner che hanno aderito a questa candidatura potrà diventare il punto di partenza di una solida rete transfrontaliera per la valorizzazione dei percorsi legati alla castagna, assicurando la continuità e la replicabilità dei risultati su scala europea.

C.8.2 Effetti duraturi

Per avere un effetto duraturo sul territorio e sulla popolazione, gli output e i prodotti dovrebbero essere resi disponibili e utilizzati dai gruppi target rilevanti (partner del progetto o altri stakeholder) dopo la durata del progetto. Si prega di descrivere come gli output e i prodotti rimarranno disponibili e saranno ripresi o ampliati dai partner del progetto.

Gli strumenti e le infrastrutture realizzate dal progetto saranno rese disponibili ai sistemi locali anche dopo la durata progettuale, con un impatto diretto sulle economie locali anche nel medio /lungo periodo. Le realizzazioni progettuali, singolarmente, realizzano una migliore e più evoluta offerta in grado di influenzare positivamente gli incrementi turistici locali. Le analisi sui diversi contesti e la mappatura sul patrimonio ambientale e culturale legato alla castanicoltura e sull'offerta turistica esistente sono prodotti che resteranno disponibili a ciascun partner e potranno, dopo la fine del progetto, costituire un data base interessante da aggiornare ed ampliare secondo le diverse necessità, non solo da parte delle autorità locali partner del progetto, ma anche di altri soggetti pubblici o privati (Camera di commercio, organizzazioni di categoria) che volessero utilizzare questi dati per altre finalità di sviluppo complementari.

Gli strumenti digitali (app mobile) e multimediali (audiovisivi) che saranno realizzati nella WP2 rimarranno in dotazione agli enti locali partner ed in convenzione che li renderanno disponibili per i turisti, ma anche per iniziative di sensibilizzazione verso le scuole.

Il Piano di azione congiunto (output della WP3) rimarrà in dotazione non solo ai partner, ma anche a qualsiasi altro soggetto pubblico o privato italiano, francese od europeo, che intenda avere uno strumento di indirizzo per la valorizzazione di percorsi legati alla castagna.

La consapevolezza, amplificata tramite le azioni di capacity building e le figure degli "ambassadors", consentirà di mantenere viva l'attenzione dei partner e dei gruppi target sui territori. Tali iniziative e gli strumenti utilizzati resteranno disponibili tramite il mini sito di progetto sia ai partner che li potranno riutilizzare anche migliorandoli e integrandoli, sia ad altri gruppi target rispetto a quelli coinvolti in CASTOUR.

C.8.3 Trasferibilità

Descrivere come gli output e i prodotti che fornirete potrebbero essere adattati o ulteriormente sviluppati per l'utilizzo da parte di altri target group o per la diffusione in altri territori al di fuori del partenariato. In che modo le attività di comunicazione garantiranno la conoscenza degli output e dei prodotti disponibili all'uso da parte dei gruppi interessati?

Il progetto prevede 3 output:

- A) n. 1 Modello congiunto per il miglioramento dell'accessibilità dei percorsi legati alla castagna
- B) n. 1 Piano di azione congiunto per la promozione dell'itinerario CASTOUR
- C) n. 1 App mobile per il miglioramento della fruibilità dell'itinerario transfrontaliero

Tutti gli output e relativi risultati saranno progettati in maniera modulare e in grado di garantire un'ampia replicabilità e trasferibilità, grazie anche alla messa a sistema di un efficace piano di comunicazione.

Il Modello Congiunto, sviluppato e testato con CASTOUR rappresenterà uno strumento di indirizzo a disposizione di svariati gruppi target, sia pubblici che privati, anche al di fuori del partenariato, che abbiano interesse ad operare a vario titolo nell'ambito dello sviluppo e dell'accessibilità di itinerari, pertanto potrà essere facilmente esportato in altri contesti territoriali sia nell'ambito del Programma che a livello europeo.

La trasferibilità del Piano di azione Congiunto è garantita dall'applicazione di standard o modelli, concertati e consolidati dal partenariato, che potranno essere trasferiti soprattutto in occasione di seminari e incontri di sensibilizzazione previsti nella fase finale del progetto.

L'app mobile e la banca dati saranno realizzati in maniera interdipendente ma tecnicamente separata, al fine di garantire la riproducibilità di entrambi gli strumenti. Si potrà quindi replicare l'app da parte di altri territori ma con contenuti diversi, pertanto potrà essere replicata anche su tipologie differenti di itinerari, così come si potranno riutilizzare i contenuti multimediali anche al di fuori dell'app. Il progetto permetterà quindi di aumentare il livello di accessibilità del territorio per i turisti, anche con bisogni speciali e disabilità sensoriali, attraverso l'app e ulteriori strumenti materiali ed immateriali (quali schermi digitali, siti web, ecc) che potranno collegarsi alla banca dati del progetto per integrare il proprio servizio di informazioni turistiche/mappe con informazioni sull'accessibilità e fruibilità dell'itinerario transfrontaliero. Questo specifico aspetto potrà essere adattato o ulteriormente sviluppato/integrato anche da gli altri territori oppure anche al di fuori del partenariato e dell'area di cooperazione, soprattutto per quanto riguarda quelle realtà con caratteristiche analoghe.

L'attività di comunicazione che si svilupperà nel corso del progetto sia attraverso canali digitali che mediante lo svolgimento di eventi, laboratori tematici, workshop consentirà di diffondere tra i gruppi target la disponibilità degli output e dei prodotti realizzati con CASTOUR. In particolare gli obiettivi di trasferibilità saranno perseguiti e monitorati nell'ambito della componente n. 3 "Strategia congiunta di promozione e diffusione", che vede appunto un piano integrato di azioni finalizzate a consolidare la partecipazione e l'adozione degli strumenti e metodologie di Castour anche da parte di stakeholders esterni quali imprese, terzo settore, altri enti di governo locale (con molti dei quali sono già stati adottati accordi preliminari) e amministrazioni comunali, scuole, associazioni di imprese, ecc. In particolare, si segnala l'attività 3.3, interamente dedicata ad attività di Capacity building specificamente funzionale a consolidare la capitalizzazione, replicabilità e trasferibilità degli output di progetto.

